

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°83-2026-045

PUBLIÉ LE 5 FÉVRIER 2026

Sommaire

Direction départementale des finances publiques du Var / Direction de la DDFIP

83-2026-02-02-00009 - Arrêté de délégation de signatures - Pôle Contrôle Revenus Patrimoine EST VAR (3 pages)	Page 4
83-2026-02-03-00004 - Arrêté de délégation de signatures - Pôle de contrôle et d'expertise du Var Est (2 pages)	Page 8
83-2026-02-03-00003 - Arrêté de délégation de signatures - Pôle de recouvrement spécialisé du Var (3 pages)	Page 11
83-2026-02-02-00007 - Arrêté de délégation de signatures - Service des impôts des entreprises de Draguignan (3 pages)	Page 15
83-2026-02-02-00008 - Arrêté de délégation de signatures - Service des impôts des entreprises de Draguignan (3 pages)	Page 19
83-2026-02-01-00001 - Arrêté de délégation de signatures - Service des impôts des entreprises de Toulon (3 pages)	Page 23
83-2026-02-02-00006 - Arrêté de délégation de signatures - Service des impôts des particuliers de la Seyne-sur-Mer (4 pages)	Page 27

Direction départementale des territoires et de la mer du Var / Service agriculture et forêt de la DDTM

83-2026-02-05-00002 - Décision préfectorale relative au retrait de l'agrément du Groupement Agricole d'Exploitation en Commun (GAEC) concernant le GAEC LES RUCHERS DU VAL D'ARGENS n° 83-2021-011 (2 pages)	Page 32
--	---------

Direction départementale des territoires et de la mer du Var / Service planifications et prospective de la DDTM

83-2026-02-04-00002 - 25-013-AFT-RAA-1 (4 pages)	Page 35
83-2025-12-19-00012 - Arrêté préfectoral portant approbation du plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) relatif aux débordements du Préconil et de ses affluents en particulier le Bouillonnet et le Couloubrier et aux ruissellements sur les piémonts sur le territoire de la commune de Sainte-Maxime (4 pages)	Page 40
83-2025-12-23-00004 - Arrêté préfectoral portant approbation du plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) relatif aux débordements du Préconil et de ses principaux affluents, et au ruissellement sur les piémonts et vallons secs de la commune de Plan-de-la-Tour (3 pages)	Page 45
83-2026-01-07-00008 - Arrêté préfectoral portant approbation du plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Solliès-Ville lié à la présence du Gapeau et de ses principaux affluents. (3 pages)	Page 49

Préfecture du VAR / Direction des sécurités

83-2026-02-05-00001 - AP 2026-01-001 ESC portant règlement temporaire de la circulation sur l'autoroute A8 sur le territoire des communes du Muy, Fréjus et Puget-sur-Argens (3 pages)	Page 53
83-2026-02-05-00003 - AP réglementant la détention et la consommation de protoxyde d'azote dans le département du Var (5 pages)	Page 57
83-2026-02-04-00001 - PV CCFPSC RAMa Jury 04022026os (3 pages)	Page 63

Sous-préfecture de Brignoles / Bureau de l'ingénierie territoriale SP

Brignoles

83-2026-02-02-00011 - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL portant mandatement d'office des Redevances prélèvement d'irrigation 2024 et 2025 sur le budget de l'ASA de la FOUX à La Roquebrussanne (22 pages)	Page 67
83-2026-02-03-00007 - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL portant Dissolution de l'ASA de la FOUX à La Roquebrussanne (36 pages)	Page 90
83-2026-02-03-00008 - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL portant modification du périmètre de l'Association Syndicale Autorisée des Arrosants de QUEYROL à Châteauvert (10 pages)	Page 127
83-2026-02-02-00010 - arrêté préfectoral portant ouverture de crédits au compte 637 du budget de l'ASA de la FOUX à La Roquebrussanne (10 pages)	Page 138

Direction départementale des finances
publiques du Var

83-2026-02-02-00009

Arrêté de délégation de signatures - Pôle
Contrôle Revenus Patrimoine EST VAR

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU VAR
Pôle de contrôle revenus patrimoine Est Var**

Antenne DRAGUIGNAN :
95 Traverse Jacques Brel
CS 20415
83008 DRAGUIGNAN CEDEX

Antenne FREJUS :
670 avenue De Lattre de Tassigny
CS 90163
83618 FREJUS CEDEX

DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX ET DE GRACIEUX FISCAL

La responsable du Pôle Contrôle Revenus Patrimoine EST VAR

Vu le code général des impôts, et notamment son article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Arrête :

Article 1er

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office :

a) dans la limite de 30 000 €, aux inspecteurs des finances publiques désignés ci-après :

URY Françoise DOUSSIN Béatrice REYNAUD Christophe CARO Alain	CLAUSTRES Fabienne DAVID Christine SANCHEZ Marie-Isabelle DUFURE Daniel	CLERMONTÉ Emilie LAPLAGNE Anne DAMIDAUX Mikaela HAMELIN Aurélia
---	--	--

b) dans la limite de 15 000 €, aux inspecteurs des finances publiques désignés ci-après :

OOGHE Mélanie	LAN SUN LUK Laurent
----------------------	----------------------------

c) dans la limite de 20 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

RICHAUME Didier CHARIAL Patrick	MARTIN Marie-Aline BRUNEL Jérôme	BOUCHER Frédéric
--	---	-------------------------

d) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

SEL Elise	MALO Mélanie
------------------	---------------------

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

a) dans la limite de 7 500 €, aux inspecteurs des finances publiques désignés ci-après :

OOGHE Mélanie URY Françoise LAN SUN LUK Laurent DOUSSIN Béatrice REYNAUD Christophe	CLAUSTRES Fabienne DAVID Christine SANCHEZ Marie-Isabelle DUFURE Daniel HAMELIN Aurélia	CLERMONT Emilie LAPLAGNE Anne DAMIDAUX Mikaela CARO Alain
--	--	--

b) dans la limite de 5 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

SEL Elise RICHAUME Didier CHARIAL Patrick	MALO Mélanie MARTIN Marie-Aline	BRUNEL Jérôme BOUCHER Frédéric
--	--	---

3°) sans limitation de montant, les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses ainsi que les décisions prises sur les demandes de prorogation de délai prévues à l'article 1594-0 G du code général des impôts aux agents des finances publiques désignés ci-après :

OOGHE Mélanie URY Françoise CARO Alain DAVID Christine DOUSSIN Béatrice	DUFURE Daniel HAMELIN Aurélia DAMIDAUX Mikaela CLAUSTRES Fabienne SANCHEZ Isabelle	LAPLAGNE Anne MARTIN Marie-Aline LAN SUN LUK Laurent SEL Elise MALO Mélanie
--	---	--

Article 2

Le présent arrêté sera affiché dans les locaux du service.

A Fréjus, le 02/02/2026
La responsable du PCRP EST VAR

Signé,
Catherine BISCAHIE
Inspectrice divisionnaire des Finances Publiques

Direction départementale des finances
publiques du Var

83-2026-02-03-00004

Arrêté de délégation de signatures - Pôle de
contrôle et d'expertise du Var Est

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES
PUBLIQUES DU VAR
PLACE BESAGNE – CENTRE MAYOL
CS 91409
83056 – TOULON CEDEX**

**DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE CONTENTIEUX
ET DE GRACIEUX FISCAL**

Le responsable du Pôle Contrôle et d'expertise EST VAR

Vu le code général des impôts, et notamment son article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Arrête :

Article 1er

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office

a) dans la limite de 30 000 €, aux inspecteurs des finances publiques désignés ci-après :

Sabrina GRAS	Frédéric PHEBIDIAS	Angélique MAURICE	Florence GIRIN
Marion CARTIER	Florence DROISY	Elsa MONS	Elodie ROURE

b) dans la limite de 20 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

Hervé PODEUR	André RABEUF
Julie BABLET	

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

a) dans la limite de 7 500 €, aux inspecteurs des finances publiques désignés ci-après :

Sabrina GRAS	Frédéric PHEBIDIAS	Angélique MAURICE	Florence GIRIN
Marion CARTIER	Florence DROISY	Elsa MONS	Elodie ROURE

b) dans la limite de 5 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

Hervé PODEUR	André RABEUF
Julie BABLET	

Article 2

Le présent arrêté sera affiché dans les locaux du service.

A FREJUS, le 03/02/2026

La responsable du PCE EST VAR

Signé
Emmanuel CAFFIER

Inspecteur Divisionnaire
des finances publiques

Direction départementale des finances
publiques du Var

83-2026-02-03-00003

Arrêté de délégation de signatures - Pôle de
recouvrement spécialisé du Var

Direction départementale
des Finances publiques du Var

PÔLE DE RECOUVREMENT SPÉCIALISÉ DU VAR
Cité administrative Lorgues
20, Place Noël Blache
CS 60202
83081- TOULON Cédex

Arrêté portant DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Le gestionnaire intérimaire du Pôle de recouvrement spécialisé du Var

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1

Délégation de signature est donnée à M Philippe HERNANDEZ LUCIANI, Inspecteur principal des finances publiques et Mme Nancy VALOGNE, inspectrice divisionnaire des finances publiques de classe normale, adjoints au responsable du Pôle de recouvrement spécialisé du Var, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 100 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;

3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;

4°) les mises en demeure de payer ;

5°) et de rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement ;

6°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 24 mois et porter sur une somme supérieure à 1 000 000 € ;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice et me représenter devant les tribunaux de commerce et judiciaires ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à Mmes BOUACHIR Céline, EL MORABIT Vanessa et Moinie Françoise, MM CHOURAQUI Philippe, TOCHOU Lionel, inspecteurs, à l'effet de signer :

au nom et sous la responsabilité de la comptable soussignée, tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

4°) les mises en demeure de payer ;

5°) et de rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement ;

6°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
MOINIE Françoise	inspecteur	30 000 €	7 500 €	18 mois	200 000 €
BOUACHIR Céline	inspecteur	30 000 €	7 500 €	18 mois	200 000 €
CHOURAQUI Philippe	inspecteur	30 000 €	7 500 €	18 mois	200 000 €
EL MORABIT Vanessa	inspectrice	30 000 €	7 500 €	18 mois	200 000 €
TOCHOU Lionel	inspecteur	30 000 €	7 500 €	18 mois	200 000 €
BLANC Patrick	contrôleur	20 000 €	5 000 €	12 mois	100 000 €
BECAMEL Jean-Philippe	contrôleur	20 000 €	5 000 €	12 mois	100 000 €
BELLONDRAD Jean-Paul	contrôleur	20 000 €	5 000 €	12 mois	100 000 €
FOURNET Sophie	contrôleuse	20 000 €	5 000 €	12 mois	100 000 €
HILLARD Patricia	contrôleuse	20 000 €	5 000 €	12 mois	100 000 €
LAGRIVE Martine	contrôleuse	20 000 €	5 000 €	12 mois	100 000 €
ORSINI Valérie	contrôleuse	20 000 €	5 000 €	12 mois	100 000 €
ROBINAT Marilyne	contrôleuse	20 000 €	5 000 €	12 mois	100 000 €
SALOT Eric	contrôleur	20 000 €	5 000 €	12 mois	100 000 €
DEBEAUMONT Mélanie	contrôleuse	20 000 €	5 000 €	12 mois	100 000 €
JEANNOT Virginie	Agent	4 000 €	1 000 €	6 mois	60 000 €
KLOUA Fatira	Agent	4 000 €	1 000 €	6 mois	60 000 €

Article 4

Le présent arrêté prend effet au 03/02/2026. Il sera publié au recueil des actes administratifs du département du Var.

A Toulon, le 03 février 2026

Le comptable, responsable du Pôle de recouvrement
spécialisé du Var,

Signé,

Christophe AMALRIC

Direction départementale des finances
publiques du Var

83-2026-02-02-00007

Arrêté de délégation de signatures - Service des
impôts des entreprises de Draguignan

Direction départementale
des Finances publiques du Var
SERVICE DES IMPÔTS DES ENTREPRISES DE
DRAGUIGNAN
95, traverse Jacques Brel
CS 20415
83008 Draguignan Cedex

**DÉLÉGATION DE SIGNATURE EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX
ET DE GRACIEUX FISCAL**

La comptable publique, responsable du service des impôts des entreprises de Draguignan

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1

Délégation de signature est donnée à Mme Amandine AUBERT-NIGUEZ, inspectrice, et M. Jean-Nicolas LEGRAS, inspecteur, pouvant agir en qualité d'adjoints au responsable du service des impôts des entreprises de DRAGUIGNAN, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 100 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;

5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;

6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 50 000 € ;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

4°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
AMAT-COLLOMP Nicole	contrôleur	20 000€	5 000€		
BELON Florian	contrôleur	20 000€	5 000€	6 mois	15 000€
CABROLIER Sandrine	contrôleur	20 000€	5 000€		
CORNOT Isabelle	contrôleur	20 000€	5 000€	6 mois	15 000€
PENNACCHIO Ketty	contrôleur	20 000€	5 000€	6 mois	15 000€
COSSART Jean-Luc	contrôleur	20 000€	5 000€		
DIEUZEIDE Camille	contrôleur	20 000€	5 000€		
DROISY Bruno	contrôleur	20 000€	5 000€		
GODART Florence	contrôleur	20 000€	5 000€		
GODAYOL-BONAY Diane	agent administratif	4 000€	1 000€		

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
LORIOT Linda	contrôleur	20 000€	5 000€	6 mois	15 000€
MENDEZ Graziella	agent administratif	4 000€	1 000€	6 mois	10 000€
HOCHEDERZ Aurore	contrôleur	20 000€	5 000€		
MORDOHAI Guy	contrôleur	20 000€	5 000€		
PODEUR Carmen	contrôleur	20 000€	5 000€		
PILONE Franck	contrôleur	20 000€	5 000€		
QUAINON Nadège	contrôleur	20 000€	5 000€		
RENOUD-LYAT Marie-Hélène	contrôleur	20 000€	5 000€		
SERRIES Philippe	contrôleur	20 000€	5 000€		
TIGHLALINE Soufiane	agent administratif	4 000€	1 000€	6 mois	10 000€

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratif du département du Var.

A Draguignan le 02/02/2026

Le comptable public

responsable du service des impôts des entreprises de
DRAGUIGNAN

Signé

Thierry STIMPFLING

Direction départementale des finances
publiques du Var

83-2026-02-02-00008

Arrêté de délégation de signatures - Service des
impôts des entreprises de Draguignan

Direction départementale
des Finances publiques du Var
SERVICE DES IMPÔTS DES ENTREPRISES DE FREJUS
92 rue de l'Estérel
CS 10111
83608 FREJUS

ARRETE PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE

La responsable du service des impôts des entreprises de Fréjus

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257 A et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à Mme Annie CANAT-SIMON Inspectrice divisionnaire, adjointe au responsable du service des impôts des entreprises de Fréjus à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 100 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA et de crédit d'impôt dans la limite de 100 000 € par demande ;

5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;

6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

7°) et de rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement ;

8°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné :

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 50 000 € ;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuite et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à Jennifer MILLET et Sophie MANCINI, inspectrices, à l'effet de signer :
au nom et sous la responsabilité du comptable, tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

4°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limites des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale de délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
MILLET Jennifer	Inspectrice	30 000 €	7 500 €	6 mois	10 000 €
MANCINI Sophie	Inspectrice	30 000 € portée à 50 000 € pour les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service en sa qualité d'adjointe sur cette mission	7 500 €	6 mois	10 000 €
KALECINSKI Martin	Contrôleur principal	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
GENESTE Laurent	Contrôleur principal	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
DEFAUX Gaëlle	Contrôleur	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
SAINTAMAND Christophe	Contrôleur principal	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
DEMANGEL Alexandre	Contrôleur principal	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
DUMONT Sophie	Contrôleuse principale	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
PHILIPPART Hervé	Contrôleur	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
GUENANECHÉ Omar	Contrôleur principal	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
DECORTE Fabienne	Contrôleuse	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
LE BORGNE Dorothée	Contrôleuse	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
FABRE Jérôme	Contrôleur	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €

Nom et prénom des agents	Grade	Limites des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale de délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
BERTHALIN Annie	Contrôleuse	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
CLIGNY Céline	Contrôleuse	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
FACCHINEI Maryline	Contrôleuse	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
BOURDIN Marine	Contrôleuse	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
MARSILIJA Carine	Contrôleuse	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
CAZORLA Nathalie	Contrôleuse	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
MAINGE Monique	Contrôleuse	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
LECLERCQ Corinne	Contrôleuse	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
THOMAS Grégory	Contrôleur	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
BETTAHAR Zaki	Contrôleur	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
BOURGEOIS Emeline	Contrôleuse	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
VILLIEN Sandrine	Contrôleuse	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
GENEVE Annie	Contrôleuse	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
HETZINGER Joël	Contrôleur	20 000 €	5 000 €	6 mois	10 000 €
LAFFOND Fabienne	Agent d'administration principal	4 000 €	1 000 €	6 mois	2 000 €
LATIL Inès	Agent d'administration	4 000 €	1 000 €	6 mois	2 000 €
DELARUE Camille	Agent d'administration	4 000 €	1 000 €	6 mois	10 000 €

Article 3

Le présent arrêté prend effet au 1^{er} février 2026.

Il sera publié au recueil des actes administratifs du département du Var.

A Fréjus, le 2 février 2026
La comptable du SIE de FREJUS
Signé
Marie-josephe MERCIER

Direction départementale des finances
publiques du Var

83-2026-02-01-00001

Arrêté de délégation de signatures - Service des
impôts des entreprises de Toulon

Direction départementale
des Finances publiques du Var
**SERVICE DES IMPÔTS DES ENTREPRISES
DE TOULON**
20 PLACE NOEL BLACHE CS 60202
83000 TOULON

Arrêté portant DÉLÉGATION DE SIGNATURE

La comptable, responsable du service des impôts des entreprises de Toulon

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à Madame BERGES Valérie et Madame LONGIN Laurence, Inspectrices, adjointes et Monsieur Abdoulaye MARIKO Inspecteur adjoint à la responsable du service des impôts des entreprises de Toulon, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 30 000 € ;

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit d'impôts, dans la limite de 100 000 € par demande ;

5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;

6°) les mises en demeure de payer ;

7°) et de rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement ;

8°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 18 mois et porter sur une somme inférieure à 45 000 € ;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

4°) les mises en demeure de payer ;

5°) et de rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement ;

6°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
BLANC Isabelle	Contrôleur		3 000 €	12 mois	20 000 €
BOUTEILLER Gilles	Contrôleur principal	20 000 €	3 000 €		
BRUNO Sylvie	Contrôleur principal	20 000 €	3 000 €		
EOUZAN Carole	Contrôleur principal	20 000 €	3 000 €		
FEUILLIE Sylvie	Contrôleur Principal	20 000 €	3 000 €		
GEORGES Monique	Contrôleur principal	20 000 €	3 000 €		
GUIBERT Hélène	Contrôleur	20 000 €	3 000 €		
HADJI Riad	Agent		3 000 €	12 mois	20 000 €
MANCON Marion	Contrôleur	20 000 €	3 000 €		
MARCHAL Lorraine	Contrôleur	20 000 €	3 000 €		
MARTLE Gervaise	Contrôleur	20 000 €	3 000 €		
MESSEGHEM Isma	Contrôleur	20 000 €	3 000 €		
MEYNIER Marianne	Contrôleur principal	20 000 €	3 000 €		
OREGGIA Pascal	Contrôleur principal	20 000 €	3 000 €		
PACE Patrick	Contrôleur	20 000 €	3 000 €		
PAOLANTONACCI Christine	Contrôleur principal	20 000 €	3 000 €		
RAYNAUD Annabelle	Contrôleur	20 000 €	3 000 €		
SECHI Sandrine	Contrôleur principal	20 000 €	3 000 €		

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
ROUVIER Nicolas	Contrôleur		3 000 €	12 mois	20 000 €
ROUX Régis	Contrôleur principal		3 000 €	12 mois	20 000 €
SALHAOUI Bernard	Contrôleur principal	20 000 €	3 000 €		
THEVENOT Laurence	Contrôleur Principal	20 000 €	3 000 €		
THIBAUX Colette	Contrôleur principal	20 000 €	3 000 €		
TISSERAND Odile	Contrôleur principal	20 000 €	3 000 €		

Article 4

Le présent arrêté prend effet au 1^{er} février 2026. Il sera publié au recueil des actes administratifs du département du Var.

A Toulon, le 1^{er} février 2026

La comptable, responsable du service des impôts des entreprises de Toulon,

Signé,

AUREILLE Sandrine

Direction départementale des finances
publiques du Var

83-2026-02-02-00006

Arrêté de délégation de signatures - Service des
impôts des particuliers de la Seyne-sur-Mer

Direction départementale
des Finances publiques du Var

SERVICE DES IMPÔTS DES PARTICULIERS
DE LA SEYNE-SUR-MER

76, allée de Paris – CS 80210
83506 LA SEYNE-SUR-MER CEDEX

Arrêté portant DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de La Seyne-sur-Mer

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Vu l'arrêté du 9 janvier 2026 du 9 janvier 2026 pris pour l'application de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à Mme CONTU Christine, inspectrice, M. SAMY Frédéric, inspecteur, adjoints au responsable du service des impôts des particuliers de La Seyne-sur-Mer, à l'effet de signer :

1°) dans la limite de 100 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;

3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;

4°) les mises en demeure de payer ;

5°) et de rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement ;

6°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite de 3 000 € ;

b) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 18 mois et porter sur une somme supérieure à 30 000 € ;

c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

d) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

MARTINO David	ROME Béatrice	SEGURA Florian
---------------	---------------	----------------

En matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans la limite de 20 000 €,

et 5 000 €, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet.

2°) aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

BERNAL Nathalie	BIANCOTTO Céline	BLANC Laëtitia
DEBIEUVRE Nicolas	MARC Christophe	PIETRACHA Jérôme
TACHAT Charlène	THOMAS Alexis	TODISCO Charlène

En matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans la limite de 4 000 €,

et 1 000 €, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet.

Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les mises en demeure de payer ;

4°) et de rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement ;

5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
BOULLY Priscilla	Contrôleur	1 500 €	6 mois	15 000 euros
DANOY Laurent	Contrôleur	1 500 €	6 mois	15 000 euros
NUNES Anne	Contrôleur	1 500 €	6 mois	15 000 euros
RIBOIT Patrice	Contrôleur	1 500 €	6 mois	15 000 euros
SIMONNET David	Contrôleur	1 500 €	6 mois	15 000 euros
TUCI Richard	Contrôleur	1 500 €	6 mois	15 000 euros
DUCHI Angélique	Agent	500 €	3 mois	5 000 euros
GHOUAIEL Chédia	Agent	500 €	3 mois	5 000 euros
MOHA Déborah	Agent	500 €	3 mois	5 000 euros
SANCHEZ Elodie	Agent	500 €	3 mois	5 000 euros

Article 4

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
BEUNIER Laurent	contrôleur	20 000 €	300 €	3 mois	3 000 euros
JUILLET Franck	contrôleur	20 000 €	300 €	3 mois	3 000 euros
RAQUIN Virginie	contrôleur	20 000 €	300 €	3 mois	3 000 euros
SEITZ Marie	contrôleur	20 000 €	300 €	3 mois	3 000 euros
SOLERA Nathalie	contrôleur	20 000 €	300 €	3 mois	3 000 euros
BOURSIER Mickael	Agent	4 000 €	300 €	3 mois	3 000 euros
COHEN Jérémie	Agent	4 000 €	300 €	3 mois	3 000 euros
LEZRAK Fouzia	Agent	4 000 €	300 €	3 mois	3 000 euros
MEZIRI Meriem	Agent	4 000 €	300 €	3 mois	3 000 euros
PEROT Carole	Agent	4 000 €	300 €	3 mois	3 000 euros

Article 5

Le présent arrêté prend effet au 02/02/2026. Il sera publié au recueil des actes administratifs du département du Var.

A La Seyne-sur-Mer, le 02/02/2026

La comptable, responsable du service des impôts des
particuliers de La Seyne-sur-Mer,

SIGNE

LESIEUR Christine

Direction départementale des territoires et de la
mer du Var

83-2026-02-05-00002

Décision préfectorale relative au retrait de
l'agrément du Groupement Agricole
d'Exploitation en Commun (GAEC) concernant le
GAEC LES RUCHERS DU VAL D'ARGENS n°
83-2021-011

**Décision préfectorale relative au retrait de l'agrément du
Groupement Agricole d'Exploitation en Commun (GAEC) concernant le
GAEC LES RUCHERS DU VAL D'ARGENS n° 83-2021-011**

Le Préfet du Var,

VU le Code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles L 323-1 à L 323-16, R 323-8 à 323-54,

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM/SAF/2025-12 du 12 novembre 2025 fixant la composition de la formation spécialisée de la CDOA consacrée à l'examen des dossiers des GAEC,

VU l'arrêté préfectoral n°2025/25/MCI en date du 02 juin 2025, portant délégation de signature à M. Laurent BOULET, Directeur départemental des territoires et de la mer du Var et, en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Xavier PRUD'HON, directeur départemental adjoint ou à M. Lionel HOULLIER, directeur départemental adjoint délégué à la mer et au littoral,

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM/MPCA/2025-04 du 05 juin 2025 donnant subdélégation de signature à des agents de la Direction départementale des territoires et de la Mer du Var,

VU la décision préfectorale relative à l'agrément du Groupement Agricole d'Exploitation en Commun (GAEC) concernant le GAEC LES RUCHERS DU VAL D'ARGENS, siège social 908 chemin des Rouvières 83490 LE MUY, du 15 novembre 2021 sous le numéro 83-2021-011,

VU le procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 24 novembre 2025 décidant la transformation du GAEC LES RUCHERS DU VAL D'ARGENS en SCEA,

VU l'extrait Kbis, extrait d'immatriculation principale au registre du commerce et des sociétés, du 02 février 2026 prenant acte de la forme juridique Société civile d'exploitation agricole,

VU le dossier de demande de modification statutaire déposé par courriel en date du 02 février 2026 auprès des services de la DDTM du Var,

CONSIDÉRANT que le dit groupement ne peut plus être regardé comme un groupement agricole d'exploitation en commun agréé, au sens du chapitre III du titre II du livre III du code rural et de la pêche maritime,

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer du Var ;

DÉCIDE :

Article 1^{er} :

L'agrément en qualité de Groupement Agricole d'Exploitation en Commun total accordé sous le numéro 83-2021-011 au :

GAEC LES RUCHERS DU VAL D'ARGENS

dont le siège social était localisé 908 chemin des Rouvières 83490 LE MUY, **est retiré.**

Article 2:

Le bénéfice des dispositions des articles R.323-52 et R.323-53 du Code rural et de la pêche maritime est **retiré** au GAEC LES RUCHERS DU VAL D'ARGENS pour l'accès aux aides de la politique agricole commune.

Article 3:

Le Directeur départemental des territoires et de la mer du Var est chargé de la notification de la présente décision au GAEC LES RUCHERS DU VAL D'ARGENS et de sa publication au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le Var.

Fait à Toulon, le 05/02/2026

Pour le préfet, et par délégation
Le chef du bureau du développement rural

Signé

Stéphane Thollon

*Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation, par un recours contentieux devant le tribunal administratif, **précédé, à peine d'irrecevabilité, d'un recours administratif préalable obligatoire auprès du Ministre chargé de l'Agriculture.***

Direction départementale des territoires et de la
mer du Var

83-2026-02-04-00002

25-013-AFT-RAA-1

Secrétariat de la CDAC
Service planifications et prospective
Réf : Dossier n° 25-013
Courriel : ddtm-cdac@var.gouv.fr

ATTESTATION D'AUTORISATION TACITE

délivrée en faveur de la demande d'autorisation d'exploitation commerciale sollicitée par la SAS HYERDIS, pour un projet de création d'un drive en lieu et place du magasin de bricolage, sur la commune de Hyères, 83400.

Vu le code de commerce,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat, modifiée par la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie,

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové,

Vu la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises,

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN),

Vu la loi n° 2021-1104 du 24 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

Vu le décret n° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial,

Adresse postale : Préfecture – DDTM – SPP/PAU CS 31 209 - 83070 TOULON CEDEX
Accueil du public : 244 avenue de l'infanterie de marine à Toulon face aux pompiers
Téléphone 04 94 46 83 83
Courriel : ddtm-cdac@var.gouv.fr
www.var.gouv.fr

Vu le décret n° 2022-1312 du 13 octobre 2022 relatif aux modalités d'octroi de l'autorisation d'exploitation commerciale pour les projets qui engendrent une artificialisation des sols,

Vu le décret du Président de la République du 15 mai 2025 portant nomination de Monsieur Simon BABRE, préfet du Var,

Vu le décret du Président de la République du 29 octobre 2024 portant nomination du secrétaire général de la préfecture du Var, sous-prefet de Toulon, M. Lucien GIUDICELLI,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/12/MCI du 2 juin 2025 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2020 portant constitution de la commission départementale d'aménagement commercial du département du Var,

Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM-SPP-PAU-2023-12 du 18 septembre 2023 portant modification de la composition des membres de la commission départementale d'aménagement commercial du Var,

Vu la demande d'autorisation d'exploitation commerciale déposée par la SAS Hyerdis, représentée par Monsieur Guinard Gaétan, son président, dont le siège social est situé 265 avenue Mario Benard, zone Roubaud 83 400 Hyères. La demande porte sur la création d'un point permanent de retrait d'achats par voie télématique, pour l'accès automobile avec 10 pistes de ravitaillement pour 650 m² de surface d'approvisionnement.

Vu que le projet s'implante dans en lieu et place de l'actuel magasin de bricolage de l'enseigne Leclerc, sur une unité foncière entièrement artificialisée.

Vu l'article L. 752-14 du code de commerce qui dispose que « la commission départementale d'aménagement commercial se prononce dans un délai de deux mois à compter de sa saisine. Passé ce délai, la décision est réputée favorable »,

Vu l'enregistrement de demande sous le numéro 25-013 le 2 décembre 2025, et fixant la date limite de notification de la décision de la CDAC du Var au 2 février 2026..

Le secrétariat de la commission départementale d'aménagement commercial du Var,

Adresse postale : Préfecture – DDTM – SPP/PAU CS 31 209 - 83070 TOULON CEDEX
Accueil du public : 244 avenue de l'infanterie de marine à Toulon face aux pompiers
Téléphone 04 94 46 83 83
Courriel : ddtm-cdac@var.gouv.fr
www.var.gouv.fr

ATTESTE :

Considérant qu'un projet d'aménagement commercial soumis à autorisation d'exploitation commerciale doit être examiné par la commission départementale d'aménagement commercial dans un délai de deux mois, et qu'à défaut, la décision est réputée favorable.

Considérant que le projet déposé par la SAS Hyerdis n'a pu être examiné par les membres de la CDAC du Var dans les délais requis, et qu'aucune décision n'a pu être rendue avant la date limite de notification, soit le 2 février 2026.

En conséquence, une **autorisation tacite réputée favorable** est née au droit de la demande d'autorisation d'exploitation commerciale susvisée. Cette autorisation prend effet à compter du 3 février 2026.

Elle est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la Commission Nationale d'Aménagement Commercial (CNAC- bureau de l'aménagement commercial, - Télédoc 121 - bâtiment SIEYES – 61 boulevard Vincent Auriol 75703 PARIS CEDEX 13) dans les conditions définies par l'article R. 752-30 du code de commerce ci-après mentionnées :

(...) « Le délai de recours contre une décision ou un avis de la commission départementale est d'un mois. Il court :

1° Pour le demandeur, à compter de la notification de la décision ou de l'avis ;

2° Pour le préfet et les membres de la commission départementale, à compter de la réunion de la commission ou, en cas de décision ou d'avis tacite, à compter de la date à laquelle l'autorisation est réputée accordée ;

3° Pour toute autre personne mentionnée à l'article [L. 752-17](#), à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues aux troisième et cinquième alinéas de l'article [R. 752-19](#).

Le respect du délai de recours est apprécié à la date d'envoi du recours » (...).

Cette attestation sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Var et un extrait de l'avis sera publié dans deux journaux locaux diffusés dans le département aux frais du pétitionnaire.

Fait à Toulon, le 4 février 2026

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général

Signé

Lucien GIUDICELLI

Adresse postale : Préfecture – DDTM – SPP/PAU CS 31 209 - 83070 TOULON CEDEX
Accueil du public : 244 avenue de l'infanterie de marine à Toulon face aux pompiers
Téléphone 04 94 46 83 83
Courriel : ddtm-cdac@var.gouv.fr
www.var.gouv.fr

Direction départementale des territoires et de la
mer du Var

83-2025-12-19-00012

Arrêté préfectoral portant approbation du plan
de prévention des risques naturels d'inondation
(PPRi) relatif aux débordements du Préconil et de
ses affluents en particulier le Bouillonnet et le
Couloubrier et aux ruissellements sur les
piémonts sur le territoire de la commune de
Sainte-Maxime

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SPP/PR-2025-19 du 19 décembre 2025

***portant approbation du plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi)
relatif aux débordements du Préconil et de ses affluents en particulier le Bouillonnet et
le Couloubrier et aux ruissellements sur les piémonts sur le territoire de la commune de
Sainte-Maxime***

Le préfet du Var,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.211-1, L.562-1 et suivants, et R.562-1 et suivants ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article R.162-1 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs de préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2009-1484 du 03 décembre 2009 relatif aux Directions Départementales Interministérielles ;

Vu le décret du Président de la République du 15 mai 2025 portant nomination de Monsieur Simon BABRE en qualité de préfet du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral prescrivant la révision du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation lié à la présence des rivières Le Préconil et Le Bouillonnet sur le territoire de la commune de Sainte-Maxime, du 22 juillet 2011 ;

Vu l'arrêté préfectoral portant approbation du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'inondation (PPR) liés à la présence des rivières Le Préconil et Le Bouillonnet sur le territoire de la commune de Sainte-Maxime, du 9 février 2001 ;

Vu l'avis réputé favorable sur le projet de révision du Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Sainte-Maxime, de la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez, de la Région Sud – Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Centre National de la Propriété Forestière Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'avis du 8 avril 2025 de la Commune de Sainte-Maxime sur le projet de révision Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Sainte-Maxime ;

Vu l'avis du 14 avril 2025 de la Chambre d'Agriculture du Var sur le projet de révision Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Sainte-Maxime ;

Vu l'avis favorable du 27 mai 2025 du Conseil Départemental du Var sur le projet de révision Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Sainte-Maxime ;

Vu l'avis favorable du 4 juin 2025 de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var sur le projet de révision Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Sainte-Maxime ;

Vu l'arrêté préfectoral DDTM/SPP/PR-2025/10 du 18 juillet 2025 portant ouverture et organisation d'une enquête publique relative à la révision du projet de plan de prévention des risques d'inondation (PPRi) sur la commune de Sainte-Maxime relatif aux débordements du Préconil et de ses affluents en particulier le Bouillonnet et le Couloubrier et aux ruissellements sur les piémonts ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur du 23 octobre 2025, ses conclusions motivées ainsi que son avis favorable ;

Considérant que les modifications apportées à l'issue de l'enquête publique, au projet de révision du Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Sainte-Maxime, ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de PPRi ;

Considérant que les risques d'inondation pris en compte sont ceux relatifs aux débordements du Préconil et de ses affluents en particulier le Bouillonnet et le Couloubrier et aux ruissellements sur les piémonts ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer.

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet de l'arrêté

Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Sainte-Maxime relatif aux débordements du Préconil et de ses affluents en particulier le Bouillonnet et le Couloubrier et aux ruissellements sur les piémonts.

Article 2 : Contenu du dossier de plan

Le dossier de Plan de prévention des risques naturels d'inondation comporte :

- Une note de présentation,
- Des documents graphiques constituant la carte du zonage réglementaire, la carte des aléas et la carte des hauteurs d'eau pour la crue de références,
- Un règlement.

Article 3 : PPRi et PLU

Le Plan de prévention des risques naturels d'inondation vaut servitude d'utilité publique en application de l'article L.562-4 du code de l'environnement.

Il doit être annexé sans délai au plan local d'urbanisme de la commune de Sainte-Maxime conformément à l'article L.153-60 du code de l'urbanisme.

Article 4 : Mesures d'information

Le dossier du Plan de prévention des risques naturels d'inondation est tenu à la disposition du public :

- À la mairie de Sainte-Maxime aux jours et heures d'ouverture de la mairie,
- Au siège de la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez aux jours et heures d'ouverture de la communauté de communes,
- À la préfecture du Var : Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var aux jours et heures d'ouverture de l'accueil au public.

Les éléments du dossier seront également consultables sur le site internet des services de l'État dans le Var à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr>

Article 5 : Abrogation

Est abrogé, l'arrêté préfectoral du 09 février 2001 portant approbation du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'inondation (PPR) liés à la présence des rivières Le Préconil et Le Bouillonnet sur le territoire de la commune de Sainte-Maxime.

Article 6 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Var.

Cet arrêté est également affiché pendant au moins un mois en mairie de Sainte-Maxime, ainsi qu'au siège de la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez. Ces mesures de publicité sont justifiées par un certificat d'affichage du maire de Sainte-Maxime, du président de la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez.

Mention de cet arrêté sera publiée dans un journal diffusé dans le département.

Article 7 : Délai de recours

Un recours à l'encontre du présent arrêté peut être porté devant le tribunal administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité.

Dans ce même délai, un recours gracieux ou un recours hiérarchique peut être présenté respectivement devant l'auteur de la présente décision ou auprès du ministre en charge de la prévention des risques naturels et technologiques. Dans ce cas, le recours contentieux peut alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de la demande).

Il est possible de déposer le recours contentieux devant le tribunal administratif par voie électronique via l'application internet « télérecours citoyens » sur le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>

Article 8 : Exécution du présent arrêté

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le directeur départemental des territoires et de la mer du Var, le maire de la commune de Sainte-Maxime et le président de la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Fait à Toulon, le 19/12/2025

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Signé

Lucien GIUDICELLI

Direction départementale des territoires et de la
mer du Var

83-2025-12-23-00004

Arrêté préfectoral portant approbation du plan
de prévention des risques naturels d'inondation
(PPRi) relatif aux débordements du Préconil et de
ses principaux affluents, et au ruissellement sur
les piémonts et vallons secs de la commune de
Plan-de-la-Tour

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SPP/PR-2025-20 du 23 décembre 2025

***portant approbation du plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi)
relatif aux débordements du Préconil et de ses principaux affluents, et au ruissellement
sur les piémonts et vallons secs de la commune de Plan-de-la-Tour***

Le préfet du Var,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.211-1, L.562-1 et suivants, et R.562-1 et suivants ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article R.162-1 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs de préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2009-1484 du 03 décembre 2009 relatif aux Directions Départementales Interministérielles ;

Vu le décret du Président de la République du 15 mai 2025 portant nomination de Monsieur Simon BABRE en qualité de préfet du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRI) sur le territoire de la commune de Le Plan-de-la-Tour lié à la présence du Préconil et de ses principaux affluents, du 26 janvier 2018 ;

Vu l'arrêté préfectoral prorogeant le délai d'approbation du plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRI) sur le territoire de la commune du Plan-de-la-Tour, lié à la présence du Préconil et de ses principaux affluents, du 30 avril 2021 ;

Vu l'avis réputé favorable sur le projet du Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Plan-de-la-Tour, de la commune du Plan-de-la-Tour, de la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez, de la Région Sud – Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Centre National de la Propriété Forestière Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'avis du 14 avril 2025 de la Chambre d'Agriculture du Var sur le projet de Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Plan-de-la-Tour ;

Vu l'avis favorable du 27 mai 2025 du Conseil Départemental du Var sur le projet de Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Plan-de-la-Tour ;

Vu l'avis favorable du 4 juin 2025 de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var sur le projet de Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Plan-de-la-Tour ;

Vu l'arrêté préfectoral DDTM/SPP/PR-2025/11 du 5 août 2025 portant ouverture et organisation d'une enquête publique relative au projet d'élaboration du plan de prévention des risques d'inondation (PPRi) sur la commune de Plan-de-la-Tour relatif aux débordements du Préconil et de ses principaux affluents et au ruissellement sur les piémonts et vallons secs ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur du 30 octobre 2025, ses recommandations, ses conclusions motivées ainsi que son avis favorable sous réserve ;

Considérant que les modifications apportées à l'issue de l'enquête publique, au projet du Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Plan-de-la-Tour, ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de PPRi ;

Considérant que les risques d'inondation pris en compte sont ceux relatifs aux débordements du Préconil et de ses principaux affluents, et au ruissellement sur les piémonts et vallons secs ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer.

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet de l'arrêté

Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Plan-de-la-Tour relatif aux débordements du Préconil et de ses principaux affluents, et au ruissellement sur les piémonts et vallons secs de la commune de Plan-de-la-Tour.

Article 2 : Contenu du dossier de plan

Le dossier de Plan de prévention des risques naturels d'inondation comporte :

- Une note de présentation,
- Des documents graphiques constituant la carte du zonage réglementaire, la carte des aléas et la carte des hauteurs d'eau pour la crue de références,
- Un règlement.

Article 3 : PPRi et PLU

Le Plan de prévention des risques naturels d'inondation vaut servitude d'utilité publique en application de l'article L.562-4 du code de l'environnement.

Il doit être annexé sans délai au plan local d'urbanisme de la commune de Plan-de-la-Tour conformément à l'article L.153-60 du code de l'urbanisme.

Article 4 : Mesures d'information

Le dossier du Plan de prévention des risques naturels d'inondation est tenu à la disposition du public :

- À la mairie de Plan-de-la-Tour aux jours et heures d'ouverture de la mairie,

- Au siège de la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez aux jours et heures d'ouverture de la communauté de communes,
- À la préfecture du Var : Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var aux jours et heures d'ouverture de l'accueil au public.

Les éléments du dossier seront également consultables sur le site internet des services de l'État dans le Var à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr>

Article 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Var.

Cet arrêté est également affiché pendant au moins un mois en mairie de Plan-de-la-Tour, ainsi qu'au siège de la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez. Ces mesures de publicité sont justifiées par un certificat d'affichage du maire de Plan-de-la-Tour, du président de la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez.

Mention de cet arrêté sera publiée dans un journal diffusé dans le département.

Article 6 : Délai de recours

Un recours à l'encontre du présent arrêté peut être porté devant le tribunal administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité.

Dans ce même délai, un recours gracieux ou un recours hiérarchique peut être présenté respectivement devant l'auteur de la présente décision ou auprès du ministre en charge de la prévention des risques naturels et technologiques. Dans ce cas, le recours contentieux peut alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de la demande).

Il est possible de déposer le recours contentieux devant le tribunal administratif par voie électronique via l'application internet « télérecours citoyens » sur le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>

Article 7 : Exécution du présent arrêté

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le directeur départemental des territoires et de la mer du Var, le maire de la commune de Plan-de-la-Tour et le président de la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Fait à Toulon le, 23/12/2025

Le Préfet,
Signé
Simon BABRE

Direction départementale des territoires et de la
mer du Var

83-2026-01-07-00008

Arrêté préfectoral portant approbation du plan
de prévention des risques naturels d'inondation
(PPRi) sur la commune de Solliès-Ville lié à la
présence du Gapeau et de ses principaux
affluents.

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SPP/PR-2025-21 du 07 janvier 2026

portant approbation du plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Solliès-Ville lié à la présence du Gapeau et de ses principaux affluents.

Le préfet du Var,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.211-1, L.562-1 et suivants, et R.562-1 et suivants ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article R.162-1 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs de préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2009-1484 du 03 décembre 2009 relatif aux Directions Départementales Interministérielles ;

Vu le décret du Président de la République du 15 mai 2025 portant nomination de Monsieur Simon BABRE en qualité de préfet du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral prescrivant l'élaboration du Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Solliès-Ville lié à la présence du Gapeau et de ses principaux affluents, du 26 novembre 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral rendant immédiatement opposables certaines dispositions du projet de plan de prévention des risques naturels inondation lié à la présence du Gapeau et de ses principaux affluents sur la commune de Solliès-Ville, du 30 mai 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM/SAD/BR – n°17-10-05 du 25 octobre 2017 prorogeant le délai d'approbation du plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Solliès-Ville lié à la présence du Gapeau et de ses principaux affluents ;

Vu l'avis réputé favorable sur le projet de Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Solliès-Ville, de la Commune de Solliès-Ville, du Syndicat Mixte du bassin versant du Gapeau, de la Communauté de communes de la vallée du Gapeau, du Syndicat Mixte SCoT Provence-Méditerranée, du Conseil départemental du Var, de la Région Sud – Provence-Alpes-Côte d'Azur, de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var et du Centre National de la Propriété Forestière Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'avis du 6 août 2024 de la Chambre d'Agriculture du Var sur le projet de Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Solliès-Ville ;

Vu l'arrêté préfectoral DDTM/SPP/PR/2025/14 du 25 août 2025 portant ouverture et organisation d'une enquête publique du 29 septembre 2025 au 29 octobre 2025, relative au

projet de plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Solliès- Ville lié à la présence du Gapeau et de ses principaux affluents ;

Vu le rapport et l'avis favorable du commissaire enquêteur du 23 novembre 2025 ;

Considérant que les modifications apportées à l'issue de l'enquête publique, au projet de Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Solliès-Ville, ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de PPRi ;

Considérant que les risques d'inondation pris en compte sont ceux relatifs aux débordements du Gapeau et de ses principaux affluents ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer.

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet de l'arrêté

Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) sur la commune de Solliès-Ville lié à la présence du Gapeau et de ses principaux affluents.

Article 2 : Contenu du dossier de plan

Le dossier de Plan de prévention des risques naturels d'inondation comporte :

- Une note de présentation,
- Des documents graphiques : carte du zonage réglementaire et carte du zonage réglementaire présentant une vue générale avec le sens des écoulements,
- Un règlement.

Article 3 : PPRi et PLU

Le Plan de prévention des risques naturels d'inondation vaut servitude d'utilité publique en application de l'article L.562-4 du Code de l'environnement.

Il doit être annexé sans délai au plan local d'urbanisme de la commune de Solliès-Ville conformément à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

Article 4 : Mesures d'information

Le dossier du Plan de prévention des risques naturels d'inondation est tenu à la disposition du public :

- À la mairie de Solliès- Ville aux jours et heures d'ouverture de la mairie,
- Au siège de la Communauté de communes de la vallée du Gapeau aux jours et heures d'ouverture de la communauté de communes,
- Au siège du Syndicat Mixte SCoT Provence-Méditerranée aux jours et heures d'ouverture du syndicat,
- À la préfecture du Var : Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var aux jours et heures d'ouverture de l'accueil au public.

Les éléments du dossier seront également consultables sur le site internet des services de l'État dans le Var à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr>

Article 5 : Abrogation

Est abrogé, l'arrêté préfectoral du 30 mai 2016 rendant immédiatement opposables certaines dispositions du projet de plan de prévention des risques naturels inondation lié à la présence du Gapeau et de ses principaux affluents sur la commune de Solliès-Ville .

Article 6 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Var.

Cet arrêté est également affiché pendant au moins un mois en mairie de Solliès-Ville, ainsi qu'aux sièges de la Communauté de communes de la vallée du Gapeau et du Syndicat Mixte SCoT Provence-Méditerranée. Ces mesures de publicité sont justifiées par un certificat d'affichage du maire de Solliès-Ville, du président de la Communauté de communes de la vallée du Gapeau et du président du Syndicat Mixte SCoT Provence-Méditerranée.

Mention de cet arrêté sera publiée dans un journal diffusé dans le département.

Article 7 : Délai de recours

Un recours à l'encontre du présent arrêté peut être porté devant le tribunal administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité.

Dans ce même délai, un recours gracieux ou un recours hiérarchique peut être présenté respectivement devant l'auteur de la présente décision ou auprès du ministre en charge de la prévention des risques naturels et technologiques. Dans ce cas, le recours contentieux peut alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de la demande).

Il est possible de déposer le recours contentieux devant le tribunal administratif par voie électronique via l'application internet « télérecours citoyens » sur le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>

Article 8 : Exécution du présent arrêté

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le directeur départemental des territoires et de la mer du Var, le maire de la commune de Solliès-Ville, le président de la Communauté de communes de la vallée du Gapeau et le président du Syndicat Mixte SCoT Provence-Méditerranée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Fait à Toulon, le 07/01/2026

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,
Signé
Lucien GIUDICELLI

Préfecture du VAR

83-2026-02-05-00001

AP 2026-01-001 ESC portant règlement
temporaire de la circulation sur l'autoroute A8
sur le territoire des communes du Muy, Fréjus et
Puget-sur-Argens

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°2026 – 01 – 001 ESC du 05 février 2026
portant réglementation temporaire de la circulation sur l'autoroute A8
sur le territoire des communes du Muy, Fréjus et Puget-sur-Argens

Le Préfet du Var,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de la route ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu le décret du 29 novembre 1982 approuvant la convention de concession passée entre l'État et la société de l'autoroute Estérel, Côte d'Azur, Provence Alpes (ESCOTA) en vue de la construction, de l'entretien et de l'exploitation des autoroutes concédées et ses avenants ultérieurs ;

Vu le décret n° 2015-1045 du 21 août 2015 approuvant le transfert de la traversée autoroutière de Toulon entre l'État et la société des autoroutes Estérel, Côte d'Azur, Provence Alpes (ESCOTA) ;

Vu le décret du Président de la République du 15 mai 2025 portant nomination de M. Simon BABRE, préfet du Var ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et des textes subséquents ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-12-001 BR du 16 décembre 2020, portant modification de l'arrêté préfectoral n° 2523 du 20 mars 2018, portant réglementation de la circulation des véhicules de transport de bois ronds dans le département du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-06-004 en date du 26 juin 2023, autorisant l'ouverture de chantiers d'entretien courant ou de réparation sur les autoroutes A8, A50 et A57 dans la traversée du département du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-06-001 PC du 05 juin 2025 portant réglementation de la police de circulation sur les autoroutes A8, A50 et A57 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/75/MCI du 17 décembre 2025 portant délégation de signature à Mme Joséphine GUIGLIANO-BOUTONNET, directrice de cabinet du préfet du Var ;

Vu la note technique du 14 avril 2016 du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer (DGITM/DIT) relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national (RRN) ;

Vu le règlement d'exploitation de la société des autoroutes ESCOTA en date du 02 juin 2025 ;

Vu la demande de la Société des autoroutes ESCOTA en date du 9 janvier 2026 ;

Vu l'avis favorable de la Direction Générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités sur le dossier d'exploitation sous chantier n°2026-012 en date du 16 janvier 2026.

Vu l'avis favorable du conseil départemental du Var en date du 14 janvier 2026 ;

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers de l'autoroute, des agents de la société des autoroutes Estérel, Côte d'Azur, Provence Alpes (ESCOTA) et des personnels de l'entreprise chargés d'effectuer les travaux de reprise des dispositifs de retenue et de passage de la fibre optique à hauteur du diffuseur N°37 « Puget-sur-Argens » au PR 129.200, il convient de réglementer la circulation sur le territoire du département du Var, sur l'autoroute A8, dans les deux sens de circulation, les semaines 8/2026 et 9/2026. Les semaines 10/2026 et 11/2026 constituent les semaines de réserve.

Sur proposition de la directrice de cabinet du préfet du Var,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : En raison des travaux de réparation des dispositifs de retenue et de passage de la fibre optique à hauteur du diffuseur N°37 « Puget-sur-Argens » au PR 129.200, sur l'autoroute A8, la circulation de tous les véhicules est réglementée, dans les deux sens de circulation, de 21h00 à 05h00 du matin, hors week-end, du lundi 16 février 2026 au vendredi 20 février 2026 et du lundi 23 février 2026 au vendredi 27 février 2026. Les semaines 10/2026 et 11/2026 constituent les semaines de réserve.

Article 2 : Ces travaux nécessitent de mettre en place les itinéraires de déviation suivants :

<p style="text-align: center;">Autoroute A8</p> <p style="text-align: center;"><u>Dans les deux sens de circulation</u></p> <p style="text-align: center;">De 21h00 à 05h00, du lundi 16 février 2026 au vendredi 20 février 2026 et du lundi 23 février 2026 au vendredi 27 février 2026</p> <p style="text-align: center;">- Fermeture des bretelles d'entrée et de sortie du diffuseur N°37 « Puget-sur-Argens » au PR 129.200</p>
<p><u>Dans le sens Aix-en-Provence vers Nice, sur l'A8</u></p> <p><u>Fermeture de la bretelle d'entrée du diffuseur N°37 « Puget-sur-Argens »</u> Les véhicules souhaitant rejoindre l'autoroute A8 en direction de Nice, doivent emprunter la RDN7, puis la RD4 jusqu'au diffuseur n° 38 « Fréjus-Est » au PR 134.000 pour reprendre l'autoroute A8, en direction de Nice.</p> <p><u>Fermeture de la bretelle de sortie du diffuseur N°37 « Puget-sur-Argens »</u> Les véhicules en provenance d'Aix-en-Provence ne pouvant pas prendre la sortie du diffuseur n° 37 « Puget-sur-Argens » doivent sortir au diffuseur n° 36 « Le Muy » au PR 117.600 et suivre la RDN7 jusqu'à Puget-sur-Argens.</p>
<p><u>Dans le sens Nice vers Aix-en-Provence, sur l'A8</u></p> <p><u>Fermeture de la bretelle d'entrée du diffuseur N°37 « Puget-sur-Argens »</u> Les véhicules souhaitant rejoindre l'autoroute A8 en direction d'Aix-en-Provence, doivent emprunter la RDN7, jusqu'au diffuseur n° 36 « Le Muy » au PR 117.600 pour reprendre l'autoroute A8, en direction d'Aix-en-Provence.</p> <p><u>Fermeture de la bretelle de sortie du diffuseur N°37 « Puget-sur-Argens »</u> Les véhicules en provenance de Nice ne pouvant pas prendre la sortie du diffuseur n° 37 « Puget-sur-Argens » au PR 129.200 doivent sortir au diffuseur n° 38 « Fréjus-Est » au PR 134.000 et suivre la RD4, puis la RDN7, jusqu'à Puget-sur-Argens.</p>

Article 3 : Au regard des contraintes de phasage, l'arrêté préfectoral n°2023-06-004 en date du 26 juin 2023 autorisant l'ouverture de chantiers d'entretien courant ou de réparation sur les autoroutes A8, A50 et A57 dans la traversée du département du Var est dérogé.

L'inter-distance de jour comme de nuit avec tout chantier nécessaire à l'entretien de l'autoroute A8, est ramenée à zéro (0) kilomètre pendant la durée de ces travaux

Article 4 : Une information concernant l'avancement des travaux ainsi que le planning prévisionnel des neutralisations de voies est transmise hebdomadairement le vendredi, avant 09h00, aux destinataires suivants :

- Préfecture du Var (pref-derogations-routes@var.gouv.fr)
- Conseil départemental du Var (bce@var.fr)
- Direction départementale des territoires et de la mer du Var
- Radio Vinci-Autoroutes (107.7)

Article 5 : Les signalisations temporaires et l'information des usagers, répondant à la description du présent arrêté, sont mises en place, entretenues et surveillées par les services d'exploitation de la société des autoroutes Estérel, Côte d'Azur, Provence Alpes (ESCOTA) pendant toute la période des travaux.

Les usagers sont informés des travaux et des modifications des conditions de circulation :

- prioritairement par la diffusion de messages sur Radio Vinci Autoroutes (107.7).
- par affichage sur Panneau à Messages Variables (PMV) (sous réserve d'informations d'urgence).

Les déviations sont annoncées suffisamment en amont pour permettre à l'utilisateur d'anticiper le changement d'itinéraire.

Le cas échéant, ces messages sont complétés par des panneaux d'affichage temporaires et par une information sur le site internet « Vinci Autoroutes/Infos Travaux » www.vinci-autoroutes.com/fr-infos-travaux/

Article 6 : La directrice de cabinet du préfet du Var, le président du conseil départemental du Var, le directeur interdépartemental de la police nationale du Var, le commandant du groupement de gendarmerie départementale du Var, le directeur départemental des services d'incendie et de secours du Var, les maires des communes du Muy, Fréjus et Puget-sur-Argens, le directeur de la société des autoroutes Estérel, Côte d'Azur, Provence Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Fait à Toulon, le 05 février 2026

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice de Cabinet
signé : Joséphine GUIGLIANO-BOUTONNET

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa parution :

- d'un recours administratif (recours gracieux auprès du préfet du Var ou recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur)
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Préfecture du VAR

83-2026-02-05-00003

AP réglementant la détention et la
consommation de protoxyde d'azote
dans le département du Var

Arrêté n° 2026-BSP-OP-21
réglementant la détention et la consommation de protoxyde d'azote
dans le département du Var

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L, 2214-1 à L, 2214-4 et L2215-1 ;

Vu le code pénal, notamment ses articles R. 610-5, R. 632-1, R. 634-2 et R. 644-2 ;

Vu le code de procédure pénale ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses dispositions (articles L3611-1 et L3611-2) encadrant la vente et la consommation de substances psychoactives) ;

Vu la loi n° 2021-695 du 1^{er} juin 2021 tendant à prévenir les usages dangereux du protoxyde d'azote ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2023-1224 du 20 décembre 2023 relatif à l'apposition d'une mention sur chaque unité de conditionnement des produits contenant uniquement du protoxyde d'azote;

Vu l'arrêté du 17 août 2001 portant classement sur les listes des substances vénéneuses ;

Vu la nécessité de prévenir les troubles graves à l'ordre public et de protéger la santé et la sécurité des personnes ;

Vu le décret du 15 mai 2025 portant nomination de Monsieur Simon BABRE, préfet du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025/75/MCI du 17 décembre 2025 portant délégation de signature à Mme Joséphine GUIGLIANO-BOUTONNET, directrice de Cabinet du préfet du Var ;

Considérant qu'en application des articles L.122-1 du Code de la sécurité intérieure et du décret du 29 avril 2004, le préfet du Var a la charge de l'ordre public, notamment de la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que le protoxyde d'azote, aussi connu sous le nom de « gaz hilarant », est un gaz à usage courant présent dans les cartouches pour siphon de chantilly, aérosols d'air sec ou dans des bonbonnes utilisées en médecine et dans l'industrie, détourné de son usage légal et initial pour ses propriétés euphorisantes ;

Considérant que l'inhalation de protoxyde d'azote, détourné de son usage initial, entraîne des effets psychoactifs susceptibles de provoquer des comportements dangereux pour les consommateurs eux-mêmes comme pour les tiers ; que les autorités sanitaires alertent sur les dangers de cette pratique qui expose à deux types de risques : des risques immédiats (asphyxie par manque d'oxygène, perte de connaissance, brûlure par le froid du gaz expulsé de la cartouche, perte du réflexe de toux et risque de fausse route, désorientation, vertiges, risque de chute) et des risques en cas d'utilisation régulière et/ou à forte dose (atteinte de la moelle épinière, carence en vitamine B12, anémie, troubles psychiques) ;

Considérant que cette pratique se développe massivement et régulièrement en divers lieux de l'espace public, multipliant les comportements anormalement agités de certaines personnes et les risques associés de troubles à l'ordre public (tels que les nuisances sonores, troubles à la tranquillité publique, rixes et accidents de la circulation dès lors que les usagers ont inhalé ce gaz préalablement à la conduite de tout type d'engin ou de véhicule) ;

Considérant que l'usage détourné du protoxyde d'azote est un phénomène identifié depuis de nombreuses années, notamment dans le milieu festif et qu'il connaît une recrudescence inquiétante chez les jeunes, parfois en dehors de tout contexte festif, accentuant la banalisation de son usage ; que l'évolution des pratiques de consommation du protoxyde d'azote en fait désormais la troisième substance la plus consommée alors même qu'il a fait l'objet d'une inscription sur la liste des substances vénéneuses par arrêté du 17 août 2001 ; et qu'est régulièrement constatée, à l'occasion des rassemblements festifs non autorisés à caractère musical tels que teknival et rave-party, la consommation de protoxyde d'azote par les participants ainsi que l'abandon sauvage de contenants ;

Considérant que cet usage détourné du produit est générateur d'une pollution environnementale récurrente, visible et incitative, qui peut s'avérer dangereuse pour les usagers de la voie publique et notamment les piétons ;

Considérant que les services de police et de gendarmerie du Var comme les élus et des associations signalent régulièrement des faits liés à la vente et la consommation de protoxyde d'azote pour une utilisation détournée de son usage initial ;

Considérant que les services de police et de gendarmerie constatent une augmentation très nette de la conduite sous l'effet de substances psychoactives dans le Var et que la consommation détournée du protoxyde d'azote produit les mêmes effets que ces substances qui altèrent considérablement et dangereusement la capacité à conduire un véhicule (perte des réflexes, trouble de la vision, augmentation du temps de réaction, perte de contrôle et de coordination motrice, somnolence, vertige, confusion mentale, ...);

Considérant qu'au cours de l'année 2025, une forte suspicion de consommation de protoxyde d'azote au volant s'est fait jour dans le cadre de deux accidents de la voie publique : le 1er janvier 2025, une bouteille de protoxyde d'azote a été retrouvée dans le véhicule à l'origine d'un accident ayant engendré des dégâts sur le domaine public place Noël Blanche, à Toulon et le 9 novembre 2025, le conducteur d'un véhicule retrouvé accidenté au petit péage de Bandol avait été signalé peu avant comme consommant du protoxyde d'azote et conduisant dangereusement ; qu'en décembre 2025, un contrôle routier a révélé que trois personnes transportaient du protoxyde d'azote à bord de leurs véhicules ;

Considérant que 16 bonbonnes de protoxyde d'azote avec 1595 ballons et embouts prêt à la vente ont été découverts suite à un contrôle dans une épicerie le 30 décembre 2025 à Toulon ;

Considérant que la conduite sous protoxyde d'azote est susceptible de mettre en danger le conducteur et les autres usagers de la route ;

Considérant qu'en application de l'article L.3611-1 du code de la santé publique, le fait de provoquer un mineur à faire un usage détourné d'un produit de consommation courante pour en obtenir des effets psychoactifs est puni de 15 000 € d'amende ;

Considérant qu'en application de l'article R.634-2 du code pénal, le fait de déposer, d'abandonner, de jeter ou de déverser illégalement des déchets, en lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet pour les catégories de déchets par l'autorité administrative compétente, est passible d'une amende de troisième et quatrième classes ;

Considérant qu'il y a lieu, pour prévenir ces risques, d'interdire sur la voie publique la détention et la consommation de protoxyde d'azote, et de permettre aux forces de l'ordre de verbaliser et de procéder à la confiscation des contenants correspondants ;

Considérant que le présent arrêté réglementant la détention et la consommation de protoxyde d'azote dans le département du Var fera l'objet d'une information par plusieurs moyens ; qu'outre la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs, ce dispositif fera l'objet d'une information sur le site internet de la préfecture ; que ces moyens d'information sont adaptés ;

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet du Var ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – La détention, le transport et la consommation de protoxyde d'azote, sous quelque forme que ce soit (cartouches, ballons, bouteilles ou tout autre contenant), à des fins récréatives détournées, sont interdits sur l'ensemble des voies et espaces publics du département du Var.

Article 2 – Il est interdit de jeter ou d'abandonner dans l'espace public des cartouches ou tout autre récipient sous pression ayant contenu du gaz protoxyde d'azote.

Article 3 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans l'ensemble des communes du Var tous les jours de la semaine jusqu'au 31 décembre 2026 inclus et à compter de la date de publication de ce dernier.

Article 4 – Les infractions au présent arrêté exposent leurs auteurs aux sanctions prévues par la réglementation en vigueur. Les forces de l'ordre sont autorisées à verbaliser les contrevenants et à procéder à la saisie des contenants de protoxyde d'azote.

Article 5 – Le présent arrêté ne s'applique pas aux usages professionnels ou médicaux dûment justifiés du protoxyde d'azote.

Article 6 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 – La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Var, le directeur interdépartemental de la Police Nationale du Var, le commandant du groupement de gendarmerie départementale du Var, et le commandant de la Compagnie républicaine de sécurité autoroutière Provence sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulon, le 5 février 2026

Le Préfet du Var

signé

Simon BABRE

Préfecture du VAR

83-2026-02-04-00001

PV CCFPSC RAMa Jury 04022026os



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet du préfet
Direction des sécurités
Service interministériel de défense et protection civiles**

**CERTIFICAT DE COMPÉTENCES
DE FORMATEURS AUX PREMIERS SECOURS CITOYENS
(C.C.F.P.S.C)**

PROCÈS VERBAL n°01/2026

Le 04 février 2026, de 14h00 à 16h00,

le jury constitué, conformément au chapitre 3 de l'annexe 2 de l'arrêté du 15 juin 2024, par l'arrêté n° 2026_01_DS_SIDPC_01 du 26 janvier 2026 désignant le jury départemental pour l'examen des dossiers de candidature pour l'attribution du Certificat de Compétences de Formateur aux Premiers Secours Citoyen, s'est réuni pour examiner les dossiers des candidats du **3ème Régiment d'Artillerie de Marine (3°RAMa)** sous la présidence de **M. Rico ETHEVE**, formateur de formateurs-cef de la Gendarmerie Nationale.

Participaient aux travaux du jury :

Nom Prénom :

Stéphane BARRE

Nolwenn SICOT

Frédéric DAILLEAU

Jordane DON

Qualité :

FORMATEUR DE FORMATEURS- 3°RAMa

FORMATEUR DE FORMATEURS-Marine

FORMATEUR EN PREMIERS SECOURS-
Pref 83

FORMATEUR DE FORMATEUR (Suppléant)- 1^{er} RCA

Nombre de candidats ayant été déclarés admis : 11

En application au chapitre 3 de l'annexe 2 de l'arrêté du 15 juin 2024, la liste des candidats reçus à l'examen de formateur en prévention et secours citoyen est publiée par le préfet au recueil des actes administratifs.

FORMATEUR AUX PREMIERS SECOURS CITOYENS (FPSC)

Session du 13 au 23 janvier 2026

PRÉNOM	NOM	Naissance			Organisme formateur	FPSC FPSE	Résultat	n°Diplôme
		Date	Lieu	Dép				
Romain	ABADIE	12/04/97	Auch	32	3°RAMa	FPSC	NON ADMIS	//////////
Emmanuel	AFFRE	27/12/00	Paris 17°	75	3°RAMa	FPSC	ADMIS	83-2026-001
Felrick	ALMIRANDE	20/10/00	Saint-Benoît	974	3°RAMa	FPSC	ADMIS	83-2026-002
Maël	BERTRAND	08/06/02	Sète	34	3°RAMa	FPSC	ADMIS	83-2026-003
Moeata	DOMINGO	15/01/97	Papeete	987	3°RAMa	FPSC	ADMISE	83-2026-004
Dorian	DORMIGNY	05/11/01	Beuvry	62	3°RAMa	FPSC	NON ADMIS	//////////
Théo	GASSON	29/03/00	Nîmes	30	3°RAMa	FPSC	NON ADMIS	//////////
Chloé	GOMEZ	18/01/97	Marseille 5°	13	3°RAMa	FPSC	ADMISE	83-2026-005
Antony	LANDAIS	10/01/91	Lagny-sur-Marne	77	3°RAMa	FPSC	ADMIS	83-2026-006
Sabrina	LEMAITRE	05/08/97	Fréjus	83	3°RAMa	FPSC	ADMIS	83-2026-007
Kévin	LIEUTIER	05/05/95	Draguignan	83	3°RAMa	FPSC	ADMIS	83-2026-008
Loïc	ORSET	26/01/94	Cannes-La-Bocca	06	3°RAMa	FPSC	ADMIS	83-2026-009
Céline	PATRIZIO	21/05/85	Metz	57	3°RAMa	FPSC	ADMIS	83-2026-010
Florence	SERTILLANGE	16/08/81	Poitiers	86	3°RAMa	FPSC	ADMIS	83-2026-011

Le Président : Rico ETHEVE

Les membres du jury :

Stéphane BARRE

Nolwenn SICOT

Frédéric DAILLEAU

Jordane DON

Original signé le 04/02/2026

Sous-préfecture de Brignoles

83-2026-02-02-00011

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

portant mandatement d'office des Redevances
prélèvement d'irrigation 2024 et 2025
sur le budget de l'ASA de la FOUX à La
Roquebrussanne

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2026- 06 du 02 février 2026
portant mandatement d'office des Redevances prélèvement d'irrigation 2024 et 2025
sur le budget de l'ASA de la FOUX à La Roquebrussanne

Le Préfet du Var

Vu les articles L.1612-15 et L.1612-16 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'Ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ;

Vu le Décret n°2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 ;

Vu la circulaire INTB0700081C du 11 juillet 2007 du Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales relative à la réforme du régime des associations syndicales de propriétaires ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/74/MCI du 17 décembre 2025 portant délégation de signature à Mme Anne-Cécile VIALLE, sous-préfète de l'arrondissement de BRIGNOLES

Vu les ordres de recouvrer de l'Agence régionale de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse référencés :

- Exercice 2024-n°0013031 d'un montant de 632,00€
- Exercice 2025-n°0008013 d'un montant de 1159,00€

Vu les correspondances de mise en demeure avec accusé de réception, des 14 et 27 mars 2025 et 27 juin 2025, de régler ces redevances dans les meilleurs délais restées sans suite;

Vu l'assemblée générale extraordinaire du 19 septembre 2025 validant les modalités de dissolution comptable et l'apurement des redevances à l'agence de l'eau avant dévolution de l'actif avec répartition aux propriétaires membre de l'ASA ;

Considérant l'arrêté préfectoral n° du 02/02/2026 d'ouverture de crédits au compte 637 afin de régler l'intégralité de la dette soit la somme de 1791,00€ (mille sept-cent quatre-vingt onze euros) ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la sous-préfecture de Brignoles;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Il est procédé au mandatement d'office des créances ci-dessous au profit de l'Agence régionale de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse :

- Exercice 2024-n°0013031 d'un montant de 632,00€ (six-cent trente-deux euros)
- Exercice 2025-n°0008013 d'un montant de 1159,00€ (mille cent cinquante-neuf euros)

Article 2 : Ces sommes seront imputées au compte 60611 « fournitures non stockables eau et assainissement » du budget de fonctionnement de l'ASA et feront l'objet d'un mandat.

Article 3 : En annexe de cet arrêté, les ordres de recouvrer exécutoires valant avis des sommes à payer de l'agence de l'eau et l'arrêté préfectoral d'ouverture de crédits.

Article 4 : La Sous-Préfète de Brignoles et le Directeur départemental des finances publiques du Var sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de l'Association Syndicale Autorisée de la FOUX à La Roquebrussanne ainsi qu'au SGC Compétent et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Brignoles, le 02/02/2026

Pour le Préfet et par délégation,
la Sous-Préfète de Brignoles,

signé

Anne-Cécile VIALLE

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R, 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Var – Boulevard du 112ème régiment d'infanterie – 83070 TOULON CEDEX

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de Toulon – 5 rue Racine – BP 40510 – 83041 TOULON CEDEX 9

RENSEIGNEMENTS, RECLAMATIONS, VOIES DE RECOURS :
VOIR AU VERSO DU PRESENT DOCUMENT

NOM ET ADRESSE DU DEBITEUR
Matricule : 0009311

VU ET APPROUVÉ
comme annexé à mon arrêté
en date de ce jour
Brignoles, le

ASA DU QUARTIER FOUX
MAIRIE
83136 LA ROQUEBRUSSANNE

ASA DU QUARTIER FOUX
MAIRIE
83136 LA ROQUEBRUSSANNE

- 2 FEV. 2026

ORDRE DE RECOUVRER EXECUTOIRE VALANT AVIS DES SOMMES A PAYER

OBJET	Redevance prélèvement irrigation 2023	
	Solde	
	Contribuable	


En application des articles L213-10 et suivants du code de l'environnement, vous trouverez ci-joint la somme due à l'Agence de l'Eau au titre de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau : Irrigation et pour l'année d'origine précisée en référence du titre.

Le détail des calculs, résultant des derniers éléments connus de l'Agence, figure sur le décompte joint.

Les modalités de règlement sont mentionnées au verso du présent document. Afin d'éviter l'application de pénalités pour retard de paiement, le respect de la date limite de paiement indiquée ci-dessous est impératif.

ATTENTION : Depuis le 1er janvier 2019, la loi ne permet plus le paiement par chèque pour les sommes supérieures à 1 000€.

En cas de besoin, le gestionnaire de votre dossier, dont les coordonnées sont rappelées sur votre décompte, reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

REFERENCES				MONTANT PIECE EN EUROS
Exercice	Numéro Pièce	Imputation		632.00
2024	0013031	01-13-27-757121		
MONTANT TOTAL				632.00
Date d'émission	Date de mise en recouvrement	Date d'exigibilité	DATE LIMITE DE PAIEMENT	
18/10/2024	22/10/2024	30/11/2024	15/12/2024	
Conformément à l'article L.213-11-10 du code de l'environnement, à défaut de règlement à la date limite de paiement indiquée ci-dessus, une majoration de 10% sera appliquée aux redevances ou fractions de redevances restant dues.				
Références à rappeler avec le règlement MATRICULE : 0009311 TITRE : 2024 0013031 ATTENTION : SI LA SOMME A PAYER EST SUPERIEURE A 1 000 €, VOUS NE POUVEZ PAS REGLER PAR CHEQUE (VOIR VERSO)		CONTACT Cécile OLLIET Agent comptable de l'Agence de l'Eau RMC 2 - 4 allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07 ☎ : 04 72 71 26 00 ✉ : contact.ac@eauvmc.fr		Le Directeur général de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse  L'ordonnateur, Nicolas MOURLON

Si votre raison sociale est différente de celle portée sur cet avis, je vous prie de nous le signaler en joignant une copie du journal d'annonces légales.

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX REDEVANCES

Ces sommes sont dues, conformément aux délibérations prises par le Conseil d'Administration de l'Agence Rhône Méditerranée Corse, en application des dispositions prévues aux articles L.213-10 et suivants, L.213-11 à L.213-11-7 du code de l'environnement et leurs textes d'application.

MODALITES DE PAIEMENT

Tout paiement doit être accompagné des références figurant au verso de cet Ordre de Recouvrer exécutoire « Références à rappeler avec le règlement », faute de quoi le redevable s'expose au rejet du paiement.

Le règlement est à effectuer :

- de préférence par virement au compte

TP LYON Trésorerie générale du Rhône
MADAME L'AGENT COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE

IBAN : FR76 – 1007 – 1690 – 0000 – 0010 – 0426 – 864 – BIC : TRPUFRP1

- soit par prélèvement automatique.

- soit par chèque bancaire, adressé à

MADAME L'AGENT COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE
2 – 4 Allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07

ATTENTION :

A compter du 01-01-19, l'art. L.213-11-10 du code de l'environnement fixe à 1 000 € la limite de paiement par chèque

Les paiements au moyen d'effets de commerce ne sont pas acceptés.

Pour tout renseignement sur les modalités de paiement, vous pouvez contacter l'Agence Comptable :

Tél : 04.72.71.26.00

Mail : contact.ac@eaurmc.fr

RECLAMATIONS (ET VOIES DE RECOURS)

Les réclamations s'exercent en application des dispositions prévues à l'article R.213-48-40 du code de l'environnement. Tout recours au contentieux ne peut avoir lieu sans avoir au préalable adressé une réclamation sous pli recommandé au directeur de l'Agence de l'Eau avant le 31 décembre de la 2^{ème} année suivant la date de notification de l'ordre de recette.

En cas de contestation relative à l'exercice du droit de reprise d'une redevance, la réclamation doit être présentée au plus tard le 31 décembre de la 3^{ème} année suivant celle de la notification de la réduction.

A défaut de décision du directeur notifiée au réclamant dans un délai de 2 mois prolongeable une fois, la réclamation est réputée rejetée.

Le redevable dispose de 2 mois à partir de la réception de l'avis de notification de la décision ou à l'expiration du délai de prise de décision de l'Agence pour saisir le Tribunal Administratif de LYON.

ATTENTION : La réclamation n'est pas en elle-même suspensive de paiement.

RECouvreMENT

Les redevances sont recouvrées par l'Agent Comptable conformément aux règles applicables au recouvrement des créances des établissements publics administratifs et selon les articles du code de l'environnement L.213-11-10 à L.213-11-17, R.213-48-35 à R.213-48-38 et R.213-48-42 à R.213-48-48.

Sauf opérations de reversement visées aux articles R.213-48-35 à R.213-48-37 :

- la date d'exigibilité est fixée au dernier jour du mois qui suit la date de mise en recouvrement,
- la date limite de paiement est fixée au 15 du 2^{ème} mois qui suit la date de mise en recouvrement.

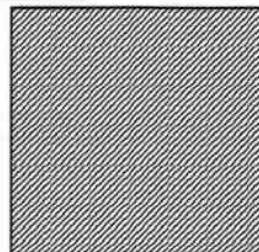
Au-delà de la date limite, une majoration de 10 % est appliquée aux sommes restant dues notifiée par lettre de rappel.

RECouvreMENT CONTENTIEUX

En l'absence de paiement dans le délai de 30 jours à compter de la mise en demeure, l'Agent Comptable peut engager la procédure de recouvrement forcé.

Les frais de poursuites engagés pour le recouvrement des créances sont à la charge des débiteurs.

En application de l'article L.213-11-14 du code de l'environnement, les contestations relatives à l'exercice des poursuites sont adressées, sous peine d'irrecevabilité, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte de recouvrement par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau qui a deux mois pour se prononcer. Si aucune décision n'a été prise dans ce délai ou si la décision rendue ne lui donne pas satisfaction, le contribuable doit, à peine de forclusion, porter l'affaire devant le juge de l'exécution, et ce dans un délai de deux mois.



Affaire suivie par Lydie FLEUROT

☎ 07.64.56.32.36

✉ lydie.fleurot@eamc.fr

Décompte

Redevance de prélèvement sur la ressource en eau

(article L.213-10-9 du code de l'environnement)

Année 2023

N° dossier : 202309311RIR1, Période : 01/01/2023 - 31/12/2023, Version : 1

Contribuable : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Débiteur : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Site : 1 - 09311-ASA DE LA FOUX

Désignation de l'ouvrage	Usage	Assiette (m³)	Zone	Taux (€/m³) (1)	Montant
N° : 831085 PRISE CANAL ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Canal	150 661	Déficitaire ZRE	0,00017	25,61 €
N° : 831086 ARROSAGE ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Autre usage éco.	37 000	Déficitaire ZRE	0,01640	606,80 €
Montant total					632,41 €

Assiette totale	187 661 m³	
------------------------	-------------------	--

Montant de redevance (2)	(F)	632 €
Majoration pour défaut de déclaration ou Majoration pour manquement délibéré (3)	(G) = (F)x(XX%)	0,00 € (0,00%)
Intérêts de retard (4)	(H)	
Autres Majorations ou Majoration pour manquement délibéré (5)	(I)	0,00 € (0,00%)
Autres Intérêts de retard (4)	(J)	
Montant dû	(K) = (F)+(G)+(H)+(I)+(J)	632 €

- (1) Les taux de redevance et les zones de tarification sont fixés par délibération du conseil d'administration de l'agence de l'eau. Les délibérations applicables sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.eaurmc.fr/infos-pratiques/recueils-des-deliberations-approuvees/deliberations-du-conseil-dadministration-de-lagence-de-leau.html>
- (2) La redevance est perçue si le volume total dépasse 7000 m³ par an en ZRE ou 10 000 m³ par an hors ZRE et si le montant redevance est supérieur à 100 €.
- (3) Majorations pour retard ou défaut de déclaration (article L.213-11-7 du code de l'environnement, articles 1728 et 1758A du code général des impôts) :
- déclaration tardive spontanée (avant mise en demeure) : majoration de 10%
 - déclaration tardive non spontanée (dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure) : majoration de 10% + majoration de 10%
 - déclaration non déposée dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure : majoration de 40%
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)
- (4) Les intérêts de retard sont perçus lorsqu'un défaut de déclaration empêche l'émission de la redevance avant le mois de juillet (article L.213-11-7 du code de l'environnement et article 1727 du code général des impôts).
- (5) Si le contrôle porte sur une redevance initiale majorée, la majoration appliquée initialement est appliquée au complément suite à contrôle (art. L.213-11-7 du code de l'environnement). Sinon le complément se voit appliquer une majoration de 10% (article 1758A du CGI). Les mêmes règles s'appliquent aux déclarations incomplètes, sur la partie complétée tardivement.
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)

RENSEIGNEMENTS, RECLAMATIONS, VOIES DE RECOURS :
VOIR AU VERSO DU PRESENT DOCUMENT

NOM ET ADRESSE DU DEBITEUR
Matricule : 0009311

VU ET APPROUVÉ
comme annexé à mon arrêté
en date de ce jour
Brignoles, le

ASA DU QUARTIER FOUX
MAIRIE
83136 LA ROQUEBRUSSANNE

ASA DU QUARTIER FOUX
MAIRIE
83136 LA ROQUEBRUSSANNE

- 2 FEV. 2026

ORDRE DE RECOUVRER EXECUTOIRE VALANT AVIS DES SOMMES A PAYER

OBJET	Redevance prélèvement irrigation 2024	
	Solde	
	Contribuable	


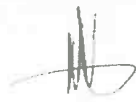
En application des articles L213-10 et suivants du code de l'environnement, vous trouverez ci-joint la somme due à l'Agence de l'Eau au titre de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau : Irrigation et pour l'année d'origine précisée en référence du titre.

Le détail des calculs, résultant des derniers éléments connus de l'Agence, figure sur le décompte joint.

Les modalités de règlement sont mentionnées au verso du présent document. Afin d'éviter l'application de pénalités pour retard de paiement, le respect de la date limite de paiement indiquée ci-dessous est impératif.

ATTENTION : Depuis le 1er janvier 2019, la loi ne permet plus le paiement par chèque pour les sommes supérieures à 1 000€.

En cas de besoin, le gestionnaire de votre dossier, dont les coordonnées sont rappelées sur votre décompte, reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

REFERENCES				MONTANT PIECE EN EUROS
Exercice	Numéro Pièce	Imputation		1 159.00
2025	0008013	01-13-27-757121		
MONTANT TOTAL				1 159.00
Date d'émission	Date de mise en recouvrement	Date d'exigibilité	DATE LIMITE DE PAIEMENT	
21/07/2025	25/07/2025	31/08/2025	15/09/2025	
Conformément à l'article L.213-11-10 du code de l'environnement, à défaut de règlement à la date limite de paiement indiquée ci-dessus, une majoration de 10% sera appliquée aux redevances ou fractions de redevances restant dues.				
Références à rappeler avec le règlement  MATRICULE : 0009311 TITRE : 2025 0008013 ATTENTION : SI LA SOMME A PAYER EST SUPÉRIEURE A 1 000 €, VOUS NE POUVEZ PAS REGLER PAR CHEQUE (VOIR VERSO)		CONTACT Cécile OLLIET Agent comptable de l'Agence de l'Eau RMC 2 - 4 allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07 ☎ : 04 72 71 26 00 ✉ : contact.ac@eauvmc.fr		Pour valoir titre exécutoire conformément aux dispositions de l'article 192 du Décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Le Directeur général de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse  L'ordonnateur, Nicolas MOURLON

Si votre raison sociale est différente de celle portée sur cet avis, je vous prie de nous le signaler en joignant une copie du journal d'annonces légales.

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX REDEVANCES

Ces sommes sont dues, conformément aux délibérations prises par le Conseil d'Administration de l'Agence Rhône Méditerranée Corse, en application des dispositions prévues aux articles L.213-10 et suivants, L.213-11 et suivants du code de l'environnement et leurs textes d'application.

MODALITES DE PAIEMENT

Tout paiement doit être accompagné des références figurant au verso de cet Ordre de Recouvrer exécutoire « Références à rappeler avec le règlement », faute de quoi le redevable s'expose au rejet du paiement.

Le règlement est à effectuer :

- de préférence par virement au compte

TP LYON
L'AGENCE COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE

IBAN : FR76 - 1007 - 1690 - 0000 - 0010 - 0426 - 864 - BIC : TRPUFRP1

- soit par prélèvement automatique.

- soit par chèque bancaire, adressé à

L'AGENCE COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE
2 - 4 Allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07

ATTENTION :

A compter du 01-01-19, l'art. L.213-11-10 du code de l'environnement fixe à 1 000 € la limite de paiement par chèque

Les paiements au moyen d'effets de commerce ne sont pas acceptés.

Pour tout renseignement sur les modalités de paiement, vous pouvez contacter l'Agence Comptable :

Tél : 04.72.71.26.00

Mail : contact.ac@eauvmc.fr

RECLAMATIONS (ET VOIES DE RECOURS)

Les réclamations s'exercent en application des dispositions prévues à l'article R.213-48-40 du code de l'environnement. Tout recours au contentieux ne peut avoir lieu sans avoir au préalable adressé une réclamation sous pli recommandé au directeur de l'Agence de l'Eau avant le 31 décembre de la 2^{ème} année suivant la date de notification de l'ordre de recette.

En cas de contestation relative à l'exercice du droit de reprise d'une redevance, la réclamation doit être présentée au plus tard le 31 décembre de la 3^{ème} année suivant celle de la notification de la réduction.

A défaut de décision du directeur notifiée au réclamant dans un délai de 2 mois prolongeable une fois, la réclamation est réputée rejetée.

Le redevable dispose de 2 mois à partir de la réception de l'avis de notification de la décision ou à l'expiration du délai de prise de décision de l'Agence pour saisir le Tribunal Administratif de LYON.

ATTENTION : La réclamation n'est pas en elle-même suspensive de paiement.

RECouvreMENT

Les redevances sont recouvrées par l'Agent Comptable conformément aux règles applicables au recouvrement des créances des établissements publics administratifs et selon les articles du code de l'environnement L.213-11-10 à L.213-11-17, D.213-48-35 et R.213-48-36 à R.213-48-38 et D.213-48-42 et R.213-48-43 à R.213-48-48.

Sauf opérations de reversement visées aux articles D.213-48-35 et R.213-48-36 à R.213-48-37 :

- la date d'exigibilité est fixée au dernier jour du mois qui suit la date de mise en recouvrement,
- la date limite de paiement est fixée au 15 du 2^{ème} mois qui suit la date de mise en recouvrement.

Au-delà de la date limite, une majoration de 10 % est appliquée aux sommes restant dues notifiée par lettre de rappel.

RECouvreMENT CONTENTIEUX

En l'absence de paiement dans le délai de 30 jours à compter de la mise en demeure, l'Agent Comptable peut engager la procédure de recouvrement forcé.

Les frais de poursuites engagés pour le recouvrement des créances sont à la charge des débiteurs.

En application de l'article L.213-11-14 du code de l'environnement, les contestations relatives à l'exercice des poursuites sont adressées, sous peine d'irrecevabilité, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte de recouvrement par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau qui a deux mois pour se prononcer. Si aucune décision n'a été prise dans ce délai ou si la décision rendue ne lui donne pas satisfaction, le contribuable doit, à peine de forclusion, porter l'affaire devant le juge de l'exécution, et ce dans un délai de deux mois.

Décompte
Redevance de prélèvement sur la ressource en eau
(article L.213-10-9 du code de l'environnement)
Année 2024

Affaire suivie par Lydie FLEUROT

☎ 07.64.56.32.36

✉ lydie.fleurot@eaurmc.fr

N° dossier : 202409311RIR1, Période : 01/01/2024 - 31/12/2024, Version : 1

Contribuable : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Débiteur : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Site : 1 - 09311-ASA DE LA FOUX

Désignation de l'ouvrage	Usage	Assiette (m³)	Zone	Taux (€/m³) (1)	Montant
N° : 831085 PRISE CANAL ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Canal	342 469	Déficitaire ZRE	0,00018	61,64 €
N° : 831086 ARROSAGE ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Autre usage éco.	37 000	Déficitaire ZRE	0,02070	765,90 €
Montant total					827,54 €

Assiette totale	379 469 m³	
------------------------	-------------------	--

Montant de redevance (2)	(F)	828 €
Majoration pour défaut de déclaration ou Majoration pour manquement délibéré (3)	(G) = (F)x(XX%)	331,00 € (40,00%)
Intérêts de retard (4)	(H)	
Autres Majorations ou Majoration pour manquement délibéré (5)	(I)	0,00 € (0,00%)
Autres Intérêts de retard (4)	(J)	
Montant dû	(K) = (F)+(G)+(H)+(I)+(J)	1 159 €

- (1) Les taux de redevance et les zones de tarification sont fixés par délibération du conseil d'administration de l'agence de l'eau. Les délibérations applicables sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.eaurmc.fr/infos-pratiques/recueils-des-deliberations-approuvees/deliberations-du-conseil-dadministration-de-lagence-de-leau.html>
- (2) La redevance est perçue si le volume total dépasse 7000 m³ par an en ZRE ou 10 000 m³ par an hors ZRE et si le montant redevance est supérieur à 100 €.
- (3) Majorations pour retard ou défaut de déclaration (article L.213-11-7 du code de l'environnement, articles 1728 et 1758A du code général des impôts) :
- déclaration tardive spontanée (avant mise en demeure) : majoration de 10%
 - déclaration tardive non spontanée (dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure) : majoration de 10% + majoration de 10%
 - déclaration non déposée dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure : majoration de 40%
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)
- (4) Les intérêts de retard sont perçus lorsqu'un défaut de déclaration empêche l'émission de la redevance avant le mois de juillet (article L.213-11-7 du code de l'environnement et article 1727 du code général des impôts).
- (5) Si le contrôle porte sur une redevance initiale majorée, la majoration appliquée initialement est appliquée au complément suite à contrôle (art. L.213-11-7 du code de l'environnement). Sinon le complément se voit appliquer une majoration de 10% (article 1758A du CGI). Les mêmes règles s'appliquent aux déclarations incomplètes, sur la partie complétée tardivement.
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2026-05 du 02 février 2026
portant ouverture de crédits au compte 637 du budget de l'ASA
de la FOUX à La Roquebrussanne

Le Préfet du Var

Vu le Code général des collectivités territoriales pour l'application des règles budgétaires et comptables aux établissements publics;

Vu l'Ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ;

Vu le Décret n°2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 ;

Vu la circulaire INTB0700081C du 11 juillet 2007 du Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales relative à la réforme du régime des associations syndicales de propriétaires ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/74/MCI du 17 décembre 2025 portant délégation de signature à Mme Anne-Cécile VIALLE, sous-préfète de l'arrondissement de BRIGNOLES

Vu l'instruction budgétaire et comptable applicable à l'association syndicale autorisée de la FOUX à La Roquebrussanne, et notamment les dispositions relatives au compte 637 « Autres impôts, taxes et versements assimilés » ;

Vu les ordres de recouvrer de l'Agence régionale de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse référencés :

- Exercice 2024-n°0013031 d'un montant de 632,00€
- Exercice 2025-n°0008013 d'un montant de 1159,00€

Vu les correspondances de mise en demeure avec accusé de réception, des 14 et 27 mars 2025 et 27 juin 2025, de régler ces redevances dans les meilleurs délais restées sans suite;

Vu l'assemblée générale extraordinaire du 19 septembre 2025 validant les modalités de dissolution comptable et l'apurement des redevances à l'agence de l'eau avant dévolution de l'actif avec répartition aux propriétaires membre de l'ASA ;

Considérant que les redevances dues à l'agence de l'eau constituent une dépense obligatoire pour l'association syndicale autorisée de la FOUX à La Roquebrussanne ;

Considérant que l'absence de budget et d'ouverture de crédits au budget de l'ASA compromet le respect des obligations légales et justifie l'intervention du préfet en sa qualité d'autorité de tutelle ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la sous-préfecture de Brignoles;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Ouverture d'office des crédits

«Il est procédé à l'ouverture d'office, au budget de l'association syndicale autorisée de la FOUX à La Roquebrussanne, compte 637 « Autres impôts, taxes et versements assimilés », d'un crédit de 1791,00€ (mille sept-cent quatre-vingt onze euros), destiné au règlement des créances ci-dessous au profit de l'Agence régionale de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse :

- Exercice 2024-n°0013031 d'un montant de 632,00€ (six-cent trente-deux euros)
- Exercice 2025-n°0008013 d'un montant de 1159,00€ (mille cent cinquante-neuf euros)

Article 2 : Mandatement et comptable

Un arrêté Préfectoral portant mandatement d'office des Redevances prélèvement d'irrigation exercice 2024 et 2025 sur le budget de l'ASA de la FOUX à La Roquebrussanne est émis ce jour sous le numéro 2026-06 du 02/02/2026 afin de procéder au mandatement de la dépense à hauteur des crédits ainsi ouverts, sur le compte 637 précité.

Le comptable public assignataire est chargé de prendre en charge et de payer les mandats émis en exécution du présent arrêté, dans la limite des crédits ouverts à ce titre.

Article 3 : En annexe de cet arrêté, les ordres de recouvrer exécutoires valant avis des sommes à payer de l'agence de l'eau.

Article 4 : La Sous-Préfète de Brignoles et le Directeur départemental des finances publiques du Var sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de l'Association Syndicale Autorisée de la FOUX à La Roquebrussanne ainsi qu'au SGC Compétent et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Brignoles, le 02/02/2026

Pour le Préfet et par délégation,
la Sous-Préfète de Brignoles,



Anne-Cécile VIALLE

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R, 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Var – Boulevard du 112ème régiment d'infanterie – 83070 TOULON CEDEX

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de Toulon – 5 rue Racine – BP 40510 – 83041 TOULON CEDEX 9

04.94.3703.64 – sp-brignoles-asa-asl@var.gouv.fr

92 RUE DE LA RÉPUBLIQUE CS 20302 - 83175 BRIGNOLES CEDEX - WWW.VAR.GOUV.FR



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



2-4 Allée de Lodz (près de l'avenue Tony Garnier)
69363 LYON Cedex 07 - Tél. 04 72 71 26 00
N°SIREN 186 901 559
ETABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT
Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006
Décret n°2007-981 du 15 mai 2007

RENSEIGNEMENTS, RECLAMATIONS, VOIES DE RECOURS :
VOIR AU VERSO DU PRESENT DOCUMENT

NOM ET ADRESSE DU DEBITEUR
Matricule : 0009311

VU ET APPROUVÉ
comme annexé à mon arrêté
en date de ce jour
Brignoles, le

- 2 FEV. 2026

ASA DU QUARTIER FOUX

MAIRIE

83136 LA ROQUEBRUSSANNE

ASA DU QUARTIER FOUX

MAIRIE

83136 LA ROQUEBRUSSANNE

ORDRE DE RECOUVRER EXECUTOIRE VALANT AVIS DES SOMMES A PAYER

OBJET	Redevance prélèvement irrigation 2023	
	Solde	
	Contribuable	

En application des articles L213-10 et suivants du code de l'environnement, vous trouverez ci-joint la somme due à l'Agence de l'Eau au titre de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau : Irrigation et pour l'année d'origine précisée en référence du titre.

Le détail des calculs, résultant des derniers éléments connus de l'Agence, figure sur le décompte joint.

Les modalités de règlement sont mentionnées au verso du présent document. Afin d'éviter l'application de pénalités pour retard de paiement, le respect de la date limite de paiement indiquée ci-dessous est impératif.

ATTENTION : Depuis le 1er janvier 2019, la loi ne permet plus le paiement par chèque pour les sommes supérieures à 1 000€.

En cas de besoin, le gestionnaire de votre dossier, dont les coordonnées sont rappelées sur votre décompte, reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

REFERENCES				MONTANT PIECE EN EUROS
Exercice	Numéro Pièce	Imputation		632.00
2024	0013031	01-13-27-757121		
MONTANT TOTAL				632.00
Date d'émission	Date de mise en recouvrement	Date d'exigibilité	DATE LIMITE DE PAIEMENT	
18/10/2024	22/10/2024	30/11/2024	15/12/2024	
Conformément à l'article L.213-11-10 du code de l'environnement, à défaut de règlement à la date limite de paiement indiquée ci-dessus, une majoration de 10% sera appliquée aux redevances ou fractions de redevances restant dues.				
Références à rappeler avec le règlement MATRICULE : 0009311 TITRE : 2024 0013031 ATTENTION : SI LA SOMME A PAYER EST SUPERIEURE A 1 000 €, VOUS NE POUVEZ PAS REGLER PAR CHEQUE (VOIR VERSO)	CONTACT Cécile OLLIET Agent comptable de l'Agence de l'Eau RMC 2 - 4 allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07 ☎ : 04 72 71 26 00 ✉ : contact.ac@eaurmc.fr		Pour valoir titre exécutoire conformément aux dispositions de l'article 192 du Décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Le Directeur général de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse L'ordonnateur, Nicolas MOURLON	

Si votre raison sociale est différente de celle portée sur cet avis, je vous prie de nous le signaler en joignant une copie du journal d'annonces légales.

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX REDEVANCES

Ces sommes sont dues, conformément aux délibérations prises par le Conseil d'Administration de l'Agence Rhône Méditerranée Corse, en application des dispositions prévues aux articles L.213-10 et suivants, L.213-11 à L.213-11-7 du code de l'environnement et leurs textes d'application.

MODALITES DE PAIEMENT

Tout paiement doit être accompagné des références figurant au verso de cet Ordre de Recouvrer exécutoire « Références à rappeler avec le règlement », faute de quoi le redevable s'expose au rejet du paiement.

Le règlement est à effectuer :

- de préférence par virement au compte

TP LYON Trésorerie générale du Rhône
MADAME L'AGENT COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE

IBAN : FR76 – 1007 – 1690 – 0000 – 0010 – 0426 – 864 – BIC : TRPUFRP1

- soit par prélèvement automatique.

- soit par chèque bancaire, adressé à

MADAME L'AGENT COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE
2 – 4 Allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07

ATTENTION :

A compter du 01-01-19, l'art. L.213-11-10 du code de l'environnement fixe à 1 000 € la limite de paiement par chèque

Les paiements au moyen d'effets de commerce ne sont pas acceptés.

Pour tout renseignement sur les modalités de paiement, vous pouvez contacter l'Agence Comptable :

Tél : 04.72.71.26.00

Mail : contact.ac@eaurmc.fr

RECLAMATIONS (ET VOIES DE RECOURS)

Les réclamations s'exercent en application des dispositions prévues à l'article R.213-48-40 du code de l'environnement. Tout recours au contentieux ne peut avoir lieu sans avoir au préalable adressé une réclamation sous pli recommandé au directeur de l'Agence de l'Eau avant le 31 décembre de la 2^{ème} année suivant la date de notification de l'ordre de recette.

En cas de contestation relative à l'exercice du droit de reprise d'une redevance, la réclamation doit être présentée au plus tard le 31 décembre de la 3^{ème} année suivant celle de la notification de la réduction.

A défaut de décision du directeur notifiée au réclamant dans un délai de 2 mois prolongeable une fois, la réclamation est réputée rejetée.

Le redevable dispose de 2 mois à partir de la réception de l'avis de notification de la décision ou à l'expiration du délai de prise de décision de l'Agence pour saisir le Tribunal Administratif de LYON.

ATTENTION : La réclamation n'est pas en elle-même suspensive de paiement.

RECouvreMENT

Les redevances sont recouvrées par l'Agent Comptable conformément aux règles applicables au recouvrement des créances des établissements publics administratifs et selon les articles du code de l'environnement L.213-11-10 à L.213-11-17, R.213-48-35 à R.213-48-38 et R.213-48-42 à R.213-48-48.

Sauf opérations de reversement visées aux articles R.213-48-35 à R.213-48-37 :

- la date d'exigibilité est fixée au dernier jour du mois qui suit la date de mise en recouvrement,
- la date limite de paiement est fixée au 15 du 2^{ème} mois qui suit la date de mise en recouvrement.

Au-delà de la date limite, une majoration de 10 % est appliquée aux sommes restant dues notifiée par lettre de rappel.

RECouvreMENT CONTENTIEUX

En l'absence de paiement dans le délai de 30 jours à compter de la mise en demeure, l'Agent Comptable peut engager la procédure de recouvrement forcé.

Les frais de poursuites engagés pour le recouvrement des créances sont à la charge des débiteurs.

En application de l'article L.213-11-14 du code de l'environnement, les contestations relatives à l'exercice des poursuites sont adressées, sous peine d'irrecevabilité, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte de recouvrement par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau qui a deux mois pour se prononcer. Si aucune décision n'a été prise dans ce délai ou si la décision rendue ne lui donne pas satisfaction, le contribuable doit, à peine de forclusion, porter l'affaire devant le juge de l'exécution, et ce dans un délai de deux mois.

Affaire suivie par Lydie FLEUROT

☎ 07.64.56.32.36

✉ lydie.fleurot@eaumc.fr

Décompte

Redevance de prélèvement sur la ressource en eau

(article L.213-10-9 du code de l'environnement)

Année 2023

N° dossier : 202309311RIR1, Période : 01/01/2023 - 31/12/2023, Version : 1

Contribuable : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Débiteur : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Site : 1 - 09311-ASA DE LA FOUX

Désignation de l'ouvrage	Usage	Assiette (m³)	Zone	Taux (€/m³) (1)	Montant
N° : 831085 PRISE CANAL ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Canal	150 661	Déficitaire ZRE	0,00017	25,61 €
N° : 831086 ARROSAGE ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Autre usage éco.	37 000	Déficitaire ZRE	0,01640	606,80 €
Montant total					632,41 €

Assiette totale	187 661 m³
-----------------	------------

Montant de redevance (2)	(F)	632 €
Majoration pour défaut de déclaration ou Majoration pour manquement délibéré (3)	(G) = (F)x(XX%)	0,00 € (0,00%)
Intérêts de retard (4)	(H)	
Autres Majorations ou Majoration pour manquement délibéré (5)	(I)	0,00 € (0,00%)
Autres Intérêts de retard (4)	(J)	
Montant dû	(K) = (F)+(G)+(H)+(I)+(J)	632 €

- (1) Les taux de redevance et les zones de tarification sont fixés par délibération du conseil d'administration de l'agence de l'eau. Les délibérations applicables sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.eaurmc.fr/infos-pratiques/recueils-des-deliberations-approuvees/deliberations-du-conseil-dadministration-de-lagence-de-leau.html>
- (2) La redevance est perçue si le volume total dépasse 7000 m³ par an en ZRE ou 10 000 m³ par an hors ZRE et si le montant redevance est supérieur à 100 €.
- (3) Majorations pour retard ou défaut de déclaration (article L.213-11-7 du code de l'environnement, articles 1728 et 1758A du code général des impôts) :
- déclaration tardive spontanée (avant mise en demeure) : majoration de 10%
 - déclaration tardive non spontanée (dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure) : majoration de 10% + majoration de 10%
 - déclaration non déposée dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure : majoration de 40%
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)
- (4) Les intérêts de retard sont perçus lorsqu'un défaut de déclaration empêche l'émission de la redevance avant le mois de juillet (article L.213-11-7 du code de l'environnement et article 1727 du code général des impôts).
- (5) Si le contrôle porte sur une redevance initiale majorée, la majoration appliquée initialement est appliquée au complément suite à contrôle (art. L.213-11-7 du code de l'environnement). Sinon le complément se voit appliquer une majoration de 10% (article 1758A du CGI). Les mêmes règles s'appliquent aux déclarations incomplètes, sur la partie complétée tardivement.
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)

RENSEIGNEMENTS, RECLAMATIONS, VOIES DE RECOURS :
VOIR AU VERSO DU PRESENT DOCUMENT

NOM ET ADRESSE DU DEBITEUR
Matricule : 0009311

VU ET APPROUVÉ
comme annexé à mon arrêté
en date de ce jour

ASA DU QUARTIER FOUX

MAIRIE

83136 LA ROQUEBRUSSANNE

ASA DU QUARTIER FOUX

MAIRIE

83136 LA ROQUEBRUSSANNE

Brignoles, le

- 2 FEV. 2026

ORDRE DE RECOUVRER EXECUTOIRE VALANT AVIS DES SOMMES A PAYER

OBJET	Redevance prélèvement irrigation 2024	
	Solde	
	Contribuable	


En application des articles L213-10 et suivants du code de l'environnement, vous trouverez ci-joint la somme due à l'Agence de l'Eau au titre de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau : Irrigation et pour l'année d'origine précisée en référence du titre.

Le détail des calculs, résultant des derniers éléments connus de l'Agence, figure sur le décompte joint.

Les modalités de règlement sont mentionnées au verso du présent document. Afin d'éviter l'application de pénalités pour retard de paiement, le respect de la date limite de paiement indiquée ci-dessous est impératif.

ATTENTION : Depuis le 1er janvier 2019, la loi ne permet plus le paiement par chèque pour les sommes supérieures à 1 000€.

En cas de besoin, le gestionnaire de votre dossier, dont les coordonnées sont rappelées sur votre décompte, reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

REFERENCES			MONTANT PIECE EN EUROS
Exercice	Numéro Pièce	Imputation	
2025	0008013	01-13-27-757121	1 159.00
MONTANT TOTAL			1 159.00
Date d'émission	Date de mise en recouvrement	Date d'exigibilité	DATE LIMITE DE PAIEMENT
21/07/2025	25/07/2025	31/08/2025	15/09/2025
Conformément à l'article L.213-11-10 du code de l'environnement, à défaut de règlement à la date limite de paiement indiquée ci-dessus, une majoration de 10% sera appliquée aux redevances ou fractions de redevances restant dues.			
Références à rappeler avec le règlement MATRICULE : 0009311 TITRE : 2025 0008013 ATTENTION : SI LA SOMME A PAYER EST SUPERIEURE A 1 000 €, VOUS NE POUVEZ PAS REGLER PAR CHEQUE (VOIR VERSO)	CONTACT Cécile OLLIET Agent comptable de l'Agence de l'Eau RMC 2 - 4 allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07 ☎ : 04 72 71 26 00 ✉ : contact.ac@eaurmc.fr	Pour valoir titre exécutoire conformément aux dispositions de l'article 192 du Décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.	Le Directeur général de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse  L'ordonnateur, Nicolas MOURLON

Si votre raison sociale est différente de celle portée sur cet avis, je vous prie de nous le signaler en joignant une copie du journal d'annonces légales.

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX REDEVANCES

Ces sommes sont dues, conformément aux délibérations prises par le Conseil d'Administration de l'Agence Rhône Méditerranée Corse, en application des dispositions prévues aux articles L.213-10 et suivants, L.213-11 et suivants du code de l'environnement et leurs textes d'application.

MODALITES DE PAIEMENT

Tout paiement doit être accompagné des références figurant au verso de cet Ordre de Recouvrer exécutoire « Références à rappeler avec le règlement », faute de quoi le redevable s'expose au rejet du paiement.

Le règlement est à effectuer :

- de préférence par virement au compte

TP LYON
L'AGENCE COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE

IBAN : FR76 – 1007 – 1690 – 0000 – 0010 – 0426 – 864 – BIC : TRPUFRP1

- soit par prélèvement automatique.

- soit par chèque bancaire, adressé à

L'AGENCE COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE
2 – 4 Allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07

ATTENTION :

A compter du 01-01-19, l'art. L.213-11-10 du code de l'environnement fixe à 1 000 € la limite de paiement par chèque

Les paiements au moyen d'effets de commerce ne sont pas acceptés.

Pour tout renseignement sur les modalités de paiement, vous pouvez contacter l'Agence Comptable :

Tél : 04.72.71.26.00

Mail : contact.ac@saumc.fr

RECLAMATIONS (ET VOIES DE RECOURS)

Les réclamations s'exercent en application des dispositions prévues à l'article R.213-48-40 du code de l'environnement. Tout recours au contentieux ne peut avoir lieu sans avoir au préalable adressé une réclamation sous pli recommandé au directeur de l'Agence de l'Eau avant le 31 décembre de la 2^{ème} année suivant la date de notification de l'ordre de recette.

En cas de contestation relative à l'exercice du droit de reprise d'une redevance, la réclamation doit être présentée au plus tard le 31 décembre de la 3^{ème} année suivant celle de la notification de la réduction.

A défaut de décision du directeur notifiée au réclamant dans un délai de 2 mois prolongeable une fois, la réclamation est réputée rejetée.

Le redevable dispose de 2 mois à partir de la réception de l'avis de notification de la décision ou à l'expiration du délai de prise de décision de l'Agence pour saisir le Tribunal Administratif de LYON.

ATTENTION : La réclamation n'est pas en elle-même suspensive de paiement.

RECouvreMENT

Les redevances sont recouvrées par l'Agent Comptable conformément aux règles applicables au recouvrement des créances des établissements publics administratifs et selon les articles du code de l'environnement L.213-11-10 à L.213-11-17, D.213-48-35 et R.213-48-36 à R.213-48-38 et D.213-48-42 et R.213-48-43 à R.213-48-48.

Sauf opérations de reversement visées aux articles D.213-48-35 et R.213-48-36 à R.213-48-37 :

- la date d'exigibilité est fixée au dernier jour du mois qui suit la date de mise en recouvrement,
- la date limite de paiement est fixée au 15 du 2^{ème} mois qui suit la date de mise en recouvrement.

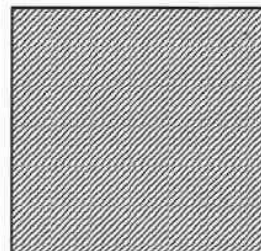
Au-delà de la date limite, une majoration de 10 % est appliquée aux sommes restant dues notifiée par lettre de rappel.

RECouvreMENT CONTENTIEUX

En l'absence de paiement dans le délai de 30 jours à compter de la mise en demeure, l'Agent Comptable peut engager la procédure de recouvrement forcé.

Les frais de poursuites engagés pour le recouvrement des créances sont à la charge des débiteurs.

En application de l'article L.213-11-14 du code de l'environnement, les contestations relatives à l'exercice des poursuites sont adressées, sous peine d'irrecevabilité, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte de recouvrement par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau qui a deux mois pour se prononcer. Si aucune décision n'a été prise dans ce délai ou si la décision rendue ne lui donne pas satisfaction, le contribuable doit, à peine de forclusion, porter l'affaire devant le juge de l'exécution, et ce dans un délai de deux mois.



Affaire suivie par Lydie FLEUROT

☎ 07.64.56.32.36

✉ lydie.fleurot@eaurmc.fr

Décompte

Redevance de prélèvement sur la ressource en eau

(article L.213-10-9 du code de l'environnement)

Année 2024

N° dossier : 202409311RIR1, Période : 01/01/2024 - 31/12/2024, Version : 1

Contribuable : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Débiteur : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Site : 1 - 09311-ASA DE LA FOUX

Désignation de l'ouvrage	Usage	Assiette (m³)	Zone	Taux (€/m³) (1)	Montant
N° : 831085 PRISE CANAL ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Canal	342 469	Déficitaire ZRE	0,00018	61,64 €
N° : 831086 ARROSAGE ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Autre usage éco.	37 000	Déficitaire ZRE	0,02070	765,90 €
Montant total					827,54 €

Assiette totale	379 469 m³	
-----------------	------------	--

Montant de redevance (2)	(F)	828 €
Majoration pour défaut de déclaration ou Majoration pour manquement délibéré (3)	$(G) = (F) \times (XX\%)$	331,00 € (40,00%)
Intérêts de retard (4)	(H)	
Autres Majorations ou Majoration pour manquement délibéré (5)	(I)	0,00 € (0,00%)
Autres Intérêts de retard (4)	(J)	
Montant dû	$(K) = (F)+(G)+(H)+(I)+(J)$	1 159 €

- (1) Les taux de redevance et les zones de tarification sont fixés par délibération du conseil d'administration de l'agence de l'eau. Les délibérations applicables sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.eaurmc.fr/infos-pratiques/recueils-des-deliberations-approuvees/deliberations-du-conseil-dadministration-de-lagence-de-leau.html>
- (2) La redevance est perçue si le volume total dépasse 7000 m³ par an en ZRE ou 10 000 m³ par an hors ZRE et si le montant redevance est supérieur à 100 €.
- (3) Majorations pour retard ou défaut de déclaration (article L.213-11-7 du code de l'environnement, articles 1728 et 1758A du code général des impôts) :
- déclaration tardive spontanée (avant mise en demeure) : majoration de 10%
 - déclaration tardive non spontanée (dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure) : majoration de 10% + majoration de 10%
 - déclaration non déposée dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure : majoration de 40%
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)
- (4) Les intérêts de retard sont perçus lorsqu'un défaut de déclaration empêche l'émission de la redevance avant le mois de juillet (article L.213-11-7 du code de l'environnement et article 1727 du code général des impôts).
- (5) Si le contrôle porte sur une redevance initiale majorée, la majoration appliquée initialement est appliquée au complément suite à contrôle (art. L.213-11-7 du code de l'environnement). Sinon le complément se voit appliquer une majoration de 10% (article 1758A du CGI). Les mêmes règles s'appliquent aux déclarations incomplètes, sur la partie complétée tardivement.
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)

Sous-préfecture de Brignoles

83-2026-02-03-00007

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant Dissolution de l'ASA de la FOUX à La
Roquebrussanne

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2026-07 du 03 février 2026
portant Dissolution de l'ASA de la FOUX à La Roquebrussanne

Le Préfet du Var

Vu l'Ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ;

Vu le Décret n°2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 ;

Vu la circulaire INTB0700081C du 11 juillet 2007 du Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales relative à la réforme du régime des associations syndicales de propriétaires ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/74/MCI du 17 décembre 2025 portant délégation de signature à Mme Anne-Cécile VIALLE, sous-préfète de l'arrondissement de BRIGNOLES

Vu l'assemblée générale extraordinaire du 22/03/2024 demandant la dissolution ;

Vu l'assemblée générale extraordinaire du 19 septembre 2025 validant les modalités de dissolution comptable et l'appurement des redevances à l'agence de l'eau avant dévolution de l'actif avec répartition aux propriétaires membre de l'ASA ;

Vu l'arrêté préfectoral N°2026- 05 du 02 février 2026 portant ouverture de crédits au compte 637 du budget de l'ASA de la FOUX à La Roquebrussanne et l'arrêté préfectoral N°2026- 06 du 02 février 2026 portant mandatement d'office des Redevances prélèvement d'irrigation 2024 et 2025 sur le budget de l'ASA de la FOUX à La Roquebrussanne ;

Considérant que l'ASA a pris les dispositions nécessaires pour la fermeture définitive du canal ;

Considérant que l'ensemble des formalités préalables à la dissolution de l'ASA ont été accomplies ;

Considérant que selon les dispositions de l'ordonnance et du décret sus-visés il appartient à l'autorité administrative compétente dans le département d'établir cet arrêté ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la sous-préfecture de Brignoles ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'Association Syndicale Autorisée de la FOUX à La Roquebrussanne est dissoute.

Article 2 : Les comptes sont apurés conformément aux arrêtés préfectoraux sus-menstionnés dont les copies sont jointes au présent arrêté.

Article 3 : Le solde du compte 515 fera l'objet d'une répartition à part égale entre l'ensemble des 37 propriétaires inclus dans le périmètre de l'ASA, en annexe de cet arrêté la liste des propriétaires et la balance des comptes.

Article 4 : Conformément à l'article 15 de l'ordonnance n°2004-632 modifiée du 1^{er} juillet 2004, le présent arrêté sera affiché dans la commune de LA ROQUEBRUSSANNE.

Article 5: Une copie de cet arrêté est transmise à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM / SEBIO / CANAUX) qui se réserve le droit de vérifier la fermeture définitive du canal.

Article 4 : La Sous-Préfète de Brignoles, le Directeur départemental des finances publiques du Var et le Maire de La Roquebrussanne sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de l'Association Syndicale Autorisée de la FOUX à La Roquebrussanne ainsi qu'au SGC Compétent et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Brignoles, le 03/02/2026

Pour le Préfet et par délégation,
la Sous-Préfète de Brignoles,

signé

Anne-Cécile VIALLE

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R, 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Var – Boulevard du 112^{ème} régiment d'infanterie – 83070 TOULON CEDEX

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de Toulon – 5 rue Racine – BP 40510 – 83041 TOULON CEDEX 9

ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE DE LA FOUX

HOTEL DE VILLE

83136 LA ROQUEBRUSSANNE

VU ET APPROUVÉ
comme annexé à mon arrêté
en date de ce jour
Brignoles, le

- 3 FEV. 2026

Propriétaires

Parcelles

Mme Baudino Suzanne

F252 - F253

M Gambin Gilles

F241 - F242

M Gros Michel

F449 - F232 - F231 - F230 - F229

M Lesou Robert

F459 - F223 - F224

Mme Avoli Carole

F460

Mme Narbonne Bernadette

F244 - F245

SCEA Domaine Le Baguier

F272- F273 - F275 - F276 - F277 - F278 - F279 - F280

- F281 - F313 - F314 - F315 - F316

Mme Lesou Yvette

F135

Mme Tramoni Arlette

F136

M Petit

F599 -F588

M Dessertenne

F600 - F590 - F587

Mme Ricaud/Haefwer

F274

M Bonifay Pierre

F142 - F143

Mme Pousin Andrée

F162

M Giordano Michel

F463

Mme Viale Emmanuelle

F145 - F146 - F151

M Isnel Pierre

F106 - F154 - F164

M Jeanleboeuf Eric

F155

GFA du Loou	F472 - F473
M Coupillaud René	F120 - F124
M Narbonne Mathieu	F116 - F115 - F118
M Laugero Richard	F119
Mme Coquet Marie	F117
Mme Roumieu Christiane	F168
M Bonnelie Jackie	F110 - F113
Mme Marseille Joelle	F129 - F130 - F131
M Bernard Claude	F147 - F148 - F149
M Calles Daniel	F109 - F276 - F228
M JAUFFRET Louis	F158 - F159 - F462
Mme Dubois Madeleine	F112 - F114 - F152
Mme Suppa Corinne	F150
Mme Barnoin Gisele	F167
Mme Bruno Martine	F176
M Dubois David	F103 - F108 - F454
M Bersezio Henri	F125 - F126
M Barbaroux Sébastien	F165 - F171 - F172 - F173
Mme Chiavarino Laetitia	F144

23 OCT. 2025

AR

VU ET APPROUVÉ
comme annexé à mon arrêté
en date de ce jour
Brignoles, le

- 3 FEV. 2026

18200 ASA ARROSANTS LA FOUX LA ROQUE

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 18/06/2025

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations		24 391,84						24 391,84		24 391,84
	Sous-total compte 102 :		24 391,84						24 391,84		24 391,84
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		9 268,34						9 268,34		9 268,34
	Sous-total compte 106 :		9 268,34						9 268,34		9 268,34
	Sous-total compte 10 :		33 660,18						33 660,18		33 660,18
110	Report à nouveau (solde créditeur)		4 696,99						4 696,99		4 696,99
	Sous-total compte 110 :		4 696,99						4 696,99		4 696,99
	Sous-total compte 11 :		4 696,99						4 696,99		4 696,99
	Total classe 1 :		38 357,17						38 357,17		38 357,17

Brignoles le
en date de ce jour
contre signé & mon collègue
JL EL VILLOUAT

083003

SGC BRIGNOLES

SOUS-PREFECTURE de BRIGNOLES
Contrôle de légalité des ASA

AR

La Poste Publiée au Service du Secteur Local



Exercice 2025

18200 ASA ARROSANTS LA FOUX LA ROQUE

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 18/06/2025

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21538	Autres réseaux	33 629,69						33 629,69		33 629,69	
	Sous-total compte 215 :	33 629,69						33 629,69		33 629,69	
	Sous-total compte 21 :	33 629,69						33 629,69		33 629,69	
266	Autres formes de participation	30,49						30,49		30,49	
	Sous-total compte 266 :	30,49						30,49		30,49	
	Sous-total compte 26 :	30,49						30,49		30,49	
	Total classe 2 :	33 660,18						33 660,18		33 660,18	
411	Redevables	358,24						358,24		358,24	
	Sous-total compte 411 :	358,24						358,24		358,24	

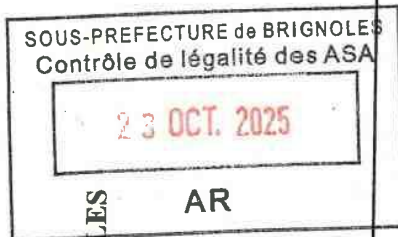
Edition du 18/06/2025 12:06:57

 MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

Page 2/4

083003

SGC BRIGNOLES



Exercice 2025

18200 ASA ARROSANTS LA FOUX LA ROQUE

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 18/06/2025

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4161	Créances douteuses	62,00						62,00		62,00	
	Sous-total compte 416 :	62,00						62,00		62,00	
	Sous-total compte 41 :	420,24						420,24		420,24	
466	Excédents de versement		92,00	92,00				92,00	92,00		
	Sous-total compte 466 :		92,00	92,00				92,00	92,00		
	Sous-total compte 46 :		92,00	92,00				92,00	92,00		
	Total classe 4 :	420,24	92,00	92,00				512,24	420,24	420,24	
515	Compte au Trésor	4 368,75			92,00			4 368,75	92,00	4 276,75	
	Sous-total compte 515 :	4 368,75			92,00			4 368,75	92,00	4 276,75	
					92,00				92,00		

Edition du 18/06/2025 12:06:57

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

Page 3/4

083003

SGC BRIGNOLES

AR

SOUS-PREFECTURE de BRIGNOLES
Contrôle de légalité des ASA

23 OCT. 2025



Exercice 2025

18200 ASA ARROSANTS LA FOUX LA ROQUE

Balance Réglementaire des comptes du grand Livre

arrêtée à la date du 18/06/2025

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous-total compte 51 :	4 368,75			92,00			4 368,75	92,00	4 276,75	
	Total classe 5 :	4 368,75			92,00			4 368,75	92,00	4 276,75	
	Total Général	38 449,17	38 449,17	92,00	92,00			38 541,17	38 541,17	38 357,17	38 357,17

Edition du 18/06/2025 12:06:57

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

Page 4/4

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2026-06 du 02 février 2026
portant mandatement d'office des Redevances prélèvement d'irrigation 2024 et 2025
sur le budget de l'ASA de la FOUX à La Roquebrussanne

Le Préfet du Var

Vu les articles L.1612-15 et L.1612-16 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'Ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ;

Vu le Décret n°2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 ;

Vu la circulaire INTB0700081C du 11 juillet 2007 du Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales relative à la réforme du régime des associations syndicales de propriétaires ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/74/MCI du 17 décembre 2025 portant délégation de signature à Mme Anne-Cécile VIALLE, sous-préfète de l'arrondissement de BRIGNOLES

Vu les ordres de recouvrer de l'Agence régionale de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse référencés :

- Exercice 2024-n°0013031 d'un montant de 632,00€
- Exercice 2025-n°0008013 d'un montant de 1159,00€

Vu les correspondances de mise en demeure avec accusé de réception, des 14 et 27 mars 2025 et 27 juin 2025, de régler ces redevances dans les meilleurs délais restées sans suite;

Vu l'assemblée générale extraordinaire du 19 septembre 2025 validant les modalités de dissolution comptable et l'apurement des redevances à l'agence de l'eau avant dévolution de l'actif avec répartition aux propriétaires membre de l'ASA ;

Considérant l'arrêté préfectoral n° du 02/02/2026 d'ouverture de crédits au compte 637 afin de régler l'intégralité de la dette soit la somme de 1791,00€ (mille sept-cent quatre-vingt onze euros) ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la sous-préfecture de Brignoles;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Il est procédé au mandatement d'office des créances ci-dessous au profit de l'Agence régionale de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse :

- Exercice 2024-n°0013031 d'un montant de 632,00€ (six-cent trente-deux euros)
- Exercice 2025-n°0008013 d'un montant de 1159,00€ (mille cent cinquante-neuf euros)

Article 2 : Ces sommes seront imputées au compte 60611 « fournitures non stockables eau et assainissement » du budget de fonctionnement de l'ASA et feront l'objet d'un mandat.

Article 3 : En annexe de cet arrêté, les ordres de recouvrer exécutoires valant avis des sommes à payer de l'agence de l'eau et l'arrêté préfectoral d'ouverture de crédits.

Article 4 : La Sous-Préfète de Brignoles et le Directeur départemental des finances publiques du Var sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de l'Association Syndicale Autorisée de la FOUX à La Roquebrussanne ainsi qu'au SGC Compétent et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Brignoles, le 02/02/2026

Pour le Préfet et par délégation,
la Sous-Préfète de Brignoles,



Anne-Cécile VIALLE

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R, 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Var – Boulevard du 112^{ème} régiment d'infanterie – 83070 TOULON CEDEX

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de Toulon – 5 rue Racine – BP 40510 – 83041 TOULON CEDEX 9



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



2-4 Allée de Lodz (près de l'avenue Tony Garnier)
69363 LYON Cedex 07 - Tél. 04 72 71 26 00
N°SIREN 186 901 559
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT
Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006
Décret n°2007-981 du 15 mai 2007

RENSEIGNEMENTS, RECLAMATIONS, VOIES DE RECOURS :
VOIR AU VERSO DU PRESENT DOCUMENT

NOM ET ADRESSE DU DEBITEUR
Matricule : 0009311

VU ET APPROUVÉ
comme annexé à mon arrêté
en date de ce jour
Brignoles, le

- 2 FEV. 2026

ASA DU QUARTIER FOUX

MAIRIE

83136 LA ROQUEBRUSSANNE

ASA DU QUARTIER FOUX

MAIRIE

83136 LA ROQUEBRUSSANNE

ORDRE DE RECOUVRER EXECUTOIRE VALANT AVIS DES SOMMES A PAYER

OBJET	Redevance prélèvement irrigation 2023	
	Solde	
	Contribuable	

En application des articles L213-10 et suivants du code de l'environnement, vous trouverez ci-joint la somme due à l'Agence de l'Eau au titre de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau : Irrigation et pour l'année d'origine précisée en référence du titre.

Le détail des calculs, résultant des derniers éléments connus de l'Agence, figure sur le décompte joint.

Les modalités de règlement sont mentionnées au verso du présent document. Afin d'éviter l'application de pénalités pour retard de paiement, le respect de la date limite de paiement indiquée ci-dessous est impératif.

ATTENTION : Depuis le 1er janvier 2019, la loi ne permet plus le paiement par chèque pour les sommes supérieures à 1 000€.

En cas de besoin, le gestionnaire de votre dossier, dont les coordonnées sont rappelées sur votre décompte, reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

REFERENCES			MONTANT PIECE EN EUROS
Exercice	Numéro Pièce	Imputation	
2024	0013031	01-13-27-757121	632.00
MONTANT TOTAL			632.00
Date d'émission	Date de mise en recouvrement	Date d'exigibilité	DATE LIMITE DE PAIEMENT
18/10/2024	22/10/2024	30/11/2024	15/12/2024
Conformément à l'article L.213-11-10 du code de l'environnement, à défaut de règlement à la date limite de paiement indiquée ci-dessus, une majoration de 10% sera appliquée aux redevances ou fractions de redevances restant dues.			
Références à rappeler avec le règlement MATRICULE : 0009311 TITRE : 2024 0013031 ATTENTION : SI LA SOMME A PAYER EST SUPERIEURE A 1 000 €, VOUS NE POUVEZ PAS REGLER PAR CHEQUE (VOIR VERSO)	CONTACT Cécile OLIET Agent comptable de l'Agence de l'Eau RMC 2 - 4 allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07 ☎ : 04 72 71 26 00 ✉ : contact.ac@eaumrc.fr		Pour valoir titre exécutoire conformément aux dispositions de l'article 192 du Décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Le Directeur général de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse L'ordonnateur, Nicolas MOURLON

Si votre raison sociale est différente de celle portée sur cet avis, je vous prie de nous le signaler en joignant une copie du journal d'annonces légales.

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX REDEVANCES

Ces sommes sont dues, conformément aux délibérations prises par le Conseil d'Administration de l'Agence Rhône Méditerranée Corse, en application des dispositions prévues aux articles L.213-10 et suivants, L.213-11 à L.213-11-7 du code de l'environnement et leurs textes d'application.

MODALITES DE PAIEMENT

Tout paiement doit être accompagné des références figurant au verso de cet Ordre de Recouvrer exécutoire « Références à rappeler avec le règlement », faute de quoi le redevable s'expose au rejet du paiement.

Le règlement est à effectuer :

- de préférence par virement au compte

TP LYON Trésorerie générale du Rhône
MADAME L'AGENT COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE

IBAN : FR76 - 1007 - 1690 - 0000 - 0010 - 0426 - 864 - BIC : TRPUFRP1

- soit par prélèvement automatique.

- soit par chèque bancaire, adressé à

MADAME L'AGENT COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE
2 - 4 Allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07

ATTENTION :

A compter du 01-01-19, l'art. L.213-11-10 du code de l'environnement fixe à 1 000 € la limite de paiement par chèque

Les paiements au moyen d'effets de commerce ne sont pas acceptés.

Pour tout renseignement sur les modalités de paiement, vous pouvez contacter l'Agence Comptable :

Tél : 04.72.71.26.00

Mail : contact.ac@eaumc.fr

RECLAMATIONS (ET VOIES DE RECOURS)

Les réclamations s'exercent en application des dispositions prévues à l'article R.213-48-40 du code de l'environnement. Tout recours au contentieux ne peut avoir lieu sans avoir au préalable adressé une réclamation sous pli recommandé au directeur de l'Agence de l'Eau avant le 31 décembre de la 2^{ème} année suivant la date de notification de l'ordre de recette.

En cas de contestation relative à l'exercice du droit de reprise d'une redevance, la réclamation doit être présentée au plus tard le 31 décembre de la 3^{ème} année suivant celle de la notification de la réduction.

A défaut de décision du directeur notifiée au réclamant dans un délai de 2 mois prolongeable une fois, la réclamation est réputée rejetée.

Le redevable dispose de 2 mois à partir de la réception de l'avis de notification de la décision ou à l'expiration du délai de prise de décision de l'Agence pour saisir le Tribunal Administratif de LYON.

ATTENTION : La réclamation n'est pas en elle-même suspensive de paiement.

RECouvreMENT

Les redevances sont recouvrées par l'Agent Comptable conformément aux règles applicables au recouvrement des créances des établissements publics administratifs et selon les articles du code de l'environnement L.213-11-10 à L.213-11-17, R.213-48-35 à R.213-48-38 et R.213-48-42 à R.213-48-48.

Sauf opérations de reversement visées aux articles R.213-48-35 à R.213-48-37 :

- la date d'exigibilité est fixée au dernier jour du mois qui suit la date de mise en recouvrement,
- la date limite de paiement est fixée au 15 du 2^{ème} mois qui suit la date de mise en recouvrement.

Au-delà de la date limite, une majoration de 10 % est appliquée aux sommes restant dues notifiée par lettre de rappel.

RECouvreMENT CONTENTIEUX

En l'absence de paiement dans le délai de 30 jours à compter de la mise en demeure, l'Agent Comptable peut engager la procédure de recouvrement forcé.

Les frais de poursuites engagés pour le recouvrement des créances sont à la charge des débiteurs.

En application de l'article L.213-11-14 du code de l'environnement, les contestations relatives à l'exercice des poursuites sont adressées, sous peine d'irrecevabilité, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte de recouvrement par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau qui a deux mois pour se prononcer. Si aucune décision n'a été prise dans ce délai ou si la décision rendue ne lui donne pas satisfaction, le contribuable doit, à peine de forclusion, porter l'affaire devant le juge de l'exécution, et ce dans un délai de deux mois.

Affaire suivie par Lydie FLEUROT

☎ 07.64.56.32.36

✉ lydie.fleurot@eaurmc.fr

Décompte

Redevance de prélèvement sur la ressource en eau

(article L.213-10-9 du code de l'environnement)

Année 2023

N° dossier : 202309311RIR1, Période : 01/01/2023 - 31/12/2023, Version : 1

Contribuable : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Débiteur : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Site : 1 - 09311-ASA DE LA FOUX

Désignation de l'ouvrage	Usage	Assiette (m³)	Zone	Taux (€/m³) (1)	Montant
N° : 831085 PRISE CANAL ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Canal	150 661	Déficitaire ZRE	0,00017	25,61 €
N° : 831086 ARROSAGE ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Autre usage éco.	37 000	Déficitaire ZRE	0,01640	606,80 €
Montant total					632,41 €

Assiette totale	187 661 m³
-----------------	------------

Montant de redevance (2)	(F)	632 €
Majoration pour défaut de déclaration ou Majoration pour manquement délibéré (3)	(G) = (F)x(XX%)	0,00 € (0,00%)
Intérêts de retard (4)	(H)	
Autres Majorations ou Majoration pour manquement délibéré (5)	(I)	0,00 € (0,00%)
Autres Intérêts de retard (4)	(J)	
Montant dû	(K) = (F)+(G)+(H)+(I)+(J)	632 €

- (1) Les taux de redevance et les zones de tarification sont fixés par délibération du conseil d'administration de l'agence de l'eau. Les délibérations applicables sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.eaurmc.fr/infos-pratiques/recueils-des-deliberations-approuvees/deliberations-du-conseil-dadministration-de-lagence-de-leau.html>
- (2) La redevance est perçue si le volume total dépasse 7000 m³ par an en ZRE ou 10 000 m³ par an hors ZRE et si le montant redevance est supérieur à 100 €.
- (3) Majorations pour retard ou défaut de déclaration (article L.213-11-7 du code de l'environnement, articles 1728 et 1758A du code général des impôts) :
- déclaration tardive spontanée (avant mise en demeure) : majoration de 10%
 - déclaration tardive non spontanée (dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure) : majoration de 10% + majoration de 10%
 - déclaration non déposée dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure : majoration de 40%
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)
- (4) Les intérêts de retard sont perçus lorsqu'un défaut de déclaration empêche l'émission de la redevance avant le mois de juillet (article L.213-11-7 du code de l'environnement et article 1727 du code général des impôts).
- (5) Si le contrôle porte sur une redevance initiale majorée, la majoration appliquée initialement est appliquée au complément suite à contrôle (art. L.213-11-7 du code de l'environnement). Sinon le complément se voit appliquer une majoration de 10% (article 1758A du CGI). Les mêmes règles s'appliquent aux déclarations incomplètes, sur la partie complétée tardivement.
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)

RENSEIGNEMENTS, RECLAMATIONS, VOIES DE RECOURS :
VOIR AU VERSO DU PRESENT DOCUMENT

NOM ET ADRESSE DU DEBITEUR
Matricule : 0009311

VU ET APPROUVÉ
comme annexé à mon arrêté
en date de ce jour
Brignoles, le

ASA DU QUARTIER FOUX
MAIRIE
83136 LA ROQUEBRUSSANNE

ASA DU QUARTIER FOUX
MAIRIE
83136 LA ROQUEBRUSSANNE

- 2 FEV. 2026

ORDRE DE RECOUVRER EXECUTOIRE VALANT AVIS DES SOMMES A PAYER

OBJET	Redevance prélèvement irrigation 2024	
	Solde	
	Contribuable	



En application des articles L213-10 et suivants du code de l'environnement, vous trouverez ci-joint la somme due à l'Agence de l'Eau au titre de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau : Irrigation et pour l'année d'origine précisée en référence du titre.

Le détail des calculs, résultant des derniers éléments connus de l'Agence, figure sur le décompte joint.

Les modalités de règlement sont mentionnées au verso du présent document. Afin d'éviter l'application de pénalités pour retard de paiement, le respect de la date limite de paiement indiquée ci-dessous est impératif.

ATTENTION : Depuis le 1er janvier 2019, la loi ne permet plus le paiement par chèque pour les sommes supérieures à 1 000€.

En cas de besoin, le gestionnaire de votre dossier, dont les coordonnées sont rappelées sur votre décompte, reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

REFERENCES			MONTANT PIECE EN EUROS
Exercice	Numéro Pièce	Imputation	
2025	0008013	01-13-27-757121	1 159.00
MONTANT TOTAL			1 159.00
Date d'émission	Date de mise en recouvrement	Date d'exigibilité	DATE LIMITE DE PAIEMENT
21/07/2025	25/07/2025	31/08/2025	15/09/2025
Conformément à l'article L.213-11-10 du code de l'environnement, à défaut de règlement à la date limite de paiement indiquée ci-dessus, une majoration de 10% sera appliquée aux redevances ou fractions de redevances restant dues.			
Références à rappeler avec le règlement  MATRICULE : 0009311 TITRE : 2025 0008013 ATTENTION : SI LA SOMME A PAYER EST SUPERIEURE A 1 000 €, VOUS NE POUVEZ PAS REGLER PAR CHEQUE (VOIR VERSO)	CONTACT Cécile OLLIET Agent comptable de l'Agence de l'Eau RMC 2 - 4 allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07 ☎ : 04 72 71 26 00 ✉ : contact.ac@eaumc.fr	Pour valoir titre exécutoire conformément aux dispositions de l'article 192 du Décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.	Le Directeur général de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse  L'ordonnateur, Nicolas MOURLON

Si votre raison sociale est différente de celle portée sur cet avis, je vous prie de nous le signaler en joignant une copie du journal d'annonces légales.

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX REDEVANCES

Ces sommes sont dues, conformément aux délibérations prises par le Conseil d'Administration de l'Agence Rhône Méditerranée Corse, en application des dispositions prévues aux articles L.213-10 et suivants, L.213-11 et suivants du code de l'environnement et leurs textes d'application.

MODALITES DE PAIEMENT

Tout paiement doit être accompagné des références figurant au verso de cet Ordre de Recouvrer exécutoire « Références à rappeler avec le règlement », faute de quoi le redevable s'expose au rejet du paiement.

Le règlement est à effectuer :

- de préférence par virement au compte

TP LYON
L'AGENCE COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE

IBAN : FR76 - 1007 - 1690 - 0000 - 0010 - 0426 - 864 - BIC : TRPUFRP1

- soit par prélèvement automatique.

- soit par chèque bancaire, adressé à

L'AGENCE COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE
2 - 4 Allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07

ATTENTION :

A compter du 01-01-19, l'art. L.213-11-10 du code de l'environnement fixe à 1 000 € la limite de paiement par chèque

Les paiements au moyen d'effets de commerce ne sont pas acceptés.

Pour tout renseignement sur les modalités de paiement, vous pouvez contacter l'Agence Comptable :

Tél : 04.72.71.26.00

Mail : contact.ac@eaurmc.fr

RECLAMATIONS (ET VOIES DE RECOURS)

Les réclamations s'exercent en application des dispositions prévues à l'article R.213-48-40 du code de l'environnement. Tout recours au contentieux ne peut avoir lieu sans avoir au préalable adressé une réclamation sous pli recommandé au directeur de l'Agence de l'Eau avant le 31 décembre de la 2^{ème} année suivant la date de notification de l'ordre de recette.

En cas de contestation relative à l'exercice du droit de reprise d'une redevance, la réclamation doit être présentée au plus tard le 31 décembre de la 3^{ème} année suivant celle de la notification de la réduction.

A défaut de décision du directeur notifiée au réclamant dans un délai de 2 mois prolongeable une fois, la réclamation est réputée rejetée.

Le redevable dispose de 2 mois à partir de la réception de l'avis de notification de la décision ou à l'expiration du délai de prise de décision de l'Agence pour saisir le Tribunal Administratif de LYON.

ATTENTION : La réclamation n'est pas en elle-même suspensive de paiement.

RECouvreMENT

Les redevances sont recouvrées par l'Agent Comptable conformément aux règles applicables au recouvrement des créances des établissements publics administratifs et selon les articles du code de l'environnement L.213-11-10 à L.213-11-17, D.213-48-35 et R.213-48-36 à R.213-48-38 et D.213-48-42 et R.213-48-43 à R.213-48-48.

Sauf opérations de reversement visées aux articles D.213-48-35 et R.213-48-36 à R.213-48-37 :

- la date d'exigibilité est fixée au dernier jour du mois qui suit la date de mise en recouvrement,
- la date limite de paiement est fixée au 15 du 2^{ème} mois qui suit la date de mise en recouvrement.

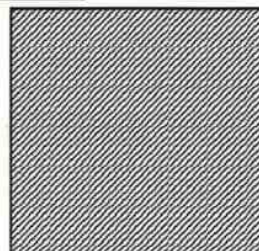
Au-delà de la date limite, une majoration de 10 % est appliquée aux sommes restant dues notifiée par lettre de rappel.

RECouvreMENT CONTENTIEUX

En l'absence de paiement dans le délai de 30 jours à compter de la mise en demeure, l'Agent Comptable peut engager la procédure de recouvrement forcé.

Les frais de poursuites engagés pour le recouvrement des créances sont à la charge des débiteurs.

En application de l'article L.213-11-14 du code de l'environnement, les contestations relatives à l'exercice des poursuites sont adressées, sous peine d'irrecevabilité, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte de recouvrement par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau qui a deux mois pour se prononcer. Si aucune décision n'a été prise dans ce délai ou si la décision rendue ne lui donne pas satisfaction, le contribuable doit, à peine de forclusion, porter l'affaire devant le juge de l'exécution, et ce dans un délai de deux mois.



Affaire suivie par Lydie FLEUROT

☎ 07.64.56.32.36

✉ lydie.fleurot@eaumc.fr

Décompte

Redevance de prélèvement sur la ressource en eau

(article L.213-10-9 du code de l'environnement)

Année 2024

N° dossier : 202409311RIR1, Période : 01/01/2024 - 31/12/2024, Version : 1

Contribuable : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Débiteur : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Site : 1 - 09311-ASA DE LA FOUX

Désignation de l'ouvrage	Usage	Assiette (m³)	Zone	Taux (€/m³) (1)	Montant
N° : 831085 PRISE CANAL ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Canal	342 469	Déficitaire ZRE	0,00018	61,64 €
N° : 831086 ARROSAGE ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Autre usage éco.	37 000	Déficitaire ZRE	0,02070	765,90 €
Montant total					827,54 €

Assiette totale	379 469 m³	
-----------------	------------	--

Montant de redevance (2)	(F)	828 €
Majoration pour défaut de déclaration ou Majoration pour manquement délibéré (3)	(G) = (F)x(XX%)	331,00 € (40,00%)
Intérêts de retard (4)	(H)	
Autres Majorations ou Majoration pour manquement délibéré (5)	(I)	0,00 € (0,00%)
Autres Intérêts de retard (4)	(J)	
Montant dû	(K) = (F)+(G)+(H)+(I)+(J)	1 159 €

- (1) Les taux de redevance et les zones de tarification sont fixés par délibération du conseil d'administration de l'agence de l'eau. Les délibérations applicables sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.eaurmc.fr/infos-pratiques/recueils-des-deliberations-approuvees/deliberations-du-conseil-dadministration-de-lagence-de-leau.html>
- (2) La redevance est perçue si le volume total dépasse 7000 m³ par an en ZRE ou 10 000 m³ par an hors ZRE et si le montant redevance est supérieur à 100 €.
- (3) Majorations pour retard ou défaut de déclaration (article L.213-11-7 du code de l'environnement, articles 1728 et 1758A du code général des impôts) :
- déclaration tardive spontanée (avant mise en demeure) : majoration de 10%
 - déclaration tardive non spontanée (dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure) : majoration de 10% + majoration de 10%
 - déclaration non déposée dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure : majoration de 40%
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)
- (4) Les intérêts de retard sont perçus lorsqu'un défaut de déclaration empêche l'émission de la redevance avant le mois de juillet (article L.213-11-7 du code de l'environnement et article 1727 du code général des impôts).
- (5) Si le contrôle porte sur une redevance initiale majorée, la majoration appliquée initialement est appliquée au complément suite à contrôle (art. L.213-11-7 du code de l'environnement). Sinon le complément se voit appliquer une majoration de 10% (article 1758A du CGI). Les mêmes règles s'appliquent aux déclarations incomplètes, sur la partie complétée tardivement.
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2026-05 du 02 février 2026
portant ouverture de crédits au compte 637 du budget de l'ASA
de la FOUX à La Roquebrussanne

Le Préfet du Var

Vu le Code général des collectivités territoriales pour l'application des règles budgétaires et comptables aux établissements publics;

Vu l'Ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ;

Vu le Décret n°2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 ;

Vu la circulaire INTB0700081C du 11 juillet 2007 du Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales relative à la réforme du régime des associations syndicales de propriétaires ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/74/MCI du 17 décembre 2025 portant délégation de signature à Mme Anne-Cécile VIALLE, sous-préfète de l'arrondissement de BRIGNOLES

Vu l'instruction budgétaire et comptable applicable à l'association syndicale autorisée de la FOUX à La Roquebrussanne, et notamment les dispositions relatives au compte 637 « Autres impôts, taxes et versements assimilés » ;

Vu les ordres de recouvrer de l'Agence régionale de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse référencés :

- Exercice 2024-n°0013031 d'un montant de 632,00€
- Exercice 2025-n°0008013 d'un montant de 1159,00€

Vu les correspondances de mise en demeure avec accusé de réception, des 14 et 27 mars 2025 et 27 juin 2025, de régler ces redevances dans les meilleurs délais restées sans suite;

Vu l'assemblée générale extraordinaire du 19 septembre 2025 validant les modalités de dissolution comptable et l'apurement des redevances à l'agence de l'eau avant dévolution de l'actif avec répartition aux propriétaires membre de l'ASA ;

Considérant que les redevances dues à l'agence de l'eau constituent une dépense obligatoire pour l'association syndicale autorisée de la FOUX à La Roquebrussanne ;

Considérant que l'absence de budget et d'ouverture de crédits au budget de l'ASA compromet le respect des obligations légales et justifie l'intervention du préfet en sa qualité d'autorité de tutelle ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la sous-préfecture de Brignoles;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Ouverture d'office des crédits

«Il est procédé à l'ouverture d'office, au budget de l'association syndicale autorisée de la FOUX à La Roquebrussanne, compte 637 « Autres impôts, taxes et versements assimilés », d'un crédit de 1791,00€ (mille sept-cent quatre-vingt onze euros), destiné au règlement des créances ci-dessous au profit de l'Agence régionale de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse :

- Exercice 2024-n°0013031 d'un montant de 632,00€ (six-cent trente-deux euros)
- Exercice 2025-n°0008013 d'un montant de 1159,00€ (mille cent cinquante-neuf euros)

Article 2 : Mandatement et comptable

Un arrêté Préfectoral portant mandatement d'office des Redevances prélèvement d'irrigation exercice 2024 et 2025 sur le budget de l'ASA de la FOUX à La Roquebrussanne est émis ce jour sous le numéro 2026-06 du 02/02/2026 afin de procéder au mandatement de la dépense à hauteur des crédits ainsi ouverts, sur le compte 637 précité.

Le comptable public assignataire est chargé de prendre en charge et de payer les mandats émis en exécution du présent arrêté, dans la limite des crédits ouverts à ce titre.

Article 3 : En annexe de cet arrêté, les ordres de recouvrer exécutoires valant avis des sommes à payer de l'agence de l'eau.

Article 4 : La Sous-Préfète de Brignoles et le Directeur départemental des finances publiques du Var sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de l'Association Syndicale Autorisée de la FOUX à La Roquebrussanne ainsi qu'au SGC Compétent et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Brignoles, le 02/02/2026

Pour le Préfet et par délégation,
la Sous-Préfète de Brignoles,



Anne-Cécile VIALLE

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R, 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Var – Boulevard du 112ème régiment d'infanterie – 83070 TOULON CEDEX

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de Toulon – 5 rue Racine – BP 40510 – 83041 TOULON CEDEX 9

04.94.3703.64 – sp-brignoles-asa-asl@var.gouv.fr

92 RUE DE LA RÉPUBLIQUE CS 20302 - 83175 BRIGNOLES CEDEX - WWW.VAR.GOUV.FR

RENSEIGNEMENTS, RECLAMATIONS, VOIES DE RECOURS :
VOIR AU VERSO DU PRESENT DOCUMENT

NOM ET ADRESSE DU DEBITEUR
Matricule : 0009311

VU ET APPROUVÉ
comme annexé à mon arrêté
en date de ce jour
Brignoles, le

- 2 FEV. 2026

ASA DU QUARTIER FOUX

MAIRIE

83136 LA ROQUEBRUSSANNE

ASA DU QUARTIER FOUX

MAIRIE

83136 LA ROQUEBRUSSANNE

ORDRE DE RECOUVRER EXECUTOIRE VALANT AVIS DES SOMMES A PAYER

OBJET	Redevance prélèvement irrigation 2023	
	Solde	
	Contribuable	


En application des articles L213-10 et suivants du code de l'environnement, vous trouverez ci-joint la somme due à l'Agence de l'Eau au titre de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau : Irrigation et pour l'année d'origine précisée en référence du titre.

Le détail des calculs, résultant des derniers éléments connus de l'Agence, figure sur le décompte joint.

Les modalités de règlement sont mentionnées au verso du présent document. Afin d'éviter l'application de pénalités pour retard de paiement, le respect de la date limite de paiement indiquée ci-dessous est impératif.

ATTENTION : Depuis le 1er janvier 2019, la loi ne permet plus le paiement par chèque pour les sommes supérieures à 1 000€.

En cas de besoin, le gestionnaire de votre dossier, dont les coordonnées sont rappelées sur votre décompte, reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

REFERENCES			MONTANT PIECE EN EUROS
Exercice	Numéro Pièce	Imputation	632.00
2024	0013031	01-13-27-757121	
MONTANT TOTAL			632.00
Date d'émission	Date de mise en recouvrement	Date d'exigibilité	DATE LIMITE DE PAIEMENT
18/10/2024	22/10/2024	30/11/2024	15/12/2024
Conformément à l'article L.213-11-10 du code de l'environnement, à défaut de règlement à la date limite de paiement indiquée ci-dessus, une majoration de 10% sera appliquée aux redevances ou fractions de redevances restant dues.			
Références à rappeler avec le règlement MATRICULE : 0009311 TITRE : 2024 0013031 ATTENTION : SI LA SOMME A PAYER EST SUPERIEURE A 1 000 €, VOUS NE POUVEZ PAS REGLER PAR CHEQUE (VOIR VERSO)	CONTACT Cécile OLLIET Agent comptable de l'Agence de l'Eau RMC 2 - 4 allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07 ☎ : 04 72 71 26 00 ✉ : contact.ac@eaurmc.fr	Pour valoir titre exécutoire conformément aux dispositions de l'article 192 du Décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.	Le Directeur général de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse  L'ordonnateur, Nicolas MOURLON

Si votre raison sociale est différente de celle portée sur cet avis, je vous prie de nous le signaler en joignant une copie du journal d'annonces légales.

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX REDEVANCES

Ces sommes sont dues, conformément aux délibérations prises par le Conseil d'Administration de l'Agence Rhône Méditerranée Corse, en application des dispositions prévues aux articles L.213-10 et suivants, L.213-11 à L.213-11-7 du code de l'environnement et leurs textes d'application.

MODALITES DE PAIEMENT

Tout paiement doit être accompagné des références figurant au verso de cet Ordre de Recouvrer exécutoire « Références à rappeler avec le règlement », faute de quoi le redevable s'expose au rejet du paiement.

Le règlement est à effectuer :

- de préférence par virement au compte

TP LYON Trésorerie générale du Rhône
MADAME L'AGENT COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE

IBAN : FR76 – 1007 – 1690 – 0000 – 0010 – 0426 – 864 – BIC : TRPUFRP1

- soit par prélèvement automatique.
- soit par chèque bancaire, adressé à

MADAME L'AGENT COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE
2 – 4 Allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07

ATTENTION :

A compter du 01-01-19, l'art. L.213-11-10 du code de l'environnement fixe à 1 000 € la limite de paiement par chèque

Les paiements au moyen d'effets de commerce ne sont pas acceptés.

Pour tout renseignement sur les modalités de paiement, vous pouvez contacter l'Agence Comptable :

Tél : 04.72.71.26.00

Mail : contact.ac@eaurmc.fr

RECLAMATIONS (ET VOIES DE RECOURS)

Les réclamations s'exercent en application des dispositions prévues à l'article R.213-48-40 du code de l'environnement. Tout recours au contentieux ne peut avoir lieu sans avoir au préalable adressé une réclamation sous pli recommandé au directeur de l'Agence de l'Eau avant le 31 décembre de la 2^{ème} année suivant la date de notification de l'ordre de recette.

En cas de contestation relative à l'exercice du droit de reprise d'une redevance, la réclamation doit être présentée au plus tard le 31 décembre de la 3^{ème} année suivant celle de la notification de la réduction.

A défaut de décision du directeur notifiée au réclamant dans un délai de 2 mois prolongeable une fois, la réclamation est réputée rejetée.

Le redevable dispose de 2 mois à partir de la réception de l'avis de notification de la décision ou à l'expiration du délai de prise de décision de l'Agence pour saisir le Tribunal Administratif de LYON.

ATTENTION : La réclamation n'est pas en elle-même suspensive de paiement.

RECouvreMENT

Les redevances sont recouvrées par l'Agent Comptable conformément aux règles applicables au recouvrement des créances des établissements publics administratifs et selon les articles du code de l'environnement L.213-11-10 à L.213-11-17, R.213-48-35 à R.213-48-38 et R.213-48-42 à R.213-48-48.

Sauf opérations de reversement visées aux articles R.213-48-35 à R.213-48-37 :

- la date d'exigibilité est fixée au dernier jour du mois qui suit la date de mise en recouvrement,
- la date limite de paiement est fixée au 15 du 2^{ème} mois qui suit la date de mise en recouvrement.

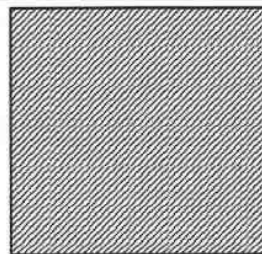
Au-delà de la date limite, une majoration de 10 % est appliquée aux sommes restant dues notifiée par lettre de rappel.

RECouvreMENT CONTENTIEUX

En l'absence de paiement dans le délai de 30 jours à compter de la mise en demeure, l'Agent Comptable peut engager la procédure de recouvrement forcé.

Les frais de poursuites engagés pour le recouvrement des créances sont à la charge des débiteurs.

En application de l'article L.213-11-14 du code de l'environnement, les contestations relatives à l'exercice des poursuites sont adressées, sous peine d'irrecevabilité, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte de recouvrement par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau qui a deux mois pour se prononcer. Si aucune décision n'a été prise dans ce délai ou si la décision rendue ne lui donne pas satisfaction, le contribuable doit, à peine de forclusion, porter l'affaire devant le juge de l'exécution, et ce dans un délai de deux mois.



Affaire suivie par Lydie FLEUROT

☎ 07.64.56.32.36

✉ lydie.fleurot@eamrnc.fr

Décompte

Redevance de prélèvement sur la ressource en eau

(article L.213-10-9 du code de l'environnement)

Année 2023

N° dossier : 202309311RIR1, Période : 01/01/2023 - 31/12/2023, Version : 1

Contribuable : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Débiteur : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Site : 1 - 09311-ASA DE LA FOUX

Désignation de l'ouvrage	Usage	Assiette (m³)	Zone	Taux (€/m³) (1)	Montant
N° : 831085 PRISE CANAL ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Canal	150 661	Déficitaire ZRE	0,00017	25,61 €
N° : 831086 ARROSAGE ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Autre usage éco.	37 000	Déficitaire ZRE	0,01640	606,80 €
Montant total					632,41 €

Assiette totale	187 661 m³
-----------------	------------

Montant de redevance (2)	(F)	632 €
Majoration pour défaut de déclaration ou Majoration pour manquement délibéré (3)	(G) = (F)x(XX%)	0,00 € (0,00%)
Intérêts de retard (4)	(H)	
Autres Majorations ou Majoration pour manquement délibéré (5)	(I)	0,00 € (0,00%)
Autres Intérêts de retard (4)	(J)	
Montant dû	(K) = (F)+(G)+(H)+(I)+(J)	632 €

- (1) Les taux de redevance et les zones de tarification sont fixés par délibération du conseil d'administration de l'agence de l'eau. Les délibérations applicables sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.eaurmc.fr/infos-pratiques/recueils-des-deliberations-approuvees/deliberations-du-conseil-dadministration-de-lagence-de-leau.html>
- (2) La redevance est perçue si le volume total dépasse 7000 m³ par an en ZRE ou 10 000 m³ par an hors ZRE et si le montant redevance est supérieur à 100 €.
- (3) Majorations pour retard ou défaut de déclaration (article L.213-11-7 du code de l'environnement, articles 1728 et 1758A du code général des impôts) :
- déclaration tardive spontanée (avant mise en demeure) : majoration de 10%
 - déclaration tardive non spontanée (dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure) : majoration de 10% + majoration de 10%
 - déclaration non déposée dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure : majoration de 40%
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)
- (4) Les intérêts de retard sont perçus lorsqu'un défaut de déclaration empêche l'émission de la redevance avant le mois de juillet (article L.213-11-7 du code de l'environnement et article 1727 du code général des impôts).
- (5) Si le contrôle porte sur une redevance initiale majorée, la majoration appliquée initialement est appliquée au complément suite à contrôle (art. L.213-11-7 du code de l'environnement). Sinon le complément se voit appliquer une majoration de 10% (article 1758A du CGI). Les mêmes règles s'appliquent aux déclarations incomplètes, sur la partie complétée tardivement.
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)

RENSEIGNEMENTS, RECLAMATIONS, VOIES DE RECOURS :
VOIR AU VERSO DU PRESENT DOCUMENT

NOM ET ADRESSE DU DEBITEUR
Matricule : 0009311

VU ET APPROUVÉ
comme annexé à mon arrêté
en date de ce jour

ASA DU QUARTIER FOUX
MAIRIE
83136 LA ROQUEBRUSSANNE

ASA DU QUARTIER FOUX
MAIRIE
83136 LA ROQUEBRUSSANNE

Grignoles, le

- 2 FEV. 2026

ORDRE DE RECOUVRER EXECUTOIRE VALANT AVIS DES SOMMES A PAYER

OBJET	Redevance prélèvement irrigation 2024	
	Solde	
	Contribuable	


En application des articles L213-10 et suivants du code de l'environnement, vous trouverez ci-joint la somme dûe à l'Agence de l'Eau au titre de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau : Irrigation et pour l'année d'origine précisée en référence du titre.

Le détail des calculs, résultant des derniers éléments connus de l'Agence, figure sur le décompte joint.

Les modalités de règlement sont mentionnées au verso du présent document. Afin d'éviter l'application de pénalités pour retard de paiement, le respect de la date limite de paiement indiquée ci-dessous est impératif.

ATTENTION : Depuis le 1er janvier 2019, la loi ne permet plus le paiement par chèque pour les sommes supérieures à 1 000€.

En cas de besoin, le gestionnaire de votre dossier, dont les coordonnées sont rappelées sur votre décompte, reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

REFERENCES			MONTANT PIECE EN EUROS
Exercice	Numéro Pièce	Imputation	
2025	0008013	01-13-27-757121	1 159.00
MONTANT TOTAL			1 159.00
Date d'émission	Date de mise en recouvrement	Date d'exigibilité	DATE LIMITE DE PAIEMENT
21/07/2025	25/07/2025	31/08/2025	15/09/2025
Conformément à l'article L.213-11-10 du code de l'environnement, à défaut de règlement à la date limite de paiement indiquée ci-dessus, une majoration de 10% sera appliquée aux redevances ou fractions de redevances restant dues.			
Références à rappeler avec le règlement MATRICULE : 0009311 TITRE : 2025 0008013 ATTENTION : SI LA SOMME A PAYER EST SUPERIEURE A 1 000 €, VOUS NE POUVEZ PAS REGLER PAR CHEQUE (VOIR VERSO)	CONTACT Cécile OLLIET Agent comptable de l'Agence de l'Eau RMC 2 - 4 allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07 ☎ : 04 72 71 26 00 ✉ : contact.ac@eaurmc.fr	Pour valoir titre exécutoire conformément aux dispositions de l'article 192 du Décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.	Le Directeur général de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse  L'ordonnateur, Nicolas MOURLON

Si votre raison sociale est différente de celle portée sur cet avis, je vous prie de nous le signaler en joignant une copie du journal d'annonces légales.

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX REDEVANCES

Ces sommes sont dues, conformément aux délibérations prises par le Conseil d'Administration de l'Agence Rhône Méditerranée Corse, en application des dispositions prévues aux articles L.213-10 et suivants, L.213-11 et suivants du code de l'environnement et leurs textes d'application.

MODALITES DE PAIEMENT

Tout paiement doit être accompagné des références figurant au verso de cet Ordre de Recouvrer exécutoire « Références à rappeler avec le règlement », faute de quoi le redevable s'expose au rejet du paiement.

Le règlement est à effectuer :

- de préférence par virement au compte

TP LYON
L'AGENCE COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE

IBAN : FR76 – 1007 – 1690 – 0000 – 0010 – 0426 – 864 – BIC : TRPUFRP1

- soit par prélèvement automatique.

- soit par chèque bancaire, adressé à

L'AGENCE COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE
2 – 4 Allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07

ATTENTION :

A compter du 01-01-19, l'art. L.213-11-10 du code de l'environnement fixe à 1 000 € la limite de paiement par chèque

Les paiements au moyen d'effets de commerce ne sont pas acceptés.

Pour tout renseignement sur les modalités de paiement, vous pouvez contacter l'Agence Comptable :

Tél : 04.72.71.26.00

Mail : contact.ac@eaurmc.fr

RECLAMATIONS (ET VOIES DE RECOURS)

Les réclamations s'exercent en application des dispositions prévues à l'article R.213-48-40 du code de l'environnement. Tout recours au contentieux ne peut avoir lieu sans avoir au préalable adressé une réclamation sous pli recommandé au directeur de l'Agence de l'Eau avant le 31 décembre de la 2^{ème} année suivant la date de notification de l'ordre de recette.

En cas de contestation relative à l'exercice du droit de reprise d'une redevance, la réclamation doit être présentée au plus tard le 31 décembre de la 3^{ème} année suivant celle de la notification de la réduction.

A défaut de décision du directeur notifiée au réclamant dans un délai de 2 mois prolongeable une fois, la réclamation est réputée rejetée.

Le redevable dispose de 2 mois à partir de la réception de l'avis de notification de la décision ou à l'expiration du délai de prise de décision de l'Agence pour saisir le Tribunal Administratif de LYON.

ATTENTION : La réclamation n'est pas en elle-même suspensive de paiement.

RECouvreMENT

Les redevances sont recouvrées par l'Agent Comptable conformément aux règles applicables au recouvrement des créances des établissements publics administratifs et selon les articles du code de l'environnement L.213-11-10 à L.213-11-17, D.213-48-35 et R.213-48-36 à R.213-48-38 et D.213-48-42 et R.213-48-43 à R.213-48-48.

Sauf opérations de reversement visées aux articles D.213-48-35 et R.213-48-36 à R.213-48-37 :

- la date d'exigibilité est fixée au dernier jour du mois qui suit la date de mise en recouvrement,
- la date limite de paiement est fixée au 15 du 2^{ème} mois qui suit la date de mise en recouvrement.

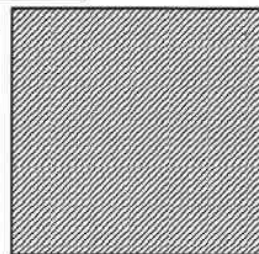
Au-delà de la date limite, une majoration de 10 % est appliquée aux sommes restant dues notifiée par lettre de rappel.

RECouvreMENT CONTENTIEUX

En l'absence de paiement dans le délai de 30 jours à compter de la mise en demeure, l'Agent Comptable peut engager la procédure de recouvrement forcé.

Les frais de poursuites engagés pour le recouvrement des créances sont à la charge des débiteurs.

En application de l'article L.213-11-14 du code de l'environnement, les contestations relatives à l'exercice des poursuites sont adressées, sous peine d'irrecevabilité, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte de recouvrement par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau qui a deux mois pour se prononcer. Si aucune décision n'a été prise dans ce délai ou si la décision rendue ne lui donne pas satisfaction, le contribuable doit, à peine de forclusion, porter l'affaire devant le juge de l'exécution, et ce dans un délai de deux mois.



Affaire suivie par Lydie FLEUROT

☎ 07.64.56.32.36

✉ lydie.fleurot@eaurmc.fr

Décompte

Redevance de prélèvement sur la ressource en eau

(article L.213-10-9 du code de l'environnement)

Année 2024

N° dossier : 202409311RIR1, Période : 01/01/2024 - 31/12/2024, Version : 1

Contribuable : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Débiteur : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Site : 1 - 09311-ASA DE LA FOUX

Désignation de l'ouvrage	Usage	Assiette (m³)	Zone	Taux (€/m³) (1)	Montant
N° : 831085 PRISE CANAL ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Canal	342 469	Déficitaire ZRE	0,00018	61,64 €
N° : 831086 ARROSAGE ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Autre usage éco.	37 000	Déficitaire ZRE	0,02070	765,90 €
Montant total					827,54 €

Assiette totale	379 469 m³	
-----------------	------------	--

Montant de redevance (2)	(F)	828 €
Majoration pour défaut de déclaration ou Majoration pour manquement délibéré (3)	(G) = (F)x(XX%)	331,00 € (40,00%)
Intérêts de retard (4)	(H)	
Autres Majorations ou Majoration pour manquement délibéré (5)	(I)	0,00 € (0,00%)
Autres Intérêts de retard (4)	(J)	
Montant dû	(K) = (F)+(G)+(H)+(I)+(J)	1 159 €

- (1) Les taux de redevance et les zones de tarification sont fixés par délibération du conseil d'administration de l'agence de l'eau. Les délibérations applicables sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.eaurmc.fr/infos-pratiques/recueils-des-deliberations-approuvees/deliberations-du-conseil-dadministration-de-lagence-de-leau.html>
- (2) La redevance est perçue si le volume total dépasse 7000 m³ par an en ZRE ou 10 000 m³ par an hors ZRE et si le montant redevance est supérieur à 100 €.
- (3) Majorations pour retard ou défaut de déclaration (article L.213-11-7 du code de l'environnement, articles 1728 et 1758A du code général des impôts) :
- déclaration tardive spontanée (avant mise en demeure) : majoration de 10%
 - déclaration tardive non spontanée (dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure) : majoration de 10% + majoration de 10%
 - déclaration non déposée dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure : majoration de 40%
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)
- (4) Les intérêts de retard sont perçus lorsqu'un défaut de déclaration empêche l'émission de la redevance avant le mois de juillet (article L.213-11-7 du code de l'environnement et article 1727 du code général des impôts).
- (5) Si le contrôle porte sur une redevance initiale majorée, la majoration appliquée initialement est appliquée au complément suite à contrôle (art. L.213-11-7 du code de l'environnement). Sinon le complément se voit appliquer une majoration de 10% (article 1758A du CGI). Les mêmes règles s'appliquent aux déclarations incomplètes, sur la partie complétée tardivement.
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)

Sous-préfecture de Brignoles

83-2026-02-03-00008

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant modification du périmètre de
l'Association Syndicale Autorisée
des Arrosants de QUEYROL à Châteauvert

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2026- 09– du 03 février 2026
portant modification du périmètre de l'Association Syndicale Autorisée
des Arrosants de QUEYROL à Châteaupert

Le Préfet du Var

Vu l'Ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ;

Vu le Décret n°2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 ;

Vu la circulaire INTB0700081C du 11 juillet 2007 du Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales relative à la réforme du régime des associations syndicales de propriétaires ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/74/MCI du 17 décembre 2025 portant délégation de signature à Mme Anne-Cécile VIALLE, sous-préfète de l'arrondissement de BRIGNOLES ;

Vu l'arrêté de mise en conformité du 20 janvier 2009 et l'arrêté préfectoral portant modification de désignation comptal N)2019-37 du 12/08/2019 ;

Vu le procès-verbal de l'assemblée générale du 15 juillet 2025 et la demande d'adhésion au périmètre de l'ASA du lot 253 section E3 représentant 0,0171ha;

Considérant que les conditions sont remplies pour adopter la modification de périmètre avec extension d'une parcelle lot 253 section E3 pour 0,0171ha;

Considérant que selon les dispositions de l'ordonnance et du décret sus-visés, il appartient à l'autorité administrative compétente dans le département d'établir cet arrêté ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Sous-Préfecture de Brignoles ;

ARRÊTE

Article 1^{er}: Le périmètre de l'Association Syndicale Autorisée des Arrosants de QUEYROL à Châteauvert est modifié.

Article 2: le nouvel état parcellaire et les statuts sont annexés au présent arrêté.

Article 3: Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du VAR. Le Président de l'Association Syndicale Autorisée des Arrosants de QUEYROL à Châteauvert notifiera le présent arrêté à chacun des propriétaires. Il sera affiché dans la commune de Châteauvert, territoire sur lequel s'étend le périmètre de l'ASA dans un délai de quinze jours à compter de la publication de l'arrêté.

Article 4: Une copie de cet arrêté est transmise à la Direction Départementale des Finances Publiques.

Article 5: Une copie de cet arrêté est transmise à la Direction Départementale des Territoire et de la Mer (DDTM / SEBIO / CANAUX).

Article 6: M. le Secrétaire Général de la sous-préfecture de Brignoles, le Président de l'Association Syndicale Autorisée des Arrosants de QUEYROL à Châteauvert, Monsieur le Maire de Châteauvert, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Brignoles, le 03/02/2026

Pour le Préfet et par délégation,
la Sous-Préfète de Brignoles,

signé

Anne-Cécile VIALLE

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R, 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Var – Boulevard du 112ème régiment d'infanterie – 83070 TOULON CEDEX

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de Toulon – 5 rue Racine – BP 40510 – 83041 TOULON CEDEX 9

N°role 2024	ADRESSE			n° de parcelles	Surface en ha
1	Quartier Rouvière Plane, 83670, CHATEAUVERT			161	0,211
2	Quartier Hôpital 83149-BRAS			195 part 199,212,214,218,226,227,228,229,230,231,232,370	1,9783
3	Les Rails sur le Chemin. 83149-BRAS			151,154,155,156	1,2358
4	Quartier Roulette,route de Brignoles 83149-BRAS - adresse tutrice Mme Bonnaud -238 chemin fontaine des 5 sous - 83330- Le Beausset			198,215	0,1895
5	Lacout 46350 - Cales			135,136,160	2,6772
6	Les Florens, 83670-CHATEAUVERT			157,158,159	0,8611
7	636 chemin de queirol. 83670-châteauvert			192,193	0,7121
8	60 rue jules ISAAC.13009-Marseille			378	0,0939
9	5 rue du Transvaal- 13004-MARSEILLE			379	0,0959
10	565 CD 45 quartier bellevue 13360 Roquevaire			374-163	0,21
11	5 rue du pic megal. 31240 L'union			164 -371-377	0,5721
12	villa Chantefeuille, chemin du Jarret-Le Logis-Neuf. 13190-ALLAUCH			375 -376(indiv- Claude ARNAUD, Agnès BLANJOUE, Danièle DESBIEF-MONPESSIN)	0,1787
13	18 rue de la Saisinne 7061-THIEUSIES-Belgique			150	0,4514
14	Quartier Queyrol 83670-CHATEAUVERT			427	0,143
15	402 chemin de Queirol 83670-CHATEAUVERT			175, 176, 177	1,0491
16	Bellevue,1980 ch de la cadette 83149 -BRAS			165 - 372- 373 -- 380	0,5448
18	74 bd de Strasbourg 83000-TOULON			194, 195 ,204, 206, 207,208, 209, 210	2,3209
19	6 route de Lichères, 89310 - POILLY/SERAIN			183,184,185,185	0,7139
20	632 chemin de queirol 83670-CHATEAUVERT			451,452,453,454	1,9008
17	5 avenue Malaussena, 06000-NICE			179- 181	1,1032
21	870 chemin de l'eau salée. 83670 – Barjols			253	0,0171
22	Château favori - Domaine FAVORI- 83149 BRAS			366	0,3601
23	Lombeek Straat, 22 A 1760, ROUSDAAL-PAMEL, Belgique			166,167,168	0,8175
24	inconnu	inconnu	inconnu	426	0,132
				Total superficie	18,5694

ASA du QUEYROL – CHATEAUVERT

VU ET APPROUVÉ
comme annexé à mon arrêté
en date de ce jour
Brignoles. le

- 3 FEV. 2026

STATUTS DE L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE D'IRRIGATION DU QUARTIER DE QUEYROL

ARTICLE 1 :

Sont réunis en Association Syndicale Autorisée les propriétaires de terrains compris dans son périmètre.

Un plan cadastral des parcelles comprises dans le périmètre est annexé aux présents statuts ainsi qu'une liste précisant leurs références cadastrales, leurs surfaces cadastrales et le nom de leurs propriétaires.

L'Association est soumise aux réglementations en vigueur notamment à l'Ordonnance 2004-632 du 1^{er} Juillet 2004 et à ses textes d'application (Décret 2006-504 du 3 Mai 2006), ainsi qu'aux dispositions spécifiées dans les présents statuts et dans le règlement de service lorsque celui-ci existe.

Ces statuts correspondent à la mise en conformité (imposée par l'article 60 de l'Ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet) des statuts approuvés en date du 18 juillet 1954 par arrêté préfectoral du Var.

ARTICLE 2 :

Les droits et obligations qui dérivent de la constitution de l'Association sont attachés aux immeubles ou parties d'immeubles compris dans le périmètre et les suivent, en quelques mains qu'ils passent, jusqu'à dissolution de l'Association ou la réduction de son périmètre.

Les propriétaires membres ont l'obligation d'informer :

- Les acheteurs éventuels de parcelles engagées dans l'Association, des charges et des droits attachés à ces parcelles ;
- Les locataires de l'immeuble, de cette inclusion et des éventuelles servitudes afférentes.

Toute mutation de propriété d'un immeuble inclus dans le périmètre doit également être notifiée au Président de l'association par le notaire qui en fait le constat.

ARTICLE 3 : SIEGE ET NOM

Le siège de l'Association est fixé à
Elle prend le nom de :

modification siège social suite AG du 28 janvier 2017
Mairie de Châteauvert - 83670
ASA du Queyrol

ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE D'IRRIGATION DU QUARTIER DE QUEYROL

ARTICLE 4 : OBJET

L'Association a pour objet la construction, l'entretien et l'exploitation d'un canal d'irrigation ainsi que l'exécution des travaux complémentaires de grosses réparations, d'amélioration ou d'extension qui pourraient être reconnus utiles.

ARTICLE 5 : LES ORGANES

L'Association a pour organes administratifs l'Assemblée des Propriétaires, le Syndicat et le Président.

ARTICLE 6 : L'ASSEMBLEE DES PROPRIETAIRES

L'assemblée des propriétaires réunit les propriétaires dans le respect des dispositions suivantes :

- Un état nominatif des propriétaires des terrains inclus dans le périmètre de l'association est tenu à jour par le Président de l'A.S.A, et sert de base pour les convocations aux réunions des assemblées.
- Chaque propriétaire a droit à UNE voix.

1

VU ET APPROUVÉ
comme annexé à mon arrêté
en date de ce jour
Brignoles, le

- 3 FEV. 2026

ARTICLE 7 : REUNION DE L'ASSEMBLEE DES PROPRIETAIRES ET DELIBERATIONS

I. REUNIONS. L'assemblée des propriétaires se réunit en session ordinaire tous les ans dans la deuxième quinzaine de janvier.

Les convocations à l'assemblée sont adressées par lettre simple, par fax, par courrier électronique ou remise en main propre, par le Président, à chaque membre de l'Association, 15 jours au moins avant la réunion, et indiquent le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la séance.

En cas d'urgence, ce délai de convocation peut être abrégé à 5 jours par le Président.

Dans le même délai, le Préfet et les communes sur le territoire desquelles s'étend le périmètre de l'Association sont avisés de la réunion et de ce qu'ils peuvent y assister ou y déléguer un représentant.

Les propriétaires peuvent se faire représenter par toute personne de leur choix. Le pouvoir est écrit et ne vaut que pour une seule réunion. Il est toujours révocable. Le nombre maximum de pouvoirs pouvant être détenus par une même personne est de TROIS ; Chaque propriétaire peut donc être porteur de QUATRE voix au maximum.

L'assemblée des propriétaires est valablement constituée quand le nombre total de voix des membres présents et représentés est au moins égal à la moitié plus une du total des voix de ses membres.

Si cette condition n'est pas remplie, une deuxième assemblée est convoquée dans les 15 jours qui suivent, par lettre recommandée, ou par courrier électronique avec accusé de réception, sur le même ordre du jour. L'assemblée délibère alors valablement quelque soit le nombre de voix représentées.

Le Président désigne à chaque réunion un ou plusieurs secrétaires.

L'assemblée des propriétaires peut se réunir en session extraordinaire:

- Sur proposition du syndicat ou du dixième des propriétaires, pour modifier les statuts de l'Association dans les cas prévus à l'article 39 de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 2004. (modifications autres que celles portant sur l'objet, l'extension ou la réduction du périmètre). La délibération correspondante est transmise au Préfet qui peut autoriser la modification statutaire par acte publié et notifié dans les conditions prévues à l'article 15 de l'Ordonnance de juillet 2004;
- A la demande du syndicat, du préfet ou de la majorité de ses membres pour prendre des décisions qui relèvent de ses compétences, sans attendre la date de la prochaine assemblée ordinaire.
- A la demande du Préfet ou de la majorité de ses membres, lorsqu'il s'agit de mettre fin prématurément au mandat des membres du syndicat.

II. DELIBERATIONS. Toute délibération est constatée par un procès-verbal signé par le Président, en indiquant le résultat des votes. Le texte de la délibération soumise au vote y est annexé. Le procès-verbal indique également la date et le lieu de la réunion. La feuille des présences lui est annexée. Ce procès-verbal est conservé dans le registre des délibérations au siège de l'association. Ce registre côté et paraphé par le Président peut-être consulté par toute personne qui en fait la demande.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés. En cas de partage égal des voix, sauf si le scrutin est secret, la voix du Président est prépondérante.

Le vote a lieu au scrutin secret à la demande d'au moins un tiers des voix des membres présents et représentés. Toute délibération de l'assemblée des propriétaires est transmise au Préfet.

ARTICLE 8 : CONSULTATION ECRITE DE L'ASSEMBLEE DES PROPRIETAIRES

Sur décision du syndicat, les délibérations de l'assemblée, (sauf lorsqu'elle procède à l'élection du syndicat), peuvent s'effectuer par une procédure de consultation écrite des propriétaires.

Toutefois, l'assemblée délibère en réunion lorsque le Préfet, le tiers de ses membres, ou la majorité du syndicat le demande dans le délai de quinze jours à compter de la réception du courrier soumettant une délibération à la consultation écrite. Ce courrier mentionne cette possibilité et la date avant laquelle la demande de réunion doit être faite.

La délibération proposée ainsi que les documents d'informations nécessaires sont adressés à chacun des membres par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

Ce courrier précise également le délai qui ne peut être inférieur à quinze jours, et qui court à compter de la date de réception de ces documents, imparti à chaque membre pour voter par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, le cachet de la poste faisant foi.

Il informe le destinataire qu'en l'absence écrite de sa part dans le délai prescrit, il est réputé favorable à la délibération.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix. La réponse de chaque membre est annexée au procès-verbal.

ARTICLE 9 : ATTRIBUTION DE L'ASSEMBLEE DES PROPRIETAIRES

L'assemblée des propriétaires élit les membres du syndicat et leurs suppléants chargés de l'administration de l'Association.

Elle délibère sur:

- le rapport annuel d'activité de l'Association et sa situation financière prévu à l'article 23 de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 2004;
- le montant maximum des emprunts qui peuvent être votés par le syndicat, et les emprunts d'un montant supérieur;
- les propositions de modification statutaire ou de dissolution dans les hypothèses prévues aux articles 37 à 40 de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 2004;
- toute question qui lui est soumise en application d'une loi ou d'un règlement;
- lors de l'élection des membres du syndicat, le principe et le montant des éventuelles indemnités des membres du syndicat, du Président et du Vice-président;
- le règlement de service préalablement élaboré par le syndicat, lorsque celui-ci existe.

ARTICLE 10 : LE SYNDICAT

Composition : Le nombre de membres du syndicat élus par l'assemblée des propriétaires est de CINQ titulaires et de DEUX suppléants, avec un ordre de remplacement pour les suppléants

Peut être membre du syndicat, tout propriétaire membre ou son représentant.

- Les fonctions des membres du syndicat durent deux ans.
- Les membres du syndicat titulaires et suppléants sont rééligibles. Ils continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

Election : La majorité absolue des voix des membres présents et représentés est nécessaire pour être élu au premier tour, la majorité relative au second tour de scrutin.

Pourra être déclaré démissionnaire par le Président tout membre du syndicat qui sans motif reconnu légitime aura manqué à trois réunions consécutives.

Un membre titulaire du syndicat qui est démissionnaire, qui cesse de satisfaire aux conditions d'éligibilité ou qui est empêché définitivement d'exercer ses fonctions est remplacé par un suppléant jusqu'à ce qu'un nouveau titulaire soit élu.

Lorsque le Président convoque le syndicat après avoir constaté la nécessité de remplacer un titulaire, il désigne le suppléant amené à occuper ce poste.

Sauf délibération du syndicat provoquant une assemblée extraordinaire des propriétaires pour élire un nouveau titulaire, l'élection des membres manquants du syndicat aura lieu lors de l'assemblée ordinaire suivante.

Les membres du syndicat élus en remplacement à cette occasion, le sont pour la durée restant à courir du mandat qu'ils remplacent.

L'organisme qui apporte à une opération, une subvention d'équipement au moins égale à 15% du montant total des travaux, participe à sa demande, avec voix consultative, aux réunions du syndicat pendant toute la durée de l'opération.

Si l'assemblée des propriétaires en a délibéré dans les conditions prévues à l'article 9 ci-dessus, les membres du syndicat peuvent recevoir une indemnité à raison de leur activité pour la durée de leur mandat.

Réunions : Le syndicat fixe le lieu de ses réunions. Il est convoqué par le président. Il se réunit toutes les fois que les besoins de l'association l'exigent, soit sur l'initiative du Président, soit sur la demande du tiers au moins des membres du syndicat ou du Préfet.

A chaque séance, le syndicat nomme un secrétaire parmi ses membres.

ARTICLE 11 : NOMINATION DU PRESIDENT ET VICE-PRESIDENT

Pour sa première réunion, le syndicat est convoqué et présidé par le plus âgé de ses membres.

Lors de cette réunion et de celle qui suit chaque élection de ses membres, le syndicat procède à l'élection du Président et du Vice-président, selon les conditions de délibération prévues à l'article 13 ci-après.

Cependant, le vote aura lieu à bulletin secret si plus de la moitié des membres présents le demande.

En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le Président et le Vice-président sont rééligibles. Ils conservent leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

Si l'assemblée en a délibéré dans les conditions prévues aux articles 8 ou 9 ci-dessus, le Président et le Vice-président peuvent percevoir une indemnité à raison de leur activité pour la durée de leur mandat.

ARTICLE 12 : ATTRIBUTIONS DU SYNDICAT

Sous réserve des attributions de l'assemblée des propriétaires, le syndicat règle, par ses délibérations, les affaires de l'association syndicale. Il est chargé notamment:

- de délibérer sur les projets de travaux et leur exécution;
- d'approuver les marchés qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis, et de délibérer sur les catégories de marchés dont il délègue la responsabilité au Président ;
- de voter le budget annuel.
- d'arrêter le rôle des redevances syndicales.
- de délibérer sur les emprunts dans la limite du montant fixé par l'assemblée des propriétaires ;
- de contrôler et vérifier les comptes présentés annuellement.
- de délibérer sur la création des régies de recettes et d'avances dans les conditions fixées aux articles R 1617-1 à R 1617-18 du code général des collectivités territoriales;
- Eventuellement de délibérer sur les modifications du périmètre syndical dans les conditions particulières prévues aux articles 37 et 38 de l'ordonnance du 1er juillet 2004 et détaillées à l'article 21 des présents statuts
- d'autoriser le président à agir en justice.
- De délibérer sur l'adhésion à une fédération d' ASA
- de délibérer sur des accords ou conventions entre l'ASA et des collectivités publiques ou privées qui peuvent prévoir une contribution financière de ces collectivités à l'ASA dans les limites de la compétence de cette dernière
- D'élaborer et modifier, le cas échéant, le règlement de service

ARTICLE 13 : DELIBERATION DU SYNDICAT

Le syndicat délibère valablement lorsque plus de la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Les délibérations du syndicat sont prises à la majorité des voix des membres du syndicat présents et représentés.

En cas de partage égal la voix du président est prépondérante.

Si après une première convocation, le quorum n'est pas atteint, le syndicat est à nouveau convoqué sur le même ordre du jour dans un délai de 15 jours. La délibération prise lors de la deuxième réunion est alors valable quel que soit le nombre de présents.

Un membre du syndicat peut se faire représenter en réunion du syndicat par l'une des personnes suivantes :

- Un autre membre du syndicat
- Son locataire ou son régisseur
- En cas d'indivision, un autre co-indivisaire.
- En cas de démembrement de la propriété et selon les modalités de mise en œuvre des dispositions du deuxième alinéa de l'article 3 de l'ordonnance du 1er juillet 2004 susvisée, l'usufruitier ou le nu-propriétaire.

Le mandat de représentation est écrit. Le nombre maximum de pouvoirs pouvant être attribuées à une même personne en réunion du syndicat est de UN. Sauf précision plus restrictive sur le mandat, la durée de validité d'un mandat est d'une réunion. Le mandat est toujours révocable.

Les délibérations sont signées par le Président et un autre membre du syndicat.

La feuille de présence signée est annexée aux délibérations qui sont conservées dans le registre des délibérations.

ARTICLE 14 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES, MARCHES PUBLICS.

Une commission d'appel d'offres à caractère permanent est présidée par le Président et comporte trois autres membres du syndicat désignés par ce dernier.

Une commission spéciale peut être aussi constituée pour la passation d'un marché déterminé sur délibération du syndicat qui détermine le nombre de ses membres.

Les modalités de fonctionnement de ces commissions sont celles prévues par le Code des marchés publics pour les communes de moins de 3500 habitants, le Président jouant le rôle du maire.

Peuvent participer, avec voix consultatives, aux réunions de la Commission d'appel d'offres :

Des personnalités désignées par le Président de la commission en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation (salariés de l'ASA, agents de l'Etat, etc.) et lorsqu'ils y sont invités par le Président de la Commission d'appel d'offres, le comptable public et un représentant du Directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

ARTICLE 15 : ATTRIBUTIONS DU PRESIDENT

Les principales compétences du Président sont décrites dans les articles 23 de l'Ordonnance du 1er juillet 2004 et du Décret du 3 mai 2006, notamment :

- Le Président prépare et exécute les délibérations de l'assemblée des propriétaires et du syndicat.
- Il certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire des actes pris par les organes de l'association syndicale.
- Il en convoque et préside les réunions.
- Il est son représentant légal.
- Il gère les marchés de travaux, de fournitures et de services qui lui sont délégués par le syndicat. Il est la personne responsable des marchés.
- Il tient à jour l'état nominatif des propriétaires des immeubles inclus dans le périmètre de l'association ainsi que le plan parcellaire.
- Il veille à la conservation des plans, registres et autres documents relatifs à l'administration de l'association qui sont déposés au siège social.
- Il constate les droits de l'Association Syndicale Autorisée et liquide les recettes.

- Il est l'ordonnateur de l'ASA.
- Il prépare et rend exécutoire les rôles.
- Il tient la comptabilité de l'engagement des dépenses.
- Il est le chef des services de l'association.
- Il recrute, gère et affecte le personnel, à l'exception du comptable dont les modalités de nomination sont prévues à l'article 65 du Décret du 3 mai 2006
- Le Président élabore un rapport annuel sur l'activité de l'association et sa situation financière, analysant notamment le compte administratif
- Par délégation de l'assemblée des propriétaires, il modifie les délibérations prises par elle lorsque le Préfet en fait la demande. Il rend compte de ces modifications lors de la plus proche réunion ou consultation écrite de l'assemblée des propriétaires.
- Le vice-président supplée le Président absent ou empêché.

ARTICLE 16 : COMPTABLE DE L'ASSOCIATION

Les fonctions de Comptable de l'Association Syndicale Autorisée sont confiées à un comptable direct du Trésor désigné par le Préfet sur proposition du syndicat, après avis du Trésorier Payeur Général.

Le Comptable de l'Association Syndicale Autorisée est chargé seul et sous sa responsabilité d'exécuter les recettes et dépenses, de procéder au recouvrement de tous les revenus de l'association ainsi que de toutes les sommes qui lui seraient dues, ainsi que d'acquitter les dépenses ordonnancées par le Président jusqu'à concurrence des crédits régulièrement accordés.

ARTICLE 17 : VOIES ET MOYENS NECESSAIRES POUR SUBVENIR A LA DEPENSE.

Les recettes de l'ASA comprennent :

- les redevances dues par ses membres.
- les produits des emprunts.
- les subventions de diverses origines
- les recettes des conventions relatives aux activités de l'association.
- ainsi que toutes les ressources prévues à l'article 31 de l'Ordonnance du 1er juillet 2004 relative aux l'Associations Syndicales de propriétaires.

Le montant des recettes annuelles devra permettre de faire face :

- aux intérêts et annuités d'amortissement des emprunts restant dus
- aux frais généraux annuels d'exploitation, d'entretien et de fonctionnement des ouvrages de l'association.
- aux frais de fonctionnement et d'administration général de l'association.
- au déficit éventuel des exercices antérieurs.
- à la constitution éventuelle de réserves destinées à faire face aux éventuels retards dans le recouvrement des cotisations dues par les membres, aux grosses réparations, et au renouvellement des équipements du canal principal

ARTICLE 18 : REGLEMENT DE SERVICE

Un règlement de service pourra définir les règles de fonctionnement du service. Sa rédaction initiale et ses modifications ultérieures feront l'objet d'une délibération du syndicat qui devra être soumis à l'approbation de l'assemblée des propriétaires pour s'appliquer.

ARTICLE 19 : DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES.

Outre pour tous les membres de l'association syndicale, les droits et obligations tels que définis dans l'article 3 de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 2004, les propriétaires riverains du canal principal s'engagent à en laisser l'accès pour toute intervention d'entretien, de travaux ou de réparations définis par le syndicat.

De plus, les propriétaires riverains des canaux secondaires s'engagent à en laisser l'accès aux propriétaires desservis en aval par ces canaux pour en assurer l'entretien.

ARTICLE 20 : PROPRIETE ET ENTRETIEN DES OUVRAGES

L'Association Syndicale Autorisée est propriétaire des ouvrages qu'elle réalise ou a réalisé en qualité de maître d'ouvrage dans le cadre de son objet statutaire et, à ce titre, en assure l'entretien. Toutefois, l'entretien des canaux secondaires et leurs aménagements, ainsi que les conduites à usage privatif, sont à charge des propriétaires que ceux-ci desservent.

ARTICLE 21 : MODIFICATION STATUTAIRE DE L'ASSOCIATION

Les modifications statutaires autres que celles portant sur son objet ou sur le périmètre syndical (extension, distraction) font l'objet d'une délibération de l'assemblée des propriétaires convoqués en session extraordinaire à cet effet puis sont soumises à l'autorisation du Préfet.

Les modifications de l'objet ou du périmètre de l'association sont soumises aux conditions fixées par les articles 37 et 38 de l'Ordonnance du 1er juillet 2004 et les articles 67 à 70 du Décret du 3 mai 2006

L'assemblée des propriétaires qui se prononce sur les propositions de modifications de l'objet ou du périmètre de l'association est composée par l'ensemble des propriétaires membres y compris ceux ne siégeant pas à "l'assemblée des propriétaires" organe de l'association au sens de l'article 18 de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 2004.

ARTICLE 22 : AGREGATION VOLONTAIRE

La décision d'extension est prise par simple délibération du syndicat qui se prononce à la majorité de ses membres, puis soumise à l'autorisation du Préfet lorsque :

- L'extension du périmètre porte sur une surface inférieure à 7% de la superficie précédemment incluse dans le périmètre de l'association.
- Qu'a été recueilli, par écrit l'adhésion de chaque propriétaire des immeubles susceptibles d'être inclus dans le périmètre.
- Et que à la demande de l'autorité administrative, l'avis de chaque commune intéressée a été recueilli par écrit.

Si la demande d'extension du périmètre porte sur plus de 7% de la superficie initiale de l'ASA, la proposition de modification est soumise à l'assemblée des propriétaires qui doit se prononcer favorablement à la majorité des propriétaires représentant au moins les deux tiers de la superficie des propriétés ou aux deux tiers des propriétaires représentant plus de la moitié de la superficie des propriétés. L'autorité administrative ordonne alors une enquête publique conformément aux dispositions de l'article 12 de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 2004.

Toutefois l'agrégation volontaire de nouveaux adhérents reste soumise à la possibilité d'étendre économiquement le périmètre primitif.

ARTICLE 23 : DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION

L'assemblée des propriétaires qui se prononce sur la dissolution de l'association est composée par l'ensemble des propriétaires membres de l'association.

L'association peut être dissoute à la demande des membres de l'association, lorsque la majorité des propriétaires représentant au moins les deux tiers de la superficie des propriétés ou les deux tiers des propriétaires représentant plus de la moitié de la superficie des propriétaires se sont prononcés favorablement à la dissolution.

Les conditions dans lesquelles l'association est dissoute ainsi que la dévolution du passif et de l'actif sont déterminées soit par le syndicat, soit par défaut, par un liquidateur nommé par l'autorité administrative. Elles doivent tenir compte des droits des tiers et sont mentionnées dans l'acte prononçant la dissolution. Les propriétaires sont redevables des dettes de l'association jusqu'à leur extinction totale. Les dettes peuvent être prises en charge par une collectivité territoriale ou un organisme tiers selon des modalités à fixer dans l'arrêté de dissolution.

Vu pour être annexé à mon arrêté
n° 09-12 du 20 janvier 2009
Le Sous-Préfet

M. CHART

7

Sous-préfecture de Brignoles

83-2026-02-02-00010

arrêté préfectoral portant ouverture de crédits
au compte 637 du budget de l'ASA
de la FOUX à La Roquebrussanne

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2026- 05 du 02 février 2026
portant ouverture de crédits au compte 637 du budget de l'ASA
de la FOUX à La Roquebrussanne

Le Préfet du Var

Vu le Code général des collectivités territoriales pour l'application des règles budgétaires et comptables aux établissements publics;

Vu l'Ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ;

Vu le Décret n°2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 ;

Vu la circulaire INTB0700081C du 11 juillet 2007 du Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales relative à la réforme du régime des associations syndicales de propriétaires ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/74/MCI du 17 décembre 2025 portant délégation de signature à Mme Anne-Cecile VIALLE, sous-préfète de l'arrondissement de BRIGNOLES

Vu l'instruction budgétaire et comptable applicable à l'association syndicale autorisée de la FOUX à La Roquebrussanne, et notamment les dispositions relatives au compte 637 « Autres impôts, taxes et versements assimilés » ;

Vu les ordres de recouvrer de l'Agence régionale de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse référencés :

- Exercice 2024-n°0013031 d'un montant de 632,00€
- Exercice 2025-n°0008013 d'un montant de 1159,00€

Vu les correspondances de mise en demeure avec accusé de réception, des 14 et 27 mars 2025 et 27 juin 2025, de régler ces redevances dans les meilleurs délais restées sans suite;

Vu l'assemblée générale extraordinaire du 19 septembre 2025 validant les modalités de dissolution comptable et l'apurement des redevances à l'agence de l'eau avant dévolution de l'actif avec répartition aux propriétaires membre de l'ASA ;

Considérant que les redevances dues à l'agence de l'eau constituent une dépense obligatoire pour l'association syndicale autorisée de la FOUX à La Roquebrussanne ;

Considérant que l'absence de budget et d'ouverture de crédits au budget de l'ASA compromet le respect des obligations légales et justifie l'intervention du préfet en sa qualité d'autorité de tutelle ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la sous-préfecture de Brignoles;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Ouverture d'office des crédits

«Il est procédé à l'ouverture d'office, au budget de l'association syndicale autorisée de la FOUX à La Roquebrussanne, compte 637 « Autres impôts, taxes et versements assimilés », d'un crédit de 1791,00€ (mille sept-cent quatre-vingt onze euros) , destiné au règlement des créances ci-dessous au profit de l'Agence régionale de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse :

- Exercice 2024-n°0013031 d'un montant de 632,00€ (six-cent trente-deux euros)
- Exercice 2025-n°0008013 d'un montant de 1159,00€ (mille cent cinquante-neuf euros)

Article 2 : Mandatement et comptable

Un arrêté Préfectoral portant mandatement d'office des Redevances prélèvement d'irrigation exercice 2024 et 2025 sur le budget de l'ASA de la FOUX à La Roquebrussanne est émis ce jour sous le numéro 2026-06 du 02/02/2026 afin de procéder au mandatement de la dépense à hauteur des crédits ainsi ouverts, sur le compte 637 précité.

Le comptable public assignataire est chargé de prendre en charge et de payer les mandats émis en exécution du présent arrêté, dans la limite des crédits ouverts à ce titre.

Article 3 : En annexe de cet arrêté, les ordres de recouvrer exécutoires valant avis des sommes à payer de l'agence de l'eau.

Article 4 : La Sous-Préfète de Brignoles et le Directeur départemental des finances publiques du Var sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de l'Association Syndicale Autorisée de la FOUX à La Roquebrussanne ainsi qu'au SGC Compétent et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Brignoles, le 02/02/2026

Pour le Préfet et par délégation,
la Sous-Préfète de Brignoles,

signé

Anne-Cécile VIALLE

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R, 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Var – Boulevard du 112ème régiment d'infanterie – 83070 TOULON CEDEX

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de Toulon – 5 rue Racine – BP 40510 – 83041 TOULON CEDEX 9

04.94.37.03.64 – sp-brignoles-asa-asl@var.gouv.fr

92 RUE DE LA RÉPUBLIQUE CS 20302 - 83175 BRIGNOLES CEDEX - WWW.VAR.GOUV.FR



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



2-4 Allée de Lodz (près de l'avenue Tony Garnier)
69363 LYON Cedex 07 - Tél. 04 72 71 26 00
N°SIREN 186 901 559
ETABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT
Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006
Décret n°2007-981 du 15 mai 2007

RENSEIGNEMENTS, RECLAMATIONS, VOIES DE RECOURS :
VOIR AU VERSO DU PRESENT DOCUMENT

NOM ET ADRESSE DU DEBITEUR
Matricule : 0009311

VU ET APPROUVÉ
comme annexé à mon arrêté
en date de ce jour
Brignoles, le

- 2 FEV. 2026

ASA DU QUARTIER FOUX

MAIRIE

83136 LA ROQUEBRUSSANNE

ASA DU QUARTIER FOUX

MAIRIE

83136 LA ROQUEBRUSSANNE

ORDRE DE RECOUVRER EXECUTOIRE VALANT AVIS DES SOMMES A PAYER

OBJET	Redevance prélèvement irrigation 2023	
	Solde	
	Contribuable	

En application des articles L213-10 et suivants du code de l'environnement, vous trouverez ci-joint la somme due à l'Agence de l'Eau au titre de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau : Irrigation et pour l'année d'origine précisée en référence du titre.

Le détail des calculs, résultant des derniers éléments connus de l'Agence, figure sur le décompte joint.

Les modalités de règlement sont mentionnées au verso du présent document. Afin d'éviter l'application de pénalités pour retard de paiement, le respect de la date limite de paiement indiquée ci-dessous est impératif.

ATTENTION : Depuis le 1er janvier 2019, la loi ne permet plus le paiement par chèque pour les sommes supérieures à 1 000€.

En cas de besoin, le gestionnaire de votre dossier, dont les coordonnées sont rappelées sur votre décompte, reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

REFERENCES			MONTANT PIECE EN EUROS
Exercice	Numéro Pièce	Imputation	632.00
2024	0013031	01-13-27-757121	
MONTANT TOTAL			632.00
Date d'émission	Date de mise en recouvrement	Date d'exigibilité	DATE LIMITE DE PAIEMENT
18/10/2024	22/10/2024	30/11/2024	15/12/2024
Conformément à l'article L.213-11-10 du code de l'environnement, à défaut de règlement à la date limite de paiement indiquée ci-dessus, une majoration de 10% sera appliquée aux redevances ou fractions de redevances restant dues.			
Références à rappeler avec le règlementX..... MATRICULE : 0009311 TITRE : 2024 0013031 ATTENTION : SI LA SOMME A PAYER EST SUPERIEURE A 1 000 €, VOUS NE POUVEZ PAS REGLER PAR CHEQUE (VOIR VERSO)	CONTACT Cécile OLLIET Agent comptable de l'Agence de l'Eau RMC 2 - 4 allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07 ☎ : 04 72 71 26 00 ✉ : contact.ac@eaumc.fr	Pour valoir titre exécutoire conformément aux dispositions de l'article 192 du Décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.	Le Directeur général de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse L'ordonnateur, Nicolas MOURLON

Si votre raison sociale est différente de celle portée sur cet avis, je vous prie de nous le signaler en joignant une copie du journal d'annonces légales.

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX REDEVANCES

Ces sommes sont dues, conformément aux délibérations prises par le Conseil d'Administration de l'Agence Rhône Méditerranée Corse, en application des dispositions prévues aux articles L.213-10 et suivants, L.213-11 à L.213-11-7 du code de l'environnement et leurs textes d'application.

MODALITES DE PAIEMENT

Tout paiement doit être accompagné des références figurant au verso de cet Ordre de Recouvrer exécutoire « Références à rappeler avec le règlement », faute de quoi le redevable s'expose au rejet du paiement.

Le règlement est à effectuer :

- de préférence par virement au compte

TP LYON Trésorerie générale du Rhône
MADAME L'AGENT COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE

IBAN : FR76 - 1007 - 1690 - 0000 - 0010 - 0426 - 864 - BIC : TRPUFRP1

- soit par prélèvement automatique.

- soit par chèque bancaire, adressé à

MADAME L'AGENT COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE
2 - 4 Allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07

ATTENTION :

A compter du 01-01-19, l'art. L.213-11-10 du code de l'environnement fixe à 1 000 € la limite de paiement par chèque

Les paiements au moyen d'effets de commerce ne sont pas acceptés.

Pour tout renseignement sur les modalités de paiement, vous pouvez contacter l'Agence Comptable :

Tél : 04.72.71.26.00

Mail : contact.ac@eaurmc.fr

RECLAMATIONS (ET VOIES DE RECOURS)

Les réclamations s'exercent en application des dispositions prévues à l'article R.213-48-40 du code de l'environnement. Tout recours au contentieux ne peut avoir lieu sans avoir au préalable adressé une réclamation sous pli recommandé au directeur de l'Agence de l'Eau avant le 31 décembre de la 2^{ème} année suivant la date de notification de l'ordre de recette.

En cas de contestation relative à l'exercice du droit de reprise d'une redevance, la réclamation doit être présentée au plus tard le 31 décembre de la 3^{ème} année suivant celle de la notification de la réduction.

A défaut de décision du directeur notifiée au réclamant dans un délai de 2 mois prolongeable une fois, la réclamation est réputée rejetée.

Le redevable dispose de 2 mois à partir de la réception de l'avis de notification de la décision ou à l'expiration du délai de prise de décision de l'Agence pour saisir le Tribunal Administratif de LYON.

ATTENTION : La réclamation n'est pas en elle-même suspensive de paiement.

RECouvreMENT

Les redevances sont recouvrées par l'Agent Comptable conformément aux règles applicables au recouvrement des créances des établissements publics administratifs et selon les articles du code de l'environnement L.213-11-10 à L.213-11-17, R.213-48-35 à R.213-48-38 et R.213-48-42 à R.213-48-48.

Sauf opérations de reversement visées aux articles R.213-48-35 à R.213-48-37 :

- la date d'exigibilité est fixée au dernier jour du mois qui suit la date de mise en recouvrement,
- la date limite de paiement est fixée au 15 du 2^{ème} mois qui suit la date de mise en recouvrement.

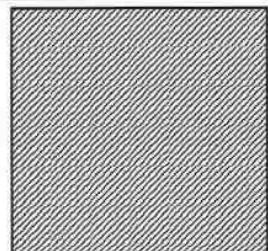
Au-delà de la date limite, une majoration de 10 % est appliquée aux sommes restant dues notifiée par lettre de rappel.

RECouvreMENT CONTENTIEUX

En l'absence de paiement dans le délai de 30 jours à compter de la mise en demeure, l'Agent Comptable peut engager la procédure de recouvrement forcé.

Les frais de poursuites engagés pour le recouvrement des créances sont à la charge des débiteurs.

En application de l'article L.213-11-14 du code de l'environnement, les contestations relatives à l'exercice des poursuites sont adressées, sous peine d'irrecevabilité, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte de recouvrement par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau qui a deux mois pour se prononcer. Si aucune décision n'a été prise dans ce délai ou si la décision rendue ne lui donne pas satisfaction, le contribuable doit, à peine de forclusion, porter l'affaire devant le juge de l'exécution, et ce dans un délai de deux mois.



Affaire suivie par Lydie FLEUROT

☎ 07.64.56.32.36

✉ lydie.fleurot@eamrc.fr

Décompte

Redevance de prélèvement sur la ressource en eau

(article L.213-10-9 du code de l'environnement)

Année 2023

N° dossier : 202309311RIR1, Période : 01/01/2023 - 31/12/2023, Version : 1

Contribuable : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Débiteur : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Site : 1 - 09311-ASA DE LA FOUX

Désignation de l'ouvrage	Usage	Assiette (m³)	Zone	Taux (€/m³) (1)	Montant
N° : 831085 PRISE CANAL ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Canal	150 661	Déficitaire ZRE	0,00017	25,61 €
N° : 831086 ARROSAGE ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Autre usage éco.	37 000	Déficitaire ZRE	0,01640	606,80 €
Montant total					632,41 €

Assiette totale	187 661 m³	
------------------------	------------	--

Montant de redevance (2)	(F)	632 €
Majoration pour défaut de déclaration ou Majoration pour manquement délibéré (3)	(G) = (F)x(XX%)	0,00 € (0,00%)
Intérêts de retard (4)	(H)	
Autres Majorations ou Majoration pour manquement délibéré (5)	(I)	0,00 € (0,00%)
Autres Intérêts de retard (4)	(J)	
Montant dû	(K) = (F)+(G)+(H)+(I)+(J)	632 €

- (1) Les taux de redevance et les zones de tarification sont fixés par délibération du conseil d'administration de l'agence de l'eau. Les délibérations applicables sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.eaurmc.fr/infos-pratiques/recueils-des-deliberations-approuvees/deliberations-du-conseil-dadministration-de-lagence-de-leau.html>
- (2) La redevance est perçue si le volume total dépasse 7000 m³ par an en ZRE ou 10 000 m³ par an hors ZRE et si le montant redevance est supérieur à 100 €.
- (3) Majorations pour retard ou défaut de déclaration (article L.213-11-7 du code de l'environnement, articles 1728 et 1758A du code général des impôts) :
- déclaration tardive spontanée (avant mise en demeure) : majoration de 10%
 - déclaration tardive non spontanée (dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure) : majoration de 10% + majoration de 10%
 - déclaration non déposée dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure : majoration de 40%
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)
- (4) Les intérêts de retard sont perçus lorsqu'un défaut de déclaration empêche l'émission de la redevance avant le mois de juillet (article L.213-11-7 du code de l'environnement et article 1727 du code général des impôts).
- (5) Si le contrôle porte sur une redevance initiale majorée, la majoration appliquée initialement est appliquée au complément suite à contrôle (art. L.213-11-7 du code de l'environnement). Sinon le complément se voit appliquer une majoration de 10% (article 1758A du CGI). Les mêmes règles s'appliquent aux déclarations incomplètes, sur la partie complétée tardivement.
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)

RENSEIGNEMENTS, RECLAMATIONS, VOIES DE RECOURS :
VOIR AU VERSO DU PRESENT DOCUMENT

NOM ET ADRESSE DU DEBITEUR
Matricule : 0009311

VU ET APPROUVÉ
comme annexé à mon arrêté
en date de ce jour
Brignoles, le
- 2 FEV. 2026

ASA DU QUARTIER FOUX
MAIRIE
83136 LA ROQUEBRUSSANNE

ASA DU QUARTIER FOUX
MAIRIE
83136 LA ROQUEBRUSSANNE

ORDRE DE RECOUVRER EXECUTOIRE VALANT AVIS DES SOMMES A PAYER

OBJET	Redevance prélèvement irrigation 2024	
	Solde	
	Contribuable	


En application des articles L213-10 et suivants du code de l'environnement, vous trouverez ci-joint la somme due à l'Agence de l'Eau au titre de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau : Irrigation et pour l'année d'origine précisée en référence du titre.

Le détail des calculs, résultant des derniers éléments connus de l'Agence, figure sur le décompte joint.

Les modalités de règlement sont mentionnées au verso du présent document. Afin d'éviter l'application de pénalités pour retard de paiement, le respect de la date limite de paiement indiquée ci-dessous est impératif.

ATTENTION : Depuis le 1er janvier 2019, la loi ne permet plus le paiement par chèque pour les sommes supérieures à 1 000€.

En cas de besoin, le gestionnaire de votre dossier, dont les coordonnées sont rappelées sur votre décompte, reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

REFERENCES			MONTANT PIECE EN EUROS
Exercice	Numéro Pièce	Imputation	
2025	0008013	01-13-27-757121	1 159.00
MONTANT TOTAL			1 159.00
Date d'émission	Date de mise en recouvrement	Date d'exigibilité	DATE LIMITE DE PAIEMENT
21/07/2025	25/07/2025	31/08/2025	15/09/2025
Conformément à l'article L.213-11-10 du code de l'environnement, à défaut de règlement à la date limite de paiement indiquée ci-dessus, une majoration de 10% sera appliquée aux redevances ou fractions de redevances restant dues.			
Références à rappeler avec le règlement *****X***** MATRICULE : 0009311 TITRE : 2025 0008013 ATTENTION : SI LA SOMME A PAYER EST SUPERIEURE A 1 000 €, VOUS NE POUVEZ PAS REGLER PAR CHEQUE (VOIR VERSO)	CONTACT Cécile OLLIET Agent comptable de l'Agence de l'Eau RMC 2 - 4 allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07 ☎ : 04 72 71 26 00 ✉ : contact.ac@eaurmc.fr	Pour valoir titre exécutoire conformément aux dispositions de l'article 192 du Décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.	Le Directeur général de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse  L'ordonnateur, Nicolas MOURLON

Si votre raison sociale est différente de celle portée sur cet avis, je vous prie de nous le signaler en joignant une copie du journal d'annonces légales.

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX REDEVANCES

Ces sommes sont dues, conformément aux délibérations prises par le Conseil d'Administration de l'Agence Rhône Méditerranée Corse, en application des dispositions prévues aux articles L.213-10 et suivants, L.213-11 et suivants du code de l'environnement et leurs textes d'application.

MODALITES DE PAIEMENT

Tout paiement doit être accompagné des références figurant au verso de cet Ordre de Recouvrer exécutoire « Références à rappeler avec le règlement », faute de quoi le redevable s'expose au rejet du paiement.

Le règlement est à effectuer :

- de préférence par virement au compte

TP LYON
L'AGENCE COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE

IBAN : FR76 – 1007 – 1690 – 0000 – 0010 – 0426 – 864 – BIC : TRPUFRP1

- soit par prélèvement automatique.

- soit par chèque bancaire, adressé à

L'AGENCE COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE
2 – 4 Allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07

ATTENTION :

A compter du 01-01-19, l'art. L.213-11-10 du code de l'environnement fixe à 1 000 € la limite de paiement par chèque

Les paiements au moyen d'effets de commerce ne sont pas acceptés.

Pour tout renseignement sur les modalités de paiement, vous pouvez contacter l'Agence Comptable :

Tél : 04.72.71.26.00

Mail : contact.ac@eaumc.fr

RECLAMATIONS (ET VOIES DE RECOURS)

Les réclamations s'exercent en application des dispositions prévues à l'article R.213-48-40 du code de l'environnement. Tout recours au contentieux ne peut avoir lieu sans avoir au préalable adressé une réclamation sous pli recommandé au directeur de l'Agence de l'Eau avant le 31 décembre de la 2^{ème} année suivant la date de notification de l'ordre de recette.

En cas de contestation relative à l'exercice du droit de reprise d'une redevance, la réclamation doit être présentée au plus tard le 31 décembre de la 3^{ème} année suivant celle de la notification de la réduction.

A défaut de décision du directeur notifiée au réclamant dans un délai de 2 mois prolongeable une fois, la réclamation est réputée rejetée.

Le redevable dispose de 2 mois à partir de la réception de l'avis de notification de la décision ou à l'expiration du délai de prise de décision de l'Agence pour saisir le Tribunal Administratif de LYON.

ATTENTION : La réclamation n'est pas en elle-même suspensive de paiement.

RECouvreMENT

Les redevances sont recouvrées par l'Agent Comptable conformément aux règles applicables au recouvrement des créances des établissements publics administratifs et selon les articles du code de l'environnement L.213-11-10 à L.213-11-17, D.213-48-35 et R.213-48-36 à R.213-48-38 et D.213-48-42 et R.213-48-43 à R.213-48-48.

Sauf opérations de reversement visées aux articles D.213-48-35 et R.213-48-36 à R.213-48-37 :

- la date d'exigibilité est fixée au dernier jour du mois qui suit la date de mise en recouvrement,
- la date limite de paiement est fixée au 15 du 2^{ème} mois qui suit la date de mise en recouvrement.

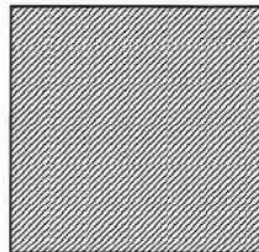
Au-delà de la date limite, une majoration de 10 % est appliquée aux sommes restant dues notifiée par lettre de rappel.

RECouvreMENT CONTENTIEUX

En l'absence de paiement dans le délai de 30 jours à compter de la mise en demeure, l'Agent Comptable peut engager la procédure de recouvrement forcé.

Les frais de poursuites engagés pour le recouvrement des créances sont à la charge des débiteurs.

En application de l'article L.213-11-14 du code de l'environnement, les contestations relatives à l'exercice des poursuites sont adressées, sous peine d'irrecevabilité, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte de recouvrement par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau qui a deux mois pour se prononcer. Si aucune décision n'a été prise dans ce délai ou si la décision rendue ne lui donne pas satisfaction, le contribuable doit, à peine de forclusion, porter l'affaire devant le juge de l'exécution, et ce dans un délai de deux mois.



Affaire suivie par Lydie FLEUROT

☎ 07.64.56.32.36

✉ lydie.fleurot@eaurmc.fr

Décompte

Redevance de prélèvement sur la ressource en eau

(article L.213-10-9 du code de l'environnement)

Année 2024

N° dossier : 202409311RIR1, Période : 01/01/2024 - 31/12/2024, Version : 1

Contribuable : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Débiteur : 09311 - ASA DU QUARTIER FOUX

Site : 1 - 09311-ASA DE LA FOUX

Désignation de l'ouvrage	Usage	Assiette (m³)	Zone	Taux (€/m³) (1)	Montant
N° : 831085 PRISE CANAL ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Canal	342 469	Déficitaire ZRE	0,00018	61,64 €
N° : 831086 ARROSAGE ASA DE LA FOUX LA ROQUEBRUSSANNE	Autre usage éco.	37 000	Déficitaire ZRE	0,02070	765,90 €
Montant total					827,54 €

Assiette totale	379 469 m³	
-----------------	------------	--

Montant de redevance (2)	(F)	828 €
Majoration pour défaut de déclaration ou Majoration pour manquement délibéré (3)	(G) = (F)x(XX%)	331,00 € (40,00%)
Intérêts de retard (4)	(H)	
Autres Majorations ou Majoration pour manquement délibéré (5)	(I)	0,00 € (0,00%)
Autres Intérêts de retard (4)	(J)	
Montant dû	(K) = (F)+(G)+(H)+(I)+(J)	1 159 €

- (1) Les taux de redevance et les zones de tarification sont fixés par délibération du conseil d'administration de l'agence de l'eau. Les délibérations applicables sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.eaurmc.fr/infos-pratiques/recueils-des-deliberations-approuvees/deliberations-du-conseil-dadministration-de-lagence-de-leau.html>
- (2) La redevance est perçue si le volume total dépasse 7000 m³ par an en ZRE ou 10 000 m³ par an hors ZRE et si le montant redevance est supérieur à 100 €.
- (3) Majorations pour retard ou défaut de déclaration (article L.213-11-7 du code de l'environnement, articles 1728 et 1758A du code général des impôts) :
- déclaration tardive spontanée (avant mise en demeure) : majoration de 10%
 - déclaration tardive non spontanée (dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure) : majoration de 10% + majoration de 10%
 - déclaration non déposée dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure : majoration de 40%
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)
- (4) Les intérêts de retard sont perçus lorsqu'un défaut de déclaration empêche l'émission de la redevance avant le mois de juillet (article L.213-11-7 du code de l'environnement et article 1727 du code général des impôts).
- (5) Si le contrôle porte sur une redevance initiale majorée, la majoration appliquée initialement est appliquée au complément suite à contrôle (art. L.213-11-7 du code de l'environnement). Sinon le complément se voit appliquer une majoration de 10% (article 1758A du CGI). Les mêmes règles s'appliquent aux déclarations incomplètes, sur la partie complétée tardivement.
- Majoration pour inexactitudes ou omissions relevées dans une déclaration, en cas de manquement délibéré ou de manœuvres frauduleuses (article 1729 du code général des impôts)